

CINQ ANS DE PRISON REQUIS CONTRE L'EX-PDG DE SONATRACH P. 3

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

P. 7 à 15

■ La sainte colère de M. Kadi
ABED CHAREF

QUI VA PAYER ?
MIMI MASSIVA

■ Constitution : phobie d'altérité
et compromis hypothétique !
ABDELLATIF BOUSENANE

**L'ALGÉRIE VERSION
THALASSA**
MOHAMMED BEGHAD



■ Le travail en Algérie nuit-il
à la vie et à la santé (N.V.S.) ?
D. GAHAM

■ Revoilà les migrants subsahariens !
CHERIF ALI

■ Discriminations :
la «class actions» bientôt légalisée
FAYÇAL MEGHERBI

■ On s'en «foot» !
BELKACEM AHcene-DJABALLAH

■ Le tourisme militant : en solidarité
avec nos frères tunisiens !
ABDELKADER KHELIL

GROSSE FATIGUE...
BRAHIM SENOUCI

■ Un café, s'il vous plaît !
EL YAZID DIB

■ Voici pourquoi l'Algérie
ne va pas en guerre au Yémen
AHMED FARRAH



■ De Garissa à Yarmouk
AKRAM BELKAÏD

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

Le Gabon pays hôte pour 2017

L'ALGÉRIE PERD LA CAN P. 28



Publicité

VOTRE DJEZZY CONNECT 3G+



100 Mo / MOIS
3 MOIS
UN ACCÈS GRATUIT ET ILLIMITÉ AUX SITES

200 DA
SEULEMENT

مرحباً بالغد

DJEZZY
جازي

Vous pouvez souscrire aux offres Djazzy Speed et @miGO en composant *707#. Quantité limitée, pack sans engagement. Offre valable dans toutes les wilayas couvertes par la 3G+.

f t y www.djezzydz

Statut particulier, charte de l'éthique Les syndicats de l'Education prudents

Yazid Alilat

Au lendemain de l'installation au siège du ministère de l'Education de la commission conjointe chargée de revoir les statuts des personnels du secteur, les syndicats affichaient une certaine prudence vis-à-vis de cette commission. D'autant que ce qui s'est passé en 2012 lors de la seconde révision de ces statuts qui ont été décriés récemment lors des grèves à répétition par les syndicats, fait «peur» aux syndicats. Interrogé sur son appréciation quant à la mission de cette commission à laquelle avaient assisté des représentants des 9 syndicats reconnus par le ministère, Meriane Meziane, secrétaire général du Snapest, a répliqué: «questionnez-nous plutôt sur nos appréhensions» vis à vis de cette commission. En fait, «on ne voudrait pas que le scénario de 2012 se répète cette fois-ci», a-t-il fait observer. En 2012, lors de la seconde révision des statuts des personnels de l'Education nationale sous la pression des syndicats, une commission ad hoc avait été installée. «Ils ont fait une réunion entre eux qui a regroupé les représentants des ministères des Finances et de l'Education, outre ceux de la Fonction publique. Mais pas les syndicats», explique M. Meriane qui ajoute qu'à cette époque «ils n'ont donc pas pris en compte la position et le point de vue des syndicats». «Aujourd'hui, on voudrait que le point de vue des syndicats sur cette question soit pris en compte avec la mise en place de la commission ad hoc qui sera installée et au sein de laquelle doivent être représentés les syndicats». Pour M. Meziane Meriane, «la présence des syndicats au sein de la commission ad hoc est de nature à défendre les intérêts des syndicats et des travailleurs du secteur». C'est plus ou moins la même position des autres syndicats, dont le Snapap qui a estimé que «nous avons demandé la révision de ce statut particulier», et, surtout, «que le point de vue des syndicats soit pris en compte» par les commissions ou tout autre mécanismes de dialogue qui sera mis en place pour revoir cette question. «on est légaliste, mais on voudrait également que nos droits et nos revendications soient respectés», a-t-il dit.

Quant au secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de l'Education (SNTE), Abdelkrim Boudjenah, il a réaffirmé la disponibilité de son syndicat à travailler à la révision des statuts des travailleurs du secteur. Le SNTE est «porteur de différentes propositions visant à corriger les dysfonctionnements contenus dans les statuts» des travailleurs du secteur. Sur le texte de l'éthique et la stabilité que le ministère veut faire «parapher» par les syndicats pour limiter la pression des grèves sur le secteur, Meziane Meriane, prudent, a indiqué au «Quotidien d'Oran» que «le ministère nous a envoyé un brouillon de la charte de l'éthique qu'on va enrichir et discuter. En tout cas, cela va dans le sens de la stabilité, mais nous demandons une méthodologie pour son application». Quant aux problèmes en suspens, «ils sont d'ordre pédagogique et sociopro-

fessionnel. Et ils sont nombreux», a-t-il précisé. De son côté, Belkacem Felfoul (Snapap) a abondé dans le même sens estimant que le texte de cette charte de l'éthique et de la stabilité doit être examiné et discuté au niveau syndical et avec le ministère. Quant à M. Boudjenah, il a relevé que ce projet «sera soumis pour examen et débat au niveau des conseils nationaux des différents syndicats, lesquels sont habilités à l'approuver ou à le rejeter». L'installation de la commission de révision du statut particulier des enseignants et personnels de l'éducation s'était déroulée mardi en présence de représentants du ministère de l'Education nationale et d'un représentant de chacun des neuf syndicats accrédités du secteur, en application des procès-verbaux signés le 19 mars entre les syndicats et la tutelle. Entre autres missions, les membres de cette commission seront chargés de «déterminer et d'examiner les dysfonctionnements induits par l'application des statuts du secteur et d'en apporter les solutions adéquates», a indiqué M. Mohamed Chaib Draa, conseiller auprès de la ministre de l'Education.

UN TEXTE CONTRE LES GRÈVES

La commission tiendra sa première réunion le 16 avril avec, à l'ordre du jour, l'élaboration du règlement intérieur et la définition du calendrier d'action, a-t-il indiqué avant de souligner l'impératif «respect de certains principes lors de la révision des statuts». Il s'agit, selon M. Chaib Draa, d'approfondir l'examen des dysfonctionnements en toute sérénité afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs qui étaient à l'origine de la situation d'instabilité que connaît le secteur depuis des années. Durant la même séance, un avant-projet de charte d'éthique et de stabilité cher à la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a été remis aux représentants des syndicats pour qu'ils l'examinent et y apportent leurs observations avant son adoption. Cette charte de l'éthique et de la stabilité qu'avait voulue imposer aux syndicats la ministre de l'Education (pour mettre un terme aux grèves cycliques) est à l'origine de l'achoppement des négociations ministère-syndicats de la mi-mars, avant que les deux parties ne se mettent d'accord pour détendre l'atmosphère et permettre la reprise des cours après les vacances de printemps et revenir à la table des négociations avec un premier gros dossier : la révision du statut particulier des personnels enseignants notamment. «Malgré sa révision à deux reprises (2008 et 2012), le statut particulier est à l'origine de l'instabilité du secteur. Il pose encore problème, et maintenant il faut prendre son temps pour arriver à solutionner les dysfonctionnements de ce statut», a reconnu M. Chaib Draa Thani mardi à la radio nationale, estimant qu'il est «grand temps d'arriver à un statut à la hauteur de tous les fonctionnaires du secteur pour qu'on s'occupe de l'essentiel, dont la pédagogie».

Bouira Rassemblement des gardes communaux devant le siège de la wilaya

Plus de trois cents (300) gardes communaux venus de plusieurs wilayas du pays ont observé, mercredi, un rassemblement devant le siège de la wilaya de Bouira pour réclamer à nouveau la satisfaction de certaines de leurs revendications socioprofessionnelles, a-t-on constaté.

Au cours de ce sit-in, les gardes communaux, venus notamment de Béjaïa, de Jijel, de Sétif, de Médéa, de M'sila et de Bouira, ont appelé le gouvernement à «satisfaire certains points en suspens à savoir le paiement des heures supplémentaires de travail». Le rassemblement s'ins-

crit dans le cadre de la plateforme de revendications que la coordination de la garde communale avait adoptée lors du congrès d'Ifri en août dernier, a rappelé le coordinateur national de la garde communale, M. Aliouat Lahlou, au cours de ce sit-in.

En mars dernier, le ministère de l'Intérieur avait annoncé une série de dispositions pour répondre aux préoccupations des gardes communaux. Parmi elles, figurent notamment la promulgation d'un décret exécutif garantissant aux agents de la garde communale à redéployer vers de nouveaux emplois, le même niveau de rému-

nération, ainsi que la stabilité de l'emploi, l'introduction des modifications nécessaires au dispositif réglementaire régissant la retraite proportionnelle exceptionnelle pour la prise en charge de cette préoccupation. Concernant la pension spécifique d'invalidité, un dispositif dérogatoire a été mis en place au profit des agents de la garde communale, leur permettant de bénéficier d'une pension spécifique d'invalidité. En outre, une commission a été installée pour examiner les cas de refus de pension d'invalidité, associant des représentants des agents de la garde communale.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Israël et l'Arabie Saoudite ne peuvent souscrire à la normalisation des relations entre les Occidentaux et l'Iran qu'a amorcée l'accord-cadre qu'ils ont conclu sur le dossier du nucléaire.

Les deux Etats ne reculeront devant rien pour bloquer ce processus. La perspective d'un Etat iranien redevenant «fréquentable» pour la communauté internationale n'est envisageable ni pour Tel-Aviv ni pour Ryadh, car cela signifierait pour Israël et la monarchie saoudite la fin de leur politique faisant de l'Iran la source de la déstabilisation dont le Moyen-Orient est la scène et une menace existentielle pour leur sécurité nationale respective.

Que l'Iran renonce à la production de l'arme atomique n'empêchera pas Tel-Aviv et Ryadh d'agiter «l'épouvantail» du danger qu'il est censé représenter pour la région et pour leurs Etats respectifs. Cette fiction d'un Iran belliciste et expansionniste, Israël et l'Arabie Saoudite font tout pour l'entretenir. Pour Israël, il faut en effet qu'elle perdure pour qu'il puisse toujours se présenter comme un Etat «menacé» dans son existence. Pour l'Etat sioniste, la prétendue menace iranienne est le substitut dans sa propagande à celle qu'il prêtait aux Etats arabes et qu'il ne peut plus agiter tant ces Etats qui ayant imploré, qui s'est inséré dans la «pax» israélienne. Pour l'Arabie Saoudite, il faut de même que la fiction d'un Iran fauteur de trouble dans la région perdure, faute de quoi il y aurait risque pour elle que le bouclier protecteur américain dont bénéficie son régime ne jouerait pas

Tel-Aviv - Ryadh: même ennemi, même combat

systématiquement en cas de situation pour lui périlleuse interne ou régionale.

Dans son opposition à une normalisation des relations entre l'Iran et l'Occident, Israël rameute derrière lui tout

ce qu'il compte d'inconditionnels, au premier rang desquels le Congrès américain et les lobbys sionistes à l'influence déterminante au sein des cercles dirigeants en Amérique et en Europe. L'Arabie Saoudite quant à elle s'active à dresser le monde musulman sunnite contre l'Iran pour l'emmener à joindre ses pressions aux siennes sur les Occidentaux pour les entretenir dans la vision d'un Iran qui quoi qu'il dise ou fasse est et restera dangereux pour la sécurité et la stabilité des Etats de la région.

La connivence devenue véritable alliance entre Israël et l'Arabie Saoudite est patente, les deux suivant la même logique qu'il leur faut avoir un adversaire régional par l'existence duquel faire perdurer leurs statuts, pour le premier d'allié stratégique de l'Occident dans le Moyen-Orient et de «protégés» pour le second de ce même Occident. Vent debout, les deux Etats font feu de tout bois pour faire échouer le rapprochement irano-occidental, quitte à créer une situation qui plongerait la région dans un chaos généralisé, telle que se lancer dans une des aventures militaires qui contraindraient l'Iran à leur répliquer. A se retrouver sans l'alibi d'une puissance régionale aux desseins prétendument agressifs à leur endroit, l'Etat sioniste et la monarchie wahhabite paniquent et ruminent tous les coups fourrés possibles.

Sellal à Ouargla

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectue aujourd'hui jeudi une visite de travail dans la wilaya de Ouargla, indique mercredi un communiqué des services du Premier ministre. Au cours de cette visite qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, le Premier ministre aura à s'enquérir de l'état d'exécution et d'avancement du programme de développement de cette wilaya. M. Sellal, qui sera accompagné d'une délégation ministérielle, procédera par la même occasion à l'inauguration et au lancement de projets à caractère socio-économique à travers la wilaya, a relevé la même source.

Tirage du N°6195
119.020 exemp.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Cinq ans de prison requis contre l'ex-PDG de Sonatrach

Le procès de l'ex-PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, et l'ex-vice-président chargé des activités amont, Belkacem Boumediene, a débuté hier vers les coups de midi au tribunal d'Alger.

M. Aziza

Le juge instructeur a appelé à la barre les deux prévenus, les témoins et les représentants de Sonatrach, de Schlumberger et des services de la douane. Les deux mis en cause dans cette affaire sont poursuivis pour infraction à la législation des changes et violation de la législation régissant les mouvements des capitaux.

Il était question de mettre la lumière sur toutes les procédures douanières, financières et bancaires, selon le juge, sur le contrat signé entre Sonatrach et Schlumberger pour l'importation de deux générateurs électriques et leurs accessoires qui ont fait l'objet de surfacturation selon le constat des services des douanes. Les avocats de la défense ont plaidé pour l'annulation des poursuites judiciaires à l'encontre de leurs clients. Certains avocats ont jugé incompréhensible le fait que les services des douanes poursuivent la personne morale qui est Sonatrach, en accusant principalement Mohamed Meziane et Belkacem Boumediene. Autrement dit, pourquoi poursuivre deux membres du conseil d'administration seulement, alors que le conseil compte 13 membres ? L'ex-PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, a précisé devant le juge que le DG du Trésor public, le DG de la douane et celui de la Banque d'Algérie sont membres du conseil d'administration. Les avocats de la défense ont également remis en cause le procès-verbal de constat présenté par les services des douanes et qui est, selon eux, vide de sens. Ils expliquent que dans le PV de constat, il est question de surfacturation et transfert illicite d'argent vers l'étranger, un constat établi sur la base d'un article de loi dépassé et abrogé par de nouveaux amendements. Ils ont également reproché aux services des douanes de ne pas avoir déposé plainte et proposé une conciliation au mis en

cause, comme le stipule la loi. L'ancien responsable chargé des conflits au niveau de la douane, appelé à la barre, a confirmé l'absence de dépôt de plainte, mais, dit-il, " nous avons saisi le procureur ".

Le représentant de Schlumberger des Emirats a précisé que la facture relative à l'importation des deux générateurs électriques et leurs accessoires n'a pas été faite à part. Il précise devant le juge que son entreprise a signé un contrat avec Sonatrach pour l'installation d'une station de gaz et de pétrole à la frontière algéro-libyenne, d'un montant de 126 millions de dollars. Et de poursuivre que son entreprise avait fait une facture globale de l'importation de l'usine. "La facture des deux générateurs a été incluse dans le montant global du projet", a-t-il affirmé. Et de poursuivre : "L'importation des deux générateurs électriques était la dernière étape du projet. On a bouclé avec le montant global du projet", a-t-il souligné.

La représentante juridique de Sonatrach a affirmé pour sa part que son entreprise a respecté toutes les procédures relatives aux dédouanements pour les contrats clé en main.

Le représentant de la douane a maintenu pour sa part les accusations contenues dans le PV en précisant qu'il y a infraction. Enfin, les deux mis en cause ont affirmé au cours de l'audience qu'ils n'étaient pas à leurs postes au moment où les services concernés de Sonatrach ont effectué la facture pro format de ces générateurs importés (le 15 décembre 2009) et la lettre de crédit (le 22 décembre 2009). Le ministère public a requis une peine de cinq ans de prison ferme assortie d'une amende de 122 millions de dinars contre l'ex-PDG de Sonatrach Mohamed Meziane et le vice-président amont du groupe pétrolier Boumediene Belkacem, a constaté l'APS. Le verdict sera rendu la semaine prochaine, a annoncé le président du tribunal.

La pénurie de vignettes agace les automobilistes

Sofiane M.

Oran, comme ailleurs, les automobilistes ne cachent pas leur colère. Le stock des vignettes automobiles, d'un montant supérieur à 1.000 dinars, était épuisé, mardi, à la Recette principale des Impôts, située au centre-ville, a-t-on constaté sur les lieux. Les nombreux automobilistes, qui patientaient dans une longue file, devant le guichet de cette recette principale, ont été invités à revenir, la semaine prochaine. Seules les vignettes de 1.000 et 300 dinars étaient disponibles. «Il n'y a plus de vignettes. Revenez dimanche», lance, sèchement, ce préposé au guichet. Cette pénurie de vignettes concerne aussi les agences postales et les recettes des Impôts.

La direction d'Algérie Poste que nous avons tenté, à maintes reprises, de contacter, était aux abonnés absents. Les services des Impôts et Algérie Poste se rejettent la balle quant aux causes de cette pénurie. Après plusieurs tentatives nous avons pu, enfin, avoir au téléphone un haut cadre d'AP qui nous a confié que cette pénurie est, essentiellement causée par la faiblesse du quota mis à la disposition des agences postales par les services des Impôts. «Nous avons reçu, seulement, 50% du quota de l'année écoulée. Les vignettes se sont épuisées, en quelques jours, dans les agences postales. Nous attendons l'approvisionnement des postes, dans les prochains jours», affirme

notre correspondant. Questionné sur la circulation d'informations sur un différend entre les services des Impôts et la direction d'Algérie Poste, quant au montant de la marge bénéficiaire, notre source a démenti, catégoriquement, ces «rumeurs» tout en précisant que les marges bénéficiaires de 2014 ont été maintenues. La pénurie de vignettes concerne de nombreuses wilayas. Des automobilistes ont fait le tour des recettes et des agences postales, dans l'espoir de dénicher la fameuse vignette avant l'épuisement de la période d'acquiescement obligatoire prévue la fin de ce mois. Des voix s'élèvent, désormais, parmi les automobilistes pour exiger la prorogation de la période d'acquiescement obligatoire et l'approvisionnement des recettes et des agences postales avec des quotas suffisants, notamment dans les grandes villes.

Il est à noter que l'absence ou la présence d'une vignette non-conforme, en termes de tarifs, entraîne le retrait de la carte grise. Ce document n'est restitué, à son propriétaire, qu'après l'achat d'une vignette conforme majorée à 100%. La vignette est exigible après le premier mois de la mise en circulation du véhicule.

La vignette automobile rapporte, annuellement plus de 8 milliards de DA de recettes ; sans inclure les recettes engendrées par les pénalités de retard. Une part de 20% de ces recettes est versée au Trésor public et 80% au Fonds commun des Collectivités locales (FCCL).

Grève des contrôleurs aériens français Le trafic aérien perturbé



Z. Mehdaoui, Mokhtaria Bensaâd

Le trafic aérien à destination de la France était fortement perturbé hier pour cause de la grève des contrôleurs aériens français.

L'aéroport international d'Alger, même s'il n'a pas connu de pagaille, comme s'était le cas il y a quelques jours lors de la «grève-surprise» des travailleurs de l'EG-SA (établissement de gestion services aéroportuaires d'Alger) ou encore le débrayage du personnel navigant commercial, a connu des perturbations du fait de l'annulation de plusieurs vols.

En tout, une douzaine de vols à destination de l'Hexagone ont été annulés durant la journée d'hier. Il s'agit notamment de 8 vols que devait assurer Air Algérie, 2 autres d'Aigle Azur

et deux autres vols d'Air France. Les vols qui ont été annulés devaient se rendre dans les aéroports d'Orly, Charles De Gaulle (Paris) et Marseille.

A noter également que plusieurs autres vols à destination de France ont connu des retards du fait de la grève des contrôleurs aériens français.

Par ailleurs, la grève risque de perturber le trafic aérien à destination de la France puisque le syndicat a décidé de maintenir le mouvement de contestation durant huit jours (du 8 au 9 avril, du 16 au 18 avril et du 29 avril au 2 mai). Dans un communiqué, dont nous disposons d'une copie, Air France recommande à ses clients des vols courts et moyen courrier de reporter leur voyage du 10 au 15 avril 2015 afin d'éviter tout désagrément.

A Oran, des vols à destination de Marseille et Paris ont été

annulés alors que celui devant se rendre à Toulouse a enregistré du retard. A l'aéroport Ahmed Ben Bella, les voyageurs avaient les yeux braqués sur le tableau de vols guettant l'arrivée ou le départ des avions en provenance de France. Ceux qui devaient à prendre le vol de 9h à destination de Marseille ont été avisés de son annulation. Idem pour le vol de 14h à destination de Paris. Quant au vol en provenance de Toulouse qui devait décoller à 12h50, rien n'a été indiqué sur la durée du retard.

Pour la journée de jeudi, la direction générale de l'aviation civile (DGAC) en France a annoncé des perturbations dans le trafic plus importantes avec l'annulation de 50% des vols des compagnies aériennes. Pour la journée d'hier, 40% des vols ont été annulés en France.

Raina Raïkoum

Moncef Wafi

Les Rois de la République

Après les Marocains, ce sont les Saoudiens qui se sont montré méchants avec nous. Très méchants même selon l'avion qui a survolé leur ciel pour embarquer les Algériens du Yémen. La Jordanie, elle, a empêché un universitaire algérien d'embarquer pour Alger après un séjour à Amman. Elle l'a cuisiné, emprisonné puis renvoyé chez lui comme un bagage oublié par Air Algérie. Le Qatar, via son chargé de communication Al-Jazeera, voudrait bien faire de l'Algérie une nouvelle Libye ou Syrie, le choix nous est laissé. Que conclure alors de ces quatre relations extra-conjugales ? Que les rois arabes n'aiment pas l'Algérie qui est, officiellement, rappelons-le pour les plus jeunes, une République. Que les Monarchies détestent les Républiques surtout si elles sont démocratiques et populaires, tout comme se présente l'Algérie dans son CV officiel. Que les Palais ne fréquentent pas les Républiques, mêmes si elles ont également des palais, mais officiellement encore une fois, pour le peuple ou le gouvernement ou du président, enfin pour amuser la galerie. Les vrais palais des Républiques sont ailleurs, en France, cachés derrière les dunes, en Amérique latine et chez l'Oncle Sam. Il n'existe pas un Palais

dans la République mais une multitude. Ils ont leurs propres rois, de la combine, du foncier, de l'import-import, de l'économie de bazar. Ils possèdent leurs propres cours, leurs homes de main, leurs familles régentes et leurs relais dans le Palais de la République. S'il y a un seul roi dans une Monarchie, il existe un président officiel, pour la photo à accrocher derrière le fauteuil, et plusieurs rois régnants dans une République démocratique anarchique. Et c'est pour cette raison que les investisseurs étrangers ont du mal à s'installer dans notre République. Dans les différentes monarchies, le gus à payer est connu, lui ou ses relais, mais dans une République où les rois sont aussi nombreux que les imperfections de l'autoroute de Ghoul, il y a foule devant le guichet. Comme dans toute monarchie, le pouvoir en République démocratique et populaire passe par la filiation du sang mais aussi de la cooptation et des intérêts. Quand le Roi d'une République meurt, le FLN et le RND crient Vive le Roi ! Quand les bruits de palais se font entendre, la République du peuple tremble et s'attend à un coup de gueule de la rue. Alors, Rois de ce monde, ne nous détestez pas, on est seulement une monarchie planquée sous la peau de banane d'une République.





الجزائر
EL-DJAZAÏR
Hotels & Resorts

LA CHAÎNE EL DJAZAÏR
ANNONCE L'OUVERTURE DE SON UNITÉ ★★★★★
HÔTEL GOURARA
DE TIMIMOUN - WILAYA D'ADRAR

LE 12 AVRIL
Ouverture Officielle

POUR PLUS D'INFORMATION
CONTACTEZ-NOUS AU :
TEL: + 213 (0) 49 90 08 66 / 67
+ 213 (0) 49 90 14 18
hotelgourara@chaîneeldjazair.com
www.chaîneeldjazair.com

Soyez les Bienvenus !



VENEZ PROFITER DU SERVICE CARROSSERIE DE RENAULT ALGÉRIE
NOS CARROSSIERS SONT DES ARTISTES !

EXPERTISE RENAULT
UNE ANNÉE DE GARANTIE PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE
Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE

RENAULT



ALUMIX™ www.alumix-dz.com

Disponibilité

Double Vitrage
Verre feuilleté de sécurité
Verre feuilleté acoustique
Verre contrôle solaire
Verre basse émissivité
Verre trempé
Vitrage sélectif
Autres types de vitrage.

Appelez le :
+ 213 (0) 561 68 54 60
+ 213 (0) 561 81 74 12
+ 213 (0) 561 81 65 60

Système en aluminium pour l'architecture



Systèmes compacts et portes commerciales



Vitrage feuilleté et double vitrage



Panneaux composites



Façades légères

Commune de Tilmouni, Sidi-Bel-Abbès 22000, Algérie.
Tél. : + 213 (0) 48 61 61 92 - **Fax :** + 213 (0) 48 61 61 93 - **E-mail :** info@alumix-dz.com

Visitez notre STAND au prochain BATIMATEC du 03 au 07 Mai 2015 à la SAFEX, Pins Maritimes - Alger - PAVILLON « S »

TNP

La coopération pour atténuer les conflits et les «pressions nouvelles»



R. N.

L'Algérie a plaidé mercredi pour une coopération entre les Etats membres du traité de non-prolifération (TNP) des armes nucléaires à même d'atténuer les conflits et les «pressions nouvelles», lors séminaire international en prélude à la Conférence d'examen 2015 du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) tenu mercredi à Alger. Intervenant au nom du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, l'ambassadeur Abdallah Baali a souligné que «la volonté d'œuvrer à la réalisation des objectifs du traité commande de renforcer la confiance et la coopération afin d'atténuer les pressions nouvelles générées par les questions régionales et les conflits non résolus qui pèsent sur l'intégrité et l'autorité du régime TNP». «Face à ces préoccupations, la vaste majorité des Etats non nucléaires ont montré la voie en optant pour l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires, imprimant ainsi une vigueur politique et juridique aux efforts internationaux de désarmement et de non prolifération», a déclaré le représentant de l'Algérie. Estimant que cette démarche «clairvoyante a le mérite de valoriser le potentiel des zones pour la protection de l'environnement et surtout la réduction des risques d'une course aux armes nucléaires ou de voir celles-ci tomber aux mains d'acteurs non étatiques».

L'intervenant a encore souligné que «l'absence de progrès pour

l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, contrarie l'émergence des zones en tant que norme internationale de renforcement de la stabilité et de la sécurité régionale incompatible avec la perpétuation d'une asymétrie sécuritaire inacceptable pour les pays de la région». A cet égard, il a relevé que l'Algérie saluait la «détermination» des pays arabes qui, «en dépit de la non tenue de la conférence 2012 sur le Moyen-Orient, ont poursuivi leur coopération (à) en vue de progrès tangibles dans la conduite du processus devant aboutir au lancement effectif du processus d'établissement de la Zone au Moyen-Orient». M. Baali a souligné que la rencontre d'aujourd'hui offre l'occasion de «confronter les vues et analyses et d'approfondir le dialogue avec d'imminents spécialistes» sur les thèmes à l'ordre du jour du séminaire, à savoir le désarmement, la non prolifération et l'utilisation pacifiques de l'atome.

L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE

La rencontre d'hier est co-organisée par l'Institut diplomatique et des Relations internationales (IDRI), relevant du ministère, en partenariat avec la Fondation pour la Recherche stratégique de l'Union européenne (UE). Valere Mantels, représentant des Nations unies, du Département des Affaires de désarmement, a exprimé «son appréciation pour les organisateurs de ce

séminaire», estimant que l'«occasion est offerte ici à Alger pour discuter des défis à relever». «Lors de cette rencontre à Alger on aura l'occasion d'aborder beaucoup de points de discorde pour arriver à une plateforme commune». Mais il faudra pour cela «accélérer le processus et aller vers le désarmement définitif», a-t-il indiqué.

Concernant l'accord conclu entre Téhéran et le groupe 5P + 1 sur le nucléaire iranien, M Mantels s'est félicité de ce «signal positif et de cette flexibilité politique qui va davantage contribuer à la réussite de la prochaine conférence» de New York que présidera l'Algérie. «Nous sommes ici à Alger pour que la prochaine conférence sera un succès», a indiqué de son côté l'envoyé spécial de l'Union européenne, Jacek Bylica, qui a salué «l'engagement et l'investissement de l'Algérie aux efforts internationaux de désarmement et de non-prolifération». Il a réitéré dans ce sens, l'«engagement de UE à promouvoir cette approche de désarmement et s'assurer le plan d'action du TNP, précisant que l'«UE est disposé pour s'engager à soutenir toutes les actions qui vient à réduire et éliminer tous les arsenaux chimiques et nucléaires dans le monde». L'UE, selon M, Bylica, favorise «l'interdiction immédiate des armes explosifs». «Tous les pays doivent partager la responsabilité pour relever les défis afin de trouver des solutions pacifiques par la voix diplomatique», a-t-il souligné.

Selon le ministère des Affaires étrangères

«Aucun malentendu entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite»

Le ministère des Affaires étrangères a affirmé, mercredi, qu'il n'y avait aucun malentendu entre l'Algérie et le Royaume d'Arabie Saoudite et que les relations unissant les deux pays étaient «solides, séculaires et exceptionnelles». «Les relations qui unissent l'Algérie et le Royaume d'Arabie Saoudite sont solides, séculaires et exceptionnelles. Elles connaissent un développement constant et permanent», a affirmé le porte-parole du ministère des AE, M. Abdelaziz Benali Chérif qui répondait à une question de l'APS sur «un prétendu malentendu», entre l'Algérie et le Royaume saoudien, tel que rapporté par certains titres de la presse nationale. «Les propos sur un prétendu malentendu sont dénués de tout fondement car le rapatriement, du Yémen, de nos nationaux, s'est effectué en parfaite et totale coordination entre l'Algérie, l'Arabie saoudite et les autres pays concernés», a insisté M. Abdelaziz Benali Chérif. «Une panne, réparée sur place au Caire et des conditions cli-

matiques défavorables (tempête de sable) ont retardé le décollage de l'avion algérien à destination de Sanâa bien qu'il ait obtenu, trois fois de suite, les autorisations nécessaires», a expliqué le porte-parole du ministère ajoutant que «ces mêmes conditions climatiques avaient retardé des opérations de rapatriement, mises en place par d'autres pays». «Les contacts et la coordination étaient maintenus, en permanence, entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays et au plus haut niveau et nos relations avec nos frères au Royaume d'Arabie Saoudite sont, aujourd'hui, plus fortes que jamais», a-t-il souligné. Le porte-parole qui a mis en exergue l'esprit de collaboration, dont ont fait preuve tous les pays frères durant l'opération de rapatriement, a salué, hautement, les efforts, le dévouement et le professionnalisme des cadres des différentes institutions algériennes pour que cette opération soit menée dans les meilleures conditions.

Tipasa

Un bateau de plaisance introduit frauduleusement en Algérie, saisi

Un bateau de plaisance introduit frauduleusement sur le sol algérien à partir du port de pêche d'El Djamilia (Alger) a été saisi récemment, a-t-on appris mercredi auprès de l'Inspection divisionnaire des douanes de Tipasa. L'opération qui a également permis la saisie d'un véhicule 4x4 et d'un tracteur, utilisés par les contrebandiers pour le transport du bateau, a été assortie d'une amende de 230 millions DA à l'encontre des propriétaires, a-t-on ajouté, signalant que le montant global des saisies étant estimé à 23 millions DA, dont 14 millions DA représentant le coût du bateau.

Selon la même source, ce bateau a accosté au port de Sidi Fredj en provenance d'Espagne. Ensuite ses propriétaires ont effectué les procé-

dures légales en vue de quitter les eaux territoriales algériennes en direction du Maroc, mais il a été procédé au changement de son itinéraire, en l'introduisant dans le port d'El Djamilia, où il fut dissimulé dans un dépôt à Ouled Fayet (Alger), avant l'arrestation des deux personnes impliquées. Le pot aux roses a été dévoilé, vendredi, grâce à la vigilance de l'inspecteur principal des douanes de Sid Fredj, qui, en rejoignant son domicile, a reconnu le plaisancier en question. Une source a été tendue aux inculpés par l'Inspection divisionnaire des douanes de Tipasa. L'affaire a été introduite en justice sous le chef d'inculpation de «contrebande de marchandise étrangère», a-t-on précisé de même source.

Salon Talents et emploi

10.000 visiteurs attendus

Z. Mehdaoui

10.000 visiteurs sont attendus cette année à la 11^{ème} édition du salon «Talent et emploi» qui se déroulera les 09 et 10 mai 2015 au Palais de la culture Moufdi Zakaria de Kouba à Alger.

Organisé conjointement par The Graduate, Agence Conseil en communication & marketing RH, et Emploitic.com, site leader du recrutement sur internet, le salon connaîtra la participation de grandes entreprises. «Talents et emploi, qui table cette année sur quelque 10.000 visiteurs sur les deux jours du salon, eu égard à son plan média, plus renforcé, connaît déjà la confirmation de participation de nombre de grandes entreprises dont Axa Assurances, Société Générale Algérie et Novo Nordisk, Spigraph Algérie, Biopharm pour ne citer que celles-ci», indique un communiqué parvenu à notre rédaction qui note que le salon bénéficie d'abord du soutien de l'opérateur de téléphonie mobile, Djazzy (Optimum Telecom Algérie), en tant que partenaire officiel, et du groupe Kou.G.C comme sponsor Diamond de même que de celui du groupe Hayet, Danone et Natixis, comme Sponsors Gold.

40 stands sont par ailleurs déjà réservés aux différents participants, annonce la même source qui souligne que ce rendez-vous leur offre l'opportunité de mettre en avant leurs métiers, leurs projets et stratégies de gestion des

compétences et contribue à la pleine expression des talents, d'hommes et de femmes, aguerris aux métiers les plus diversifiés. «Devenu au fil de ses successives éditions l'espace privilégié de rencontres entre les recruteurs et les candidats à l'emploi, tous profils confondus, le salon s'impose désormais en véritable baromètre du marché de l'emploi en Algérie», pensent savoir en outre les organisateurs qui notent qu'un marché qui connaît, en effet, une dynamique particulière caractérisée par la concurrence, la mobilité des compétences et l'émergence de nouveaux métiers, exige une connaissance plus pointue du marché pour la maîtrise de ses enjeux, de par les rencontres entre visiteurs et décideurs aux bonnes connaissances des réalités économiques. A noter que «Talents et emploi» se propose ainsi de répondre aux besoins, parfois «urgents et très pointus», des entreprises en manque de compétences adaptées à leurs objectifs stratégiques.

Enfin, selon les organisateurs, «Talents et emploi» innove lors de cette édition 2015 par l'introduction d'invitations personnalisées destinées à des candidats ciblés sur la base de critères de recherche des entreprises. De même que sont prévus des ateliers dont le speed coaching animés par Emploitic autour des erreurs à éviter lors d'un entretien d'embauche, de la recherche d'emploi, la rédaction de CV adaptés aux objectifs des candidats.

Tlemcen

Près de 11 quintaux de kif saisis

Près de 11 quintaux de kif en provenance du Maroc ont été saisis mardi près des frontières ouest du pays par les services de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris hier de ce corps de sécurité.

Agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de Béni Boussaid et les garde-frontières de Abdallah (Tlemcen) ont mis la main sur 42 colis contenant 1.084 kg de kif, dissimulés par des narcotrafi- quants au lieu dit «Djebel Zaat-

cha» près du tracé frontalier dans la commune de Béni Boussaid. La quantité saisie a été prise en charge par les gendarmes de la brigade locale qui ont ouvert une enquête, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, lors d'une patrouille, les garde-frontières du poste avancé Souani (Tlemcen) ont arrêté, dans la localité de Guelmoune, une personne en possession de 7 jerricans contenant une quantité de kif traité dont le poids n'a pas été précisé.

Frères disparus à El-Kala

Le deuxième corps repêché

A.Ouelaa

Hier vers 09h, le corps du deuxième frère porté disparu depuis cinq jours dans le lac de Oubeira à El-Kala a été repêché. La dépouille de l'adolescent Hani, âgé de 14 ans, a été remontée par des plongeurs. La veille, celle du frère aîné avait été repêchée.

De gros moyens ont été mobilisés pour ces recherches qui commen-

çaient tôt le matin et s'achevaient vers 19h, avec la participation de 64 agents de la Protection civile, 20 plongeurs, 5 zodiacs, des moyens conséquents de la marine nationale sans oublier les marins-pêcheurs bénévoles qui, avec leurs barques, ont participé aux recherches qui ont fini par aboutir permettant ainsi aux parents des victimes, meurtris par cette tragédie, de faire leur deuil.

Yémen**Washington envoie des armes à la coalition menée par Ryadh**

Par Jamal Al-Jabiri de l'AFP

Un premier bateau d'aide humanitaire est arrivé hier au Yémen, deux semaines après le début des raids de la coalition arabe que les Etats-Unis veulent davantage soutenir en envoyant plus d'armes. Médecins sans frontière (MSF) a réussi à faire accoster à Aden (sud) un bateau transportant 2,5 tonnes de matériel médical, la première cargaison d'aide depuis le lancement de l'intervention militaire dirigée par Ryadh. Cette aide reste toutefois très modeste face aux immenses besoins de la population, en particulier à Aden, deuxième ville du Yémen, où la situation humanitaire est «catastrophique», selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Un avion du CICR chargé de 16 tonnes de médicaments était attendu hier à Sanaa. Mais «il n'a pas pu décoller comme prévu. C'est une zone de conflit et les liaisons aériennes sont très compliquées», a expliqué Sitara Jabeen, une porte-parole à Genève. Le CICR espère envoyer rapidement du matériel mais aussi du personnel médical. Car à Aden «des gens meurent en raison d'un manque de (personnel) traitant. Nous avons notamment besoin d'infirmières», a expliqué un médecin de l'hôpital militaire. Au 14e jour de l'opération «Tempête décisive», onze personnes au moins ont été tuées dans la grande ville portuaire du sud, lors d'affrontements entre rebelles chiites et partisans du président Abd Rabbo Mansour Hadi soutenu par l'Arabie, selon une source militaire. Les rebelles ont pilonné de nouveau au canon de char et aux obus de mortier un quartier du centre depuis des collines surplombant la ville, a indiqué à l'AFP un responsable local, qui a fait état de morts et de blessés. Des cadavres étaient visibles dans les rues et des appels à l'aide ont été lancés par haut-parleur depuis les mosquées, selon des habitants. Dans la capitale Sanaa, un immeuble résidentiel, situé près d'un bâtiment ministériel, a été touché par un raid aérien, faisant 26 blessés, selon la rébellion. Les raids aériens ont encore visé dans la nuit l'aéroport international d'Aden et la base aérienne d'Al-Anad, plus au nord, deux sites contrôlés par les rebelles. Ces derniers jours, les combats se sont concentrés dans le sud du Yémen, fief des partisans du président Hadi qui a été contraint de quit-

ter le Yémen sous la pression de ses adversaires, les rebelles chiites Houthis alliés à des militaires restés fidèles à l'ex-chef de l'Etat Ali Abdallah Saleh. Les monarchies du Golfe ont proposé mardi au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution qui frapperait de sanctions le chef des rebelles, Abdel Malek Al-Houthi, et le fils aîné de l'ex-président, Ahmed Ali Abdallah Saleh.

Le texte propose d'imposer aussi aux rebelles et à leurs alliés un embargo sur les armes et de les sommer de cesser les hostilités et d'abandonner le pouvoir «immédiatement et sans conditions».

Dans son opération, l'Arabie saoudite a reçu l'appui des Etats-Unis, dont le secrétaire d'Etat adjoint Antony Blinken a indiqué mardi à Ryadh que son pays «accélérait» ses livraisons d'armes au royaume avec lequel il partage déjà des renseignements. «L'Arabie saoudite envoie un message fort aux Houthis et leurs alliés qu'ils ne peuvent pas contrôler le Yémen par la force», a déclaré M. Blinken. A Washington, un responsable américain a indiqué à l'AFP que les Etats-Unis envoyaient des munitions à guidage de précision aux Emirats arabes unis, qu'ils utilisent avec leurs partenaires du Golfe au sein de la coalition. M. Blinken, en tournée régionale, a accusé les adversaires du président Hadi d'avoir placé le Yémen «au bord de la faillite économique» et détruit ses institutions, une situation que pourrait, selon lui, exploiter Al-Qaïda. Profitant du chaos dans le pays, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (Aqpa) s'est emparé partiellement la semaine dernière de Moukalla, grande métropole du sud-est du Yémen, où le groupe est très actif, selon des habitants. En visite à Tokyo, le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a reconnu hier qu'Aqpa enregistrait des avancées sur le terrain, mais promis de combattre ce groupe qui représente «depuis longtemps une menace sérieuse pour l'Occident, y compris les Etats-Unis».

Le Pakistan s'interroge toujours sur sa participation à l'opération militaire conduite par l'Arabie saoudite. Et, en Afghanistan, les islamistes armés du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, un des doyens du jihad antisoviétique, ont proposé mercredi d'envoyer des «milliers» de combattants au Yémen pour y appuyer la coalition sunnite contre les rebelles soutenus par l'Iran chiite.

Terrorisme**Un 5e militaire tunisien succombe à ses blessures**

Un militaire tunisien, blessé mardi dans une embuscade attribuée à des djihadistes, a succombé à ses blessures portant à cinq le nombre de soldats tués dans cette attaque, a indiqué hier le gouvernement. «Le bilan est désormais de cinq morts et sept blessés», dans l'attaque survenue à Kasserine, une zone d'activités de djihadistes dans le centre-ouest du pays, a indiqué à l'AFP le secrétaire général du gouvernement, Ahmed Zarrouk.

Selon lui, les militaires ont été visés notamment par des tirs de

roquettes et d'armes automatiques, non loin de la ville de Sbeitla et près du Mont Mghilla. Ils étaient en route pour relever une patrouille, a indiqué une source militaire interrogée par l'AFP. La région de Kasserine, frontalière de l'Algérie, est le théâtre de heurts armés réguliers entre djihadistes et forces tunisiennes.

Depuis décembre 2012, une soixantaine de policiers, gendarmes et soldats ont été tués dans des embuscades où des explosions de mines. La majorité ont péri dans cette région.

La plus sanglante en juillet 2014 a coûté la vie à 15 soldats sur le mont Chaambi, un massif à la frontière avec l'Algérie considéré comme la principale base arrière du maquis djihadiste.

Le groupe armé actif dans la zone est la Phalange Okba Ibn Nafaa liée à Al-Qaïda. Selon les autorités, il est aussi responsable de l'attaque sanglante contre le musée du Bardo le 18 mars à Tunis. C'est pourtant un autre groupe, lié lui à l'organisation Etat islamique (Daech), qui a revendiqué l'attentat.

Syrie, Irak**La moitié des djihadistes européens sont Français**

Près de 1.500 Français au total ont quitté la France à destination des zones de djihad en Syrie et en Irak, où ils constituent près de la moitié des djihadistes européens, selon un rapport sénatorial publié mercredi. Le rapport note que le chiffre de 1.500 est en augmentation de 84% comparé à celui de janvier 2014.

Présentant ce rapport sur «les réseaux djihadistes en France et en Europe», le sénateur Jean-Pierre Sueur a souligné que sur les quelque 3.000 djihadistes européens recensés dans les régions tenues par le groupe Etat islamique - il a précisé que tous sont loin d'avoir été recensés -, près de la moitié, soit 47%, sont Français. «Les services de la Direction centrale de la sécurité intérieure (DGSI) suivent actuellement plus de 3.000 personnes

suspectées d'être impliquées dans des filières syriennes, un chiffre en augmentation de 24% par rapport au mois de novembre 2014", a ajouté le parlementaire.

Le rapport précise que sur les 1.432 Français concernés par cette filière, 413 se trouvent effectivement dans les zones de combat, dont 119 femmes.

En outre, 261 ont quitté la zone de djihad, dont 200 pour regagner la France, et 85 auraient été tués sur place alors que deux sont emprisonnés en Syrie.

Selon le parlementaire, 152 islamistes radicaux sont actuellement incarcérés en France, pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste», dont seulement 22 avaient effectué un séjour préalable en prison. Pour «prévenir la radicalisation», le rap-

port préconise de «mettre en place des actions obligatoires de formation à la détection de la radicalisation à destination de tous les acteurs de terrain» (personnels enseignants, conseillers d'éducation, éducateurs, magistrats en charge des affaires familiales...).

Il suggère également «d'intégrer dans les programmes scolaires une formation à la réception critique des contenus diffusés sur Internet» et «d'élaborer des contre-discours adaptés aux profils variés et de s'appuyer pour leur diffusion sur la parole d'anciens djihadistes ou extrémistes repentis». Afin de «mieux contrôler les frontières de l'Union européenne», le rapport suggère aussi «d'augmenter les effectifs de la police de l'air et des frontières (PAF)» et de former «un corps de garde-frontières européens».

La CPI n'enquêtera pas sur les crimes de Daech «au stade actuel»

La Cour pénale internationale a indiqué hier qu'elle n'ouvrira pas, «au stade actuel», d'enquête sur des crimes présumés commis par le groupe Etat Islamique en Irak et en Syrie, dont le génocide, car elle n'en a pas la compétence. «Des crimes d'une incroyable cruauté ont été signalés, notamment des exécutions en masse, l'esclavage sexuel, des viols et autres formes de violences sexuelles», a déploré la procureure Fatou Bensouda dans un communiqué, évoquant également des allégations de génocide. Mais l'Irak et la Syrie n'ont pas ratifié le traité fondateur de la CPI, le Statut de Rome, ce qui donnerait compétence à la Cour d'ouvrir une enquête de son propre chef, a rappelé Mme Bensouda. Elle a certes indiqué que la Cour avait la compétence pour poursuivre certains des milliers de jihadistes is-

sus de pays ayant ratifié le Statut de Rome, notamment de Tunisie, Royaume-Uni, Jordanie, Allemagne, Belgique, Pays-Bas ou Australie. Mais là aussi, les perspectives de poursuite semblent «minces» car l'organisation EI est «dirigée principalement par des ressortissants irakiens et syriens», a souligné Mme Bensouda. «A ce stade, les chances qu'a le bureau de pouvoir enquêter et poursuivre les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde au sein de la direction de l'EI semblent très minces», a-t-elle ajouté.

«Au stade actuel, le fondement juridique nécessaire pour procéder à un examen préliminaire était trop étié», a regretté la procureure. Mme Bensouda a évoqué une autre solution en vue de l'ouverture d'une enquête de la CPI : que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une ré-

solution en ce sens, à la manière de ce qui a été fait pour la Libye en 2011. Elle a aussi rappelé que les pays dont sont issus les djihadistes doivent poursuivre ces derniers. En novembre, Mme Bensouda avait indiqué être en train d'examiner la possibilité de poursuivre des membres du groupe IS pour des crimes de guerre, précisant avoir reçu des communications de la part de plusieurs pays. Les djihadistes de l'Etat islamique ont perpétré de nombreuses exactions dans des zones qu'ils contrôlent, dont des décapitations publiques et des exécutions de masse. La CPI est le seul tribunal pénal international permanent chargé de poursuivre les plus hauts responsables de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis. Elle a été créée en 2002 et est entrée en fonction l'année suivante.

La sainte colère de M. Kadi



Par Abed Charef

M. Abdelkader Kadi est en colère. Le ministre des Travaux publics l'a clairement montré, lors d'une visite d'inspection des chantiers de réhabilitation de l'autoroute Est-Ouest. Relevant d'importants retards dans les travaux, M. Kadi n'a pas hésité à s'en prendre à des responsables de puissants groupes, comme ceux de l'ETRHB de Ali Haddad, leur reprochant une lenteur inacceptable dans les travaux, alors que cette voie est devenue vitale pour l'Algérie. Il les a sommés de reprendre leur tâche, à un rythme adéquat, quitte à recourir à des sous-traitants, et les a menacés de sanctions. « Aucun retard ne sera, désormais, toléré. Que chacun assume ses responsabilités », a menacé le ministre.

C'est que la République ne se laisse pas faire. Et ses représentants n'ont pas froid aux yeux, quand les engagements de l'Etat sont en jeu. Ils n'hésitent pas à élever la voix, à taper sur la table, à rappeler chacun à ses devoirs, quitte à s'attaquer aux plus puissants, sans tenir compte de leurs réseaux et de leur influence. Et M. Kadi l'a prouvé. Ne dit-on pas que M. Ali Haddad est un proche de M. Saïd Bouteflika, le frère du chef de l'Etat ? Cela n'a pas empêché M. Kadi de tancer, verbalement, les dirigeants de l'ETRHB, propriété de M. Haddad, et de leur dire ce qu'il pense de leur travail.

Les propos de M. Kadi ont été rapportés par la presse et abondamment commentés. Ce n'est pas, tous les jours, qu'un membre du gouvernement laisse exploser sa colère, pour s'en prendre, précisément, à ceux qui se croient au

Le dossier de l'autoroute Est-Ouest planera sur l'Algérie, pendant de longues années : scandales de corruption, coûts, travaux de rénovation, rien n'a fonctionné normalement.

dessus de tout et de tous, du fait de leur argent et de leurs relations.

KADI - GHOU, UN GRAND DUO

M. Kadi n'a, toutefois, pas évoqué les raisons qui l'ont poussé à engager des travaux d'une telle ampleur sur une autoroute aussi récente ; si récente, d'ailleurs, que certains tronçons n'ont pas encore été achevés. Sans évoquer les tunnels de Lakhria et de Djebel El-Ouahch, ni les éboulements à Bouira et entre Sidi Bel-Abbès et Tlemcen, il suffit de prendre l'autoroute pour mesurer la gabegie sur laquelle a débouché ce chantier. En partant de Blida vers l'ouest, par exemple, on trouve quatre chantiers de réhabilitation de l'autoroute sur moins de cent kilomètres ! Comment est-il possible qu'une route aussi récente, qui a coûté treize milliards de dollars, selon le ministre, sans compter les compléments et surcoûts, comment une route aussi chère et aussi surveillée, puisse se dégrader à un rythme aussi rapide ?

La réponse peut être obtenue auprès de M. Amar Ghoul, ancien ministre des Travaux publics. Celui-ci connaît le dossier à fond, et peut, certainement, détailler les raisons qui ont amené à bâcler les travaux, provoquant ces surcoûts exorbitants. M. Amar Grine, directeur de la Caisse nationale d'équipement pour le développement, en a donné un aperçu. Il a confirmé que le projet a été lancé alors qu'il n'était pas encore mûr. Malgré les précautions de langage, M. Grine a, implicitement, confirmé ce qu'on savait déjà : le contrat de réalisation a été signé alors que le tracé de certains tronçons, comme celui traversant la wilaya d'El Tarf, n'avaient pas, encore, été, définitivement, fixés ! Les entreprises réalisatrices, accusées par la justice



algérienne d'avoir versé des commissions substantielles, n'ont pas accompli le travail, selon les normes requises. Qui pouvait le leur reprocher, alors qu'elles ont arrosé de nombreuses personnes gérant le secteur, et d'autres dans le premier cercle du pouvoir, comme le révèle l'acte d'accusation présenté au procès de l'autoroute Est-Ouest ?

LE MYSTÈRE COJAAL

Sur un autre terrain, M. Kadi n'explique pas, non plus, pourquoi le japonais COJAAL a été, de nouveau, chargé de réaliser le tunnel du Djebel Ouahch. M. Kadi avait, lui-même annoncé, dans un premier temps, la résiliation de ce contrat, affirmant que le dossier algérien était solide, que le partenaire japonais choisisse d'aller en justice ou vers un arbitrage. Comment expliquer ce revirement ?

Les défaillances, côté algérien, ont été multiples. En plus des commissions éventuelles, que le procès confirmera - ou infirmera -, il y a eu de graves défaillances dans l'élaboration du dossier et dans son exécution. Les études n'ont pas été, suffi-

samment, mûries, disent des spécialistes dont la voix a été étouffée, pendant des années, par les rododromes de M. Amar Ghoul. L'entreprise japonaise a accepté de travailler dans des conditions inouïes : tout ce qu'on vous demande, c'est de terminer le projet, quelles qu'en soient les conditions, disaient les partenaires algériens, selon des propos collectés autour du procès de l'affaire de l'autoroute.

M. Kadi a menacé d'aller à un arbitrage international, mais la partie algérienne a, rapidement, compris qu'elle avait tout à perdre. En plus du risque de perdre le procès, il y avait celui d'assister à un nouveau déballage, dans la foulée du procès de l'autoroute. Ce qui explique, peut-être, le revirement du ministre. M. Kadi exprime sa colère contre les entreprises chargées de menus travaux en vue de retaper l'autoroute, mais il occulte le vrai scandale : le processus de négociation, de signature du contrat, de réalisation et de suivi de l'autoroute, constitue une longue succession de scandales. Cela, M. Kadi ne peut pas l'évoquer. Son attitude montre qu'il a tendance à tenter de couvrir le scandale.

Constitution : phobie d'altérité et compromis hypothétique !

Très attendue et largement commentée dans l'espace politico-médiatique local, la révision de la Constitution, qui est annoncée effectivement pour les prochains jours, ne semble pas avoir des effets capitaux sur la vie politique du pays.

Par Abdellatif Bousenane

Des fuites dont la source reste entièrement mystérieuse annonçaient des amendements sur la loi 88, le nombre des mandats présidentiels, une marge de manœuvre un peu plus large pour le Parlement et les partis de l'opposition, etc. Nous sommes donc devant un léger lifting de la Constitution existante.

Dans cette perspective et dans le contexte spécifique à notre pays, il faut tout de même rappeler qu'à part des métamorphoses spectaculaires invraisemblables telles qu'un passage d'un régime présidentiel actuel à un régime parlementaire, l'exigence d'un partage plus juste des richesses nationales, autrement dit la sortie du régime capitaliste qui est imposé pratiquement à toute la planète, ou l'annulation de la loi qui préconise que l'islam est la religion de l'Etat, comme le demande la partie laïque, cette révision de la loi fondamentale du pays ne bouleversera nullement en effet l'architecture du champ politique algérien et cela pour plusieurs raisons :

1 - Déterminisme économique : d'abord, parce que le problème principal est d'une nature économique, tout le monde sait aujourd'hui que la globalisation initiée par l'empire occidental a imposé à tous les pays du monde une nouvelle « religion » qui est le capitalisme libéral. Or, ce nouvel « opium » des peuples a ses limites et son dysfonctionnement, comme n'importe quel système humain d'ailleurs. Car, le chômage, la précarité et la pauvreté sont des variables d'ajustement très liées à la structure même de ce modèle. Ce

qui aggrave inévitablement ainsi la situation déjà délicate des pays du Sud.

2 - Déterminisme politique : parmi les fondements de ce système capitaliste occidental, il y a, justement, l'aspect de la domination qui est basée à son tour sur une alliance du grand capital avec une classe politique qui était jadis au service de la raison d'Etat et qui devient, au fur et à mesure, depuis maintenant quelques décennies, au service de ce même grand capital. On appelle cela la démocratie occidentale dont ce paradigme de domination est très saisissant. Aux USA, il est représenté par les démocrates et les républicains, en Grande-Bretagne par les travaillistes et les conservateurs, en France par la droite gaulliste dite républicaine et la gauche dite modérée, le PS et ses alliés. Dès lors et depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ces dualités se succèdent sans cesse, en formant en fait un seul système en dehors duquel toute initiative est quasiment réfutée.

On peut appeler ceci de la domination, du déterminisme, du réalisme, bref, en tout cas, c'est cela la démocratie et elle est occidentale.

3 - Déterminisme idéologique et subjectif : à partir de là, visiblement, nous sommes très loin de cette configuration, au moins pour ce qui concerne cette dualité entre deux grands pôles idéologiques, gauche versus droite, quoique ce clivage n'existe pratiquement plus, chez nous, il y a une fragmentation impressionnante du champ politique algérien. En réalité, on est dans une objection évidente car d'un côté, on donne l'exemple de la démocratie occidentale, le seul modèle existant, à chaque occasion quand il s'agit d'évoquer le progrès, et de l'autre côté, on refuse catégoriquement de suivre ce modèle de domination politique perçu comme étant trop injuste ! Par conséquent, l'élite gouver-

nante sait assurément que quoi qu'il en porte l'amendement de la Constitution, il ne va pas convaincre pour autant les différents partis politiques, car l'écart est très grand entre les protagonistes dans notre pays et l'espoir d'un compromis devient franchement hypothétique. Pour la partie mécontente des islamistes, la « soumission aux diktats de l'Occident mécréant » n'est pas compatible avec leurs idéaux saints et puritains. En revanche, les laïcs considèrent que l'islam de l'Etat est l'origine de tous les maux du pays. Puis, les gens de l'extrême gauche ne voient pas d'autres solutions à part « l'abolition » du capitalisme ou la loi du marché tout puissant. Les ex du système, de leur côté, ne pardonneront jamais à leurs anciens amis le fait de les avoir chassés du pouvoir. Les berbéristes ne voient dans l'arabité de l'Algérie qu'imposture et égarement ordonnés par une idéologie arabo-baathiste. Quant aux défenseurs de l'arabité qui se sentent de pure souche, la berbérie est une invention coloniale qui n'a qu'un seul objectif : diviser pour régner.

Enfin, pour un bon nombre d'observateurs, le problème réside dans la non-application de la loi et non pas dans la loi elle-même. Ce qui sous-entend, dès lors, que le changement d'une loi par une autre n'a pas vraiment de sens, mais la vraie transition viendrait de la volonté politique qui exigera la transparence dans l'exercice du pouvoir.

En tout cas, cette modification prévue ça va, au mieux, conforter les déjà convaincus et satisfaire un souhait cher au chef de l'Etat qui a exprimé pendant plus de 16 ans de règne son mécontentement d'un texte fondamental endogène et elle ne va pas, au pire, exaspérer davantage les déjà opposants.

Ainsi donc, devant cette complexité de la réalité algérienne, la révision de la Constitution ne formera pas, à mon sens, un événement majeur qui va chambouler l'évolution des choses dans notre pays. Et elle va démontrer, pour la énième fois, combien nous sommes incapables de trouver collectivement un compromis qui assurera le dépassement de nos querelles partisans et personnelles et qui peut éventuellement nous convaincre qu'au final, on peut vivre ensemble dans l'altérité avec toutes nos différences.

■ Qui va payer ?

Par Mimi Massiva

Question stupide, mais elle est la seule à s'imposer à un cerveau reptilien. Les payeurs au berceau honoreront la dette quitte à « dégager » en s'immolant. Qui va payer par exemple le péage de l'autoroute prévu l'année prochaine si Dieu garde en vie une bonne partie des conducteurs usagers de notre célèbre ligne-tombeau au millimètre le plus cher et le plus saboté au monde ? Ces millions de veinards qui font le bonheur de Renault et compagnie afin de rouler à 80 km/h dans l'habitacle en zinc chromé d'Est en Ouest. Avec le rare privilège de ralentir aux vrais barrages qui les protègent des faux qui n'existent plus, selon la version officielle. « Pourquoi c'est les pauvres qui paient ? Parce qu'ils sont les plus nombreux ». N'est-ce pas plutôt à ceux que le génie du goudron a enrichis en millions d'euros ? Ceux qui bronzent sur le sable doré des îles paradisiaques à des milliers de kilomètres d'Alger qui a été blanche de naissance, rouge pour la liberté avant de finir noircie par ses crimes ? Pas rancunière, l'ogresse maboule les accueillera un jour comme leurs aînés avec des youyous, des versets, hymne et drapeau national, avant de les enterrer en héros dans ses entrailles au cimetière d'El-Alia, l'Elevée, la Grande. C'est Chadli qui nous a libérés des sables dorés de la côte surtout celle de Zeralda où niche le palais présidentiel qui a horriifié par son luxe le pauvre Boudiaf. Cité interdite qui a interdit aux Zéraldéens leur unique forêt, saint compris. Pour un vieux saint perdu quelque part, à la baraka douteuse, mille flambants neufs retrouvés sans sortir de chez soi grâce au ronronnement des médias autorisés.

En résumé, les bougnouls qui ont la chance de posséder une voiture vont payer, pas besoin d'une boule de cristal pour l'affirmer. La question reste posée : dans un péage, on paie la construction du chef-d'œuvre ou les services qu'il offre à part le permis de circuler ? Puisque l'autoroute algérienne est vraiment unique à l'image du FLN, du FIS et tous les partis opposés entre eux, assimilés, dilués et flashés par l'Unique et ses sœurs sous l'œil bienveillant d'un Raïs Highlander. Au point où on se demande si l'arnaque justement ne vient pas du nom. Où sont les aires de détente, les jeux pour les enfants, les toilettes propres non payantes, les téléphones parsemés comme des coquillages et le tapis volant de l'asphalte immaculé ? Comment payer quand on pense au bakchich de 2 % gonflé exceptionnellement jusqu'à 20 % et 25 % pour le bled de la Révolution : l'Algérie. On ne parle plus de morale quand il s'agit de la corruption, le plus vieux vice du monde, mais de calamités sociales économiques et environnementales. Rares sont les pays qui boudent le pot-de-vin. On constate tout de même que moins il est important, mieux se portent les habitants qui en sont victimes. Quand on entend parler de procès « pour-boire » par exemple en France, en Israël..., c'est toujours des sommes qui ne dépassent pas quelques dizaines de milliers d'euros, voire de centaines. Chez nous, la « tchiba » se chiffre en millions pour le Parrain, c'est un code de l'honneur à ne jamais transgresser. Les centaines c'est pour le bras droit et le bras gauche, les dizaines pour le garde du corps, le chauffeur et la bonne à tout faire. Tout un monde de coquins et de coquines à engraisser à tous les étages jusqu'à protéger le sommet pyramidal d'une catastrophe nucléaire. On comprend pourquoi l'autoroute Est-Ouest est un vrai miracle inversé. Non seulement elle tue plus que la normale, mais elle a englouti l'argent qui aurait pu acheter des ambulances, des appareils pour handicapés, pour construire des hôpitaux qui auraient au moins sauvé les blessés légers... On comprend pourquoi il n'y aura

jamais de procès en Algérie ni ailleurs pour ces rapaces d'un nouveau genre. Des sommes tellement astronomiques que l'arrosage est garanti même sur le sol martien. Il suffit de scanner leur sourire carnassier chargé de mépris. Leur assurance diabolique quand ils s'adressent à travers les médias à la foule pour leurs leçons de morale, de nationalisme, de religion usant et abusant du ciel tels des prophètes visités la veille par l'Ange Gabriel. Tout en disant sans le dire : « C'est nous les chefs ! C'est votre mektoub. Vous allez payer. Vous n'avez que le choix de baiser nos souliers en étouffant dans votre poussière ».

Dans son livre « Corruption et démocratie en Algérie », Djillali Hadjadj écrit : « un industriel français a confié à Eric Laurent qu'il n'a jamais vu « une nomenklatura si avide et si peu soucieuse des intérêts de son pays. A un moment, le responsable de l'Office algérien des céréales, et le cas n'est pas isolé, réclamait 25 % de commission à ses négociateurs occidentaux, au lieu des 2 % traditionnels. C'était un véritable pillage ». Mais le couple est indissociable du corrupteur avec le corrompu : qui a appris quoi de qui, dans ces bonnes vieilles relations franco-algériennes ? » Erreur, le couple corrupteur-corrompu est bien dissociable. C'est élémentaire : l'un travaille pour son profit et celui de son pays, l'autre pour son profit et contre son pays. Si la France pouvait se confondre avec l'Algérie, les demandeurs de visas et les harraga seront les premiers avertis. Prenons l'exemple du blé, l'Egypte est le premier importateur, l'Algérie le second. Est-ce qu'on peut affirmer sans rire que le pain vendu au Caire a la même qualité que celui vendu à Alger ? Par quelle magie peut-on multiplier par 10 le bakchich sans magouiller à fond le mécanisme, sans nuire gravement à la santé des consommateurs ? Où s'arrêtent les dégâts quand le mektoub a ses propres statistiques et ses tribunaux spéciaux ? Tout a été fait pour ne rien savoir ou ne savoir que ce que distille le canal des arrosés et arroseurs. Il ne reste au petit peuple que la rumeur comme au temps des grottes. On a le choix entre le blé irradié, celui coloré en jaune sans oublier le périmé à vue, grouillant d'insectes cancérogènes que le Souk el Fellah du Parti imposait aux parasites pour qu'ils se goinfrent de leur aliment chéri, le pain... On n'attend plus que la farine au ciment blanc vitaminée à l'arsenic. Le seul lien qui existe entre la France et l'Algérie est la circulation des « mécontents » de tous bords avec le maximum de valises. C'est l'autoroute d'Air Algérie à sens unique et prix conséquent, c'est la barque du passeur de 10 à 20 fois le billet de la « Couscoussière ». Pour le restant, les malchanceux, les rêveurs paralysés qui se vengent en émeutiers, en grévistes, en indicateurs toutes directions avant de finir par se lasser et rallier la majorité des zombies. C'est sans doute pour cela que les millions d'Algériens qui se trouvent en France ont plus de mal que les autres exilés à aimer la République bleu-blanc-rouge.

Ce n'est pas la pauvreté qui les a déracinés de leur sol natal c'est le jeu des politicards où ils se découvrent pions bien tardivement. Objectif : détruire une patrie en plombant l'autre. Ce n'est pas la théorie du complot, c'est la théorie du grand biologiste Ernst Mayr qui affirme grosso modo que plus l'intelligence est inférieure plus on a de chance de survivre et surtout de détruire. Combien de destructions de De Gaulle à Hollande, de Ben Bella à Bouteflika dans les deux Républiques ? La France et l'Algérie gâtées par le pedigree paternel baignant dans les passions mafieuses, les névroses chroniques et les secrets d'Histoire cadencés. Pour occuper le trône des deux côtés de la Méditerranée, on s'offre en prostituée au plus offrant sauf que dans l'Hexagone, la populace a échappé au coma à l'aide des antidépresseurs... On ne connaît que trop l'histoire-blaque du ministre africain ébloui par les tableaux de son homologue



français. L'ex-colonisé ne peut s'empêcher de demander « comment ? ». L'élue de France ouvre la fenêtre de son luxueux appartement, un sourire mystérieux flottant sur les lèvres. D'un doigt tremblant d'excitation, il désigne une splendide autoroute plongée dans un océan d'étoiles en lançant « comme ça ! ». Traduction : il a choisi le constructeur qui lui a offert un pourboire lui permettant de boire son champagne en admirant les murs richement décorés de son salon. Plusieurs mois plus tard, l'Africain exhibe un véritable palais des Mille et une Nuits à son compère abasourdi qui peine à murmurer à son tour « comment ? ». Le sultan ouvre la fenêtre et désigne en guise d'autoroute, le désert infini... On comprend pourquoi les potentats africains risquent plus d'être balayés, jugés par la Cour internationale de justice que leurs homologues algériens. Accaparer l'argent du projet pour se construire un château répertorié sur la carte nationale et visible par n'importe quel satellite, c'est fort risqué. Même le diable se perdrait dans la profusion des détails et leurres, spécialité des roitelets d'Alger. Un brouillage parfait qui a permis au Trésor algérien de perdre trois à quatre fois plus de milliards pour une œuvre inutile, meurtrière et condamnée aux travaux à perpétuité, bel héritage pour les générations à venir. Rien de visible à dénoncer, encore moins un palais au nom de la canaille. Pire, ce dernier est l'inventeur de la question assassine : « où est la preuve ? » On peut répliquer idiotement : « on n'a pas filmé la scène parce que le coupable, frappé d'amnésie, a oublié d'emmener les témoins... ». On peut jurer par contre qu'il n'y a aucune trace de palais de Tamanrasset à Alger, d'Oran à Annaba à moins que le génie de la bouteille soit impliqué dans le phénomène. Comparé au ministre africain, n'importe quel ministre algérien est un SDF hébergé au foyer-dortoir du Club des Pins. Ce qui explique pourquoi nos nababs fascinent tant leurs homologues africains jusqu'à leur offrir le poste de sages, nouvelle version sans doute de sorciers...

Qui va payer ? Ce n'est pas eux. Pour tant, les chiffres sont là, implacables, regroupant la plupart des sources disponibles. Pourquoi ne se contentent-ils pas comme tout le monde des 2 % de bakchich, pourquoi leur faut-il 18 à 23 % plus ? Cette différence a détruit le pays, a rempli ses cimetières, a éliminé toutes ses résistances, a atteint ses cerveaux, a bloqué la fuite vers d'autres horizons pour la nationalité devenue la plus détestable, la plus ridiculisée au monde : l'algérienne. L'économie se résume aux chiffres. Les

chiffres se traduisent en argent et sans argent, on tend la main ou on se laisse mourir. Il n'y a plus d'animaux à chasser, plus de poissons à pêcher, plus de forêt aux fruits sauvages, plantes comestibles et surtout plus d'eau douce gratuitement. Maintenant, les plus en danger sont les enfants qui se bousculent pour naître dans cet enfer créé par ceux qui se donnent de l'excellence à tout va. Petits innocents à peine venus au monde et déjà suicidaires comme ces baleines qui s'échouent volontairement sur le rivage afin de peser sur les consciences ou lancer un cri d'alarme, qui sait ? 2 % suffisent à tous les corrompus sauf aux nôtres. Pourquoi ? Quel projet fabuleux sont-ils en train de concocter en douce pour sauver l'humanité qui aborde en écervelée des virages de plus en plus dangereux ? Néant. Sans doute espèrent-ils par le fruit de leur immonde razzia faire de leurs descendants des rois fainéants jusqu'à l'an 4000 au minimum. Pourtant, avec le 1 plus 1, le parachute dorée est assuré jusqu'à l'an 3000 ; 85 ans nous en séparent seulement, mais c'est la durée d'une vie confortable. 1000 ans ce n'est pas 1000 euros, il ne manquerait plus que des deys s'accaparent le millénaire, eux qui ne peuvent figurer dans l'Histoire que grâce à la piraterie, l'esclavage et les turpitudes du harem.

Aujourd'hui, ils sont bien protégés par l'Aun Occident trop désargenté pour éviter la pollution et tenus en laisse par l'Arabie des Ibn Saoud, la nouvelle Sublime Porte du chaos arabe... Les ogres d'Alger continuent à s'engraisser alors que les lendemains s'annoncent de plus en plus sombres pour des millions de parias. Ce n'est pas en écrasant en catimini les indigènes de la Nation d'impôts, de procès, d'amendes, de surfacturations, hausse des prix, de pénuries, de services brusquement payants sans avoir jamais été tout à fait gratuits...etc. Ces balles, tous les jours sans honte depuis la chute du prix du pétrole, perforent la tête des plus vulnérables des « déjà-morts ». Ce n'est pas avec cette indigne méthode qu'on va récupérer les milliards envolés définitivement. L'obésité en lingots d'or momifie la nomenklatura, l'empêche de fuir, de danser léger en Zadig de Voltaire. Quelque chose se trame, les eaux troubles sont toujours propices aux longs couteaux et au maléfice de la pleine lune. C'est dans l'« eldorado serein » de l'Algérie année 1994 qu'on a classé l'affaire : le Trésor du FLN. La devise du dessin animé français, les Shadoks, créatures non identifiables d'après Wikipédia dit : « pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? ».

L'évènement médiatique de la semaine a été, sans aucun doute, le documentaire consacré au littoral algérien de l'émission Thalassa de France 3, intitulé « Algérie : la mer retrouvée » et diffusé en prime-time au cours de cette soirée de ce vendredi 3 avril 2015 et qui a été suivi en France, selon les médias d'outre-Méditerranée, par pas moins de 2,63 millions de téléspectateurs.

■ L'Algérie version Thalassa



Par Mohammed Baghdad

Par contre, on ne dispose d'aucun chiffre sur l'audimat local algérien mais certainement cela a fait carton plein lorsqu'on sait que les Algériens sont friands et consommateurs à volonté de tout ce qui vient de l'étranger à défaut d'alternatives locales. Avec l'Unique, comme génitrice et pionnière de toute cette brusque floraison de chaînes pseudo-privées, on redoute à coup sûr en haut lieu que des outils, comme la mesure de l'audimat, les remettent à leur rang de derniers de la classe. Elle, qui feint de se croire le nombril de l'Algérie avec son JT de 20 heures, squatté à longueur d'années par les dirigeants et où la parole du peuple est la plus inaudible possible.

De surcroît, les chaînes de télévision algériennes qui ont vu le jour ces dernières années ont été créées à première vue dans d'autres buts occultes qui ne servent absolument les tangibles desseins du pays mais, ne sont là que pour détourner l'attention des citoyens des véritables enjeux et défis majeurs du futur. Au fait, leur intention est d'abêtir un peu plus ce qui reste encore debout comme éveil et consciences. Il n'y a qu'à constater amèrement le niveau lamentable des débats qui passent à longueur de soirées.

Comme par exemple, ces images insoutenables de malades qu'on fait défiler sur les écrans, demandant l'aide des âmes charitables en omettant de discuter les problèmes de fond sur le droit des Algériens à être soignés équitablement et le manque flagrant des médicaments dans nos hôpitaux ou pourquoi certains favorisés meurent dans la dignité dans un grand hôpital parisien et les indigènes de seconde zone souffrent dans des conditions les plus effroyables et les plus misérables. Heureusement que les souterrains des tombes ne sont pas catégorisées en étoiles. On ne peut que se poser la question si ces

chaînes militent pour la construction d'un pays moderne avec des institutions authentiques ou bien prêchent pour la création d'une zaouïa à ciel ouvert.

Durant la dernière Coupe d'Afrique, elles se sont toutes reconverties, du matin au soir, au foot, travestissant l'essentiel de l'actualité telle que la question du gaz de schiste et la critique de la politique gouvernementale à la suite de la chute des prix du baril, effectuant un virage à 180 degrés alors qu'il y a à peine quelques mois, surtout durant la dernière campagne électorale présidentielle, tous ces courtisans pavoisaient sur les toits, déclarant en bombant le torse que rien ne les touchait comme s'ils étaient immunisés de toute crise et lavés de tout soupçon. Ce n'est donc pas pour rien qu'aucune demeure en Algérie ne peut échapper à la parabole, même les plus démunis en sont pourvus. Ces assiettes, comme on aime ainsi à les nommer au pays, sont toutes orientées vers le Sud, mais ce sont les pays du Nord qui sont bien visés avec les bouquets d'Astra et de Hotbird, pour ne pas dire la France et aussi le Moyen-Orient avec le satellite Nilesat. L'influence culturelle est donc partagée entre ces deux régions.

Le pays peine alors à trouver sa voie entre l'Occident et l'Orient, tiraillé de toutes parts entre ces deux entités. On doute fortement que les chaînes surgies du néant soient prêtes à combler le vide sauf si elles abordent les vrais problèmes et concourent à la levée des divers obstacles politiques connus et reconnus de tous en ouvrant leurs portes aux différents acteurs de la société, sans aucune distinction. Ce n'est donc que par le dialogue sérieux et responsable que l'on peut tirer ce pays vers le haut, vers le meilleur.

Le magazine télévisuel Thalassa nous a montré à quel point nous avons de la chance de vivre dans ce pays et que nous disposons de tous les moyens et de toutes les potentialités pour y vivre heureux pourvu que les politiques à mener par les gouver-

nants soient conformes aux aspirations de ce peuple et animés de visions lointaines et non pas préoccupés à préparer un 5^{ème} mandat en envisageant tous les scénarios pour sauvegarder leurs peaux. Mais, ce sujet est une autre paire de manches. Il faudrait pour cela rédiger des kilomètres de lignes pour décrire tous les maux et toutes les tares qui freinent son développement et retardent son émergence dans le concert des nations comme nous l'avons jadis entendu à satiété.

Dans le documentaire de France 3, nous n'avons vu aucun wali ni ministre algérien malgré les aides et les facilitations apportées par ces différents responsables à l'équipe de tournage ainsi que l'autorisation des prises de vues aériennes. On a vu des acteurs différents, des citoyens qu'on croise souvent dans la rue et dans nos quartiers populaires, de l'Algérie basse principalement que de ce qu'on a l'habitude de voir sur nos plateaux de télévision. Les seules citations auxquelles ont eu droit ces messieurs, c'est dans le générique en fin du film. Ni plus ni moins. Nos remerciements légendaires et nos caresses dans le sens du poil n'ont aucun droit de cité.

L'Algérie serait un géant, comme on l'a évoqué dans cette émission, mais ses pieds d'argile pataugent encore dans la boue et l'empêchent de sortir de la gadoue. Il est inconcevable que l'on ne puisse doter le pays d'une constitution pérenne qui survivrait aux hommes. Depuis la constituante de 1963, nous sommes déjà à 4 constitutions avec un amendement en 2008 de celle de 1996. Si cette dernière a quelque peu survécu toutes ces années, la cause provient beaucoup plus de la longévité au pouvoir de l'actuel locataire d'El-Mouradia qui se l'est taillée sur mesure qu'à la constance des institutions. Si on exclut la suspension constitutionnelle entre 1965 et 1976 ensuite de 1996 à 1996, on est certainement dans le lot des pays qui n'ont de la démocratie que le nom. C'est ce qui arrive quand les intérêts personnels priment sur les intérêts suprêmes de la nation.

On mesure maintenant pourquoi les pieds-

noirs l'ont quitté les larmes aux yeux avec la perte à jamais d'un vrai paradis sur terre. Ce que les harraga ne perçoivent pas malheureusement sous cet angle. Ils ont l'impression de vouloir quitter l'enfer dans des embarcations de fortune, le plus souvent au péril de leurs vies. Les terribles images de ces morts rejetés par la mer nous dévoilent à quel point les échecs successifs des politiques entreprises sont criards. De notre école jusqu'à notre économie, en passant par la santé, l'université, l'injustice, le piston, la gestion des cités, l'illégitimité des élus locaux et nationaux décrédibilisés, sans omettre l'état lamentable de nos services publics rongés par la bureaucratie régnante...et j'en passe. Ces harraga ne pourraient quitter un paradis pour un autre.

C'est la faillite des hommes qui a fait de ce pays ce qu'il est devenu. Heureusement que la rente est encore là pour cacher toutes ces difformités et dissimuler toutes les imperfections en dopant des budgets jusqu'à ce que l'oseille soit jetée par les fenêtres avec des programmes budgétivores et une corruption battant son plein. Il n'est pas assez sûr que l'argent seul puisse faire notre bonheur. Accorder un crédit à un ignorant dont l'horizon est bouché ou à un lettré illuminé doté d'une longue vue et d'un esprit clairvoyant, l'issue ne peut déboucher que sur deux voies totalement contradictoires et complètement antinomiques. La première mènerait inévitablement vers un cul-de-sac où il serait impossible de rebrousser chemin ; la seconde pourrait entrouvrir de nouvelles perspectives et des investissements sur le long terme. Cela ne pourrait que confirmer qu'on ne peut absolument faire d'un âne un cheval de course.

Pourtant, Thalassa, une émission dédiée à la mer, n'a montré qu'une infime partie des paysages à nous couper le souffle tant au Nord qu'aux Hauts-Plateaux ou dans le Grand Sud. C'est vraiment dommage d'attendre qu'une équipe de télévision étrangère vienne nous révéler tous les trésors que recèlent nos plages presque vierges lorsqu'on les scrute du ciel.

Les réactions sur cette émission ont été multiples sur les réseaux sociaux à tels points que les Algériens eux-mêmes ont été surpris par ces images intenables et époustouflantes sur ces côtes que certains découvrent peut-être pour la première fois. D'autres doutent encore que ces paysages vierges fassent partie du décor du pays dans lequel on vit depuis sa naissance. Pourquoi attend-t-on toujours que l'on découvre le pays à travers les yeux des étrangers. Pourquoi ne savons-nous pas encore déceler ces perles cachées ? Malheureusement nos chaînes de télévision ne savent qu'amplifier les images laides et médiocres qu'ils diffusent quotidiennement et d'une qualité à faire vomir ? Et des sujets à vous faire fuir sans retour devant votre poste. Après avoir raté la première diffusion, j'ai eu le grand plaisir de savourer ce document et en même temps l'enregistrer le lendemain sur la chaîne thématique Planète + Thalassa et, s'il vous plaît, en HD (Haute Définition). C'était bien évidemment la cerise sur le gâteau. Depuis, je n'arrête pas de la regarder sous tous les plans. J'ai compris maintenant pourquoi dans le hall de l'aéroport de Constantine, on ne se lasse pas de diffuser en boucle sur des écrans géants la vidéo vue du ciel de la ville réalisée par le non moins célèbre Yann Arthus-Bertrand, datant du mois d'août 2013. J'ai bien la crainte de ne pas encore voir de concurrents à ces images pour la promotion de l'évènement de Constantine « capitale de la culture arabe ». Faute d'autres éventuels choix, les jeunes du réseau social Facebook redemandent et raffolent de ces images de l'Algérie de Thalassa.

Selon le site Algérie-Focus, l'ambassade de France, pour ainsi dire apporter son grain de sel et tirer un profit non négligeable en misant sur l'avenir, va rediffuser du 4 au 9 avril, ce documentaire à travers un périple d'ouest en est dans 5 villes (Tlemcen, Oran, Alger, Constantine et Annaba) suivi de débats axés principalement sur la préservation de l'environnement, en présence de l'un de ses réalisateurs. Tout en étant auréolée de son titre de première destination mondiale en matière de tourisme avec un chiffre record de 83,7 millions de touristes étrangers (soit 7 millions par mois ou 230000 par jour !), avec tout son indéniable savoir-faire touristique et toute son emprise multiculturelle sur l'Algérie, la France, en quête de nouveaux horizons, ne lâche pas le gros morceau en caressant dans l'ombre l'idée d'être omniprésente le jour où les portes de cette Algérie, fraîche touristique, lui seraient grandes ouvertes en ne ratant pas le jour de l'ouverture des plis avec un accueil et un retour à bras ouverts.

Revoilà les migrants subsahariens !

Par Cherif Ali

Phénomène récurrent, faut-il le dire, même si la migration subsaharienne vers l'Algérie est un problème relativement récent. Alors que la migration inter-régionale est constante depuis les années 1970, principalement entre l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie, la migration en provenance de l'Afrique de l'Ouest n'a, réellement, pris de l'ampleur qu'au début des années 2000. Les conflits locaux, par exemple en Sierra Leone, au Libéria, en République démocratique du Congo, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et surtout au Mali, ont joué un rôle important en désorganisant les flux migratoires intra-régionaux et en les redirigeant vers l'Afrique du Nord et vers l'Europe.

Les autorités nationales ont longtemps occulté la réalité de la migration subsaharienne vers l'Algérie, considérant que les populations migrantes ne faisaient que transiter à travers le pays pour rejoindre l'Europe via le Maroc.

Les derniers chiffres disponibles fournis par Abdelmalek Sellal font état de la présence de 20.000 migrants subsahariens en situation irrégulière et réfugiés, essentiellement originaires du Mali et du Niger. Le Premier ministre, répondant d'ailleurs à un journaliste qui le questionnait sur ce phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur, a déclaré que « le problème de la migration clandestine vers l'Algérie pouvait perdurer en raison de l'insécurité qui prévaut dans les pays du Sahel ».

QUID DE L'OPÉRATION DE RAPATRIEMENT DES MIGRANTS DE 2014 ?

L'évacuation en décembre 2014 d'un grand nombre de migrants clandestins a nécessité un budget de près de 40 milliards de dinars, selon la présidente du Croissant-Rouge algérien. Pour rien ou presque, disent les plus sceptiques d'entre nous, puisque le phénomène a ressurgi !

On commence à observer en effet, dans les rues d'Alger, d'Oran et de Béjaïa notamment, des groupes de jeunes africains composés de 3 à 6 individus déambulant et mendiant auprès des passants. Sont-ce des rescapés de l'opération initiée en décembre dernier par les pouvoirs publics qui a permis le rapatriement de près de 250.000 Nigériens dans leur pays. Opération, faut-il le rappeler, entreprise à la demande des autorités nigériennes et qui s'est déroulée dans les meilleures conditions, à en croire la présidente du Croissant-Rouge algérien, Saïda Benhabylès. Auquel cas, les autorités algériennes doivent redoubler de vigilance sachant que « des réseaux criminels internationaux » exploitent ces personnes, de l'aveu même du ministre nigérien de l'Intérieur, Massaoudou Hassouni, qui en a fait la déclaration à Alger, la veille du lancement de l'opération de rapatriement de ses compatriotes.

QUI SONT-ILS ET D'OÙ VIENNENT-ILS, CES MIGRANTS ?

La migration subsaharienne est, essentiellement, malienne et nigérienne, car les ressortissants de ces pays n'ont aucune peine à circuler, librement, dans le grand Sahara. Commerçants par le passé, ils s'adonnaient à l'économie frontalière du « troc ». C'était aussi des « saisonniers » qui venaient travailler ponctuellement dans les oasis du Sud. On appelait ce genre de déplacement « migration alternante ».

Dans les années noires, à un moment où l'Algérie était durement frappée par le terrorisme, d'autres mouvements suspects de passeurs d'armes et de contrebandiers en tous genres, ont commencé à prendre forme, ce qui a eu pour effet de perturber le système du « troc frontalier ».

Depuis, c'est une autre forme de migra-

Près de 500 migrants clandestins ont été arrêtés ces derniers jours par des unités de l'ANP dans la wilaya de Tamanrasset, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

tion, pratiquée essentiellement par des jeunes Africains. Une sorte « d'initiation à la vie adulte », un rituel consacré dans certains villages africains, obligeant tout homme désirant fonder une famille d'entreprendre une aventure migratoire pour travailler et gagner de l'argent, mais aussi pour s'affirmer. La migration de ce point de vue, écrivait Mohammed Saïb Musette, spécialiste de la question des migrations internationales, peut être comparée au « service militaire ».

A cette migration africaine, multiforme, s'est greffé un autre phénomène, celui des « migrants-mendiants », nigériens notamment, qui ont déferlé en grand nombre dans notre pays.

Les Algériens, de manière générale, ont éprouvé beaucoup de compassion envers ces étrangers qu'ils aident au mieux, non sans s'interroger, disons-le, sur l'étrange facilité avec laquelle ils ont atterris dans la capitale et les principales concentrations urbaines du pays. La multiplication des dispositifs de contrôle n'a pas, à l'évidence, réussi à juguler leur flux.

Certains croient savoir que les migrants, en provenance du Niger, ne sont pas des réfugiés de guerre ou des sinistrés de la sécheresse mais plutôt des mendiants professionnels qui se livrent à cette activité depuis toujours dans leur pays, à partir de la ville d'Arlit.

L'Algérie est, à l'évidence, leur nouveau terrain de chasse depuis qu'ils ont appris de la part de certains d'entre eux, revenus « fortune faite » au pays, que les Algériens sont généreux. Voilà pour quoi ils viennent en masse avec femmes et enfants. Pourtant, rien de la situation au Niger, actuellement, ne justifie ce déferlement de migrants sur l'Algérie !

QUELLE EST LA DESTINATION FINALE DE CES MIGRANTS ?

L'Algérie, faut-il le dire, n'est pas leur destination finale :

- 40% d'entre eux, affirment les experts des mouvements migratoires, sont venus en Algérie pour travailler.
- 40% sont dans une sorte de « transit » vers le continent européen, ce sont les plus instruits, et visent à s'installer en Espagne, en Italie ou en France.
- 20% de ces migrants qui sont en Algérie voudraient rentrer chez eux, mais ne peuvent le faire. Il leur est impossible de partir en Europe. Retourner dans leur pays c'est leur faire admettre leur « échec migratoire ». Pour éviter cela, ils sont capables de prendre tous les risques en optant pour la « hargha » ou en se présentant comme « réfugiés politiques ».

Notre pays n'est pas le seul à avoir été ciblé par ces « migrants spéciaux », en majorité des Subsahariens qui étaient arrivés, par le passé, à constituer quelque 35% de la population libyenne, plus d'un tiers donc de la population globale de ce pays, à cause de la politique « africaniste » de Kadhafi ! Des observateurs ont affirmé qu'il suffisait d'une décennie de plus de cette politique et ces migrants seraient devenus majoritaires dans le pays.

AVEC LES MIGRANTS, IL Y A AUSSI LES RÉFUGIÉS :

Aux migrants maliens et nigériens, il faut aussi prendre en considération les Syriens, en grand nombre dans notre pays.

L'Algérie leur a ouvert ses bras, eux qui ont fui les combats dans leur pays. Beaucoup d'entre eux ont refusé d'intégrer les structures d'accueil qui leur ont été préparées, notamment à Sidi-Fredj. Une partie est, aujourd'hui, réduite à vivre d'expédients, voire à mendier aux portes des mosquées ! Leurs motivations sont toutefois indéchiffrables : veulent-ils rester en Algérie ou poursuivre leur exil au Liban ou ailleurs dans le monde ? S'apprêteraient-ils pour partie,

comme 200 de leurs congénères, à rejoindre la Libye pour se rendre en Italie, après avoir établi une connexion et même plus, signé un pacte avec des milices libyennes ? Ce qui a fait dire aux services de sécurité qui les ont arrêtés, avec leurs complices algériens, qu'ils font partie d'un vaste réseau de financement du terrorisme, dans le cadre d'un plan financé par « Daech ».

QUE FAIT L'OCCIDENT ?

La communauté internationale, qui s'est sentie obligée de dépenser des centaines de milliards de dollars pour secourir les systèmes financiers, notamment les banques ruinées par la spéculation des traders devrait, normalement, ressentir l'obligation de secourir les réfugiés qui sont dans une situation désespérée.

Il y aurait actuellement quelque 42 millions de victimes de conflits et de persécutions dans le monde. Ils sont réfugiés ou exilés et se trouvent pour la plupart dans des camps, depuis cinq ans ou plus, dans des situations que des humanitaires appellent « situation de réfugiés prolongés ».

Ces situations, faut-il le rappeler, n'incluent cependant pas les millions d'autres personnes déracinées qui sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Un grand nombre d'entre elles sont également dans l'incapacité de rejoindre leurs foyers, parfois depuis des décennies. C'est le cas des Palestiniens.

Contrairement à ce qui est propagé en Occident comme rumeurs faisant état de flots de demandeurs d'asile dans certains pays industrialisés, la réalité est que 80% de réfugiés dans le monde se trouvent dans les pays en voie de développement.

Ce chiffre va croissant au regard de la crise économique globale qui n'en finit pas et aussi des énormes disparités entre le nord et le sud de la planète, de la xénophobie ambiante, du changement climatique, de l'émergence de nouvelles guerres, et aussi du caractère insoluble des vieux conflits qui menacent d'exacerber ce problème de déplacement déjà massif.

La mauvaise gouvernance et la corruption sévissant notamment en Afrique et dans le monde arabe sont à ajouter à ce constat.

LA LIMITE DE LA POLITIQUE RÉPRESSIVE

Après avoir accueilli des centaines de familles syriennes, solidarité arabe oblige, voilà que notre pays est, de nouveau, assailli par des grappes d'Africains, Nigériens et Maliens majoritairement, qui ont élu domicile dans les rues. A croire que le mouvement migratoire, même s'il a connu des reflux en 2014 à l'occasion de l'opération de retour enclenchée conjointement par l'Algérie et le Niger, reste malgré tout stable, en croissance continue et s'installe dans la durée. Comme on l'a affirmé supra, quelques 20.000 migrants africains clandestins « séjournent » dans le pays.

A exiger plus de fermeté aux frontières et demander, à minima, l'expulsion de tous ces Africains en situation irrégulière, il va se trouver quelques « humanistes » pour dire qu'il ne faut surtout pas le faire, alors que la grande majorité d'entre ces Subsahariens n'a ni diplôme, ni formation encore moins un métier la rendant éligible au séjour régulier dans notre pays.

L'Afrique compte aujourd'hui 1,1 milliard d'habitants et en comptera encore 2,4 milliards en 2050 et 4,2 milliards en 2100 ! Avec une telle population conjuguée à la mauvaise gouvernance et la corruption, la pauvreté du continent noir ira s'exacerbant !

Il faut savoir toutefois que 96% de l'immigration africaine se fait à l'intérieur du continent africain, 2% se faisant hors d'Afrique et seulement 2% des migrants arrivent en Europe.

Et pourtant, c'est connu, c'est l'Europe qui est à l'origine du sous-développement de l'Afrique et qui continue, avec la complicité des gouvernements fantoches, à piller le continent, à en contrôler ses richesses et y semer le chaos.

QUE COMPTE FAIRE LE GOUVERNEMENT SELLAL ?

Notre pays a opté en 2014 pour le rapatriement des migrants africains. L'opération prend à l'évidence l'aspect du « tonneau des Danaïdes ». Un certain nombre continue à séjourner dans le pays. Beaucoup travaillent clandestinement et constituent une force non négligeable dont profitent, essentiellement, les entrepreneurs privés, sans scrupules. Pendant ce temps-là, des secteurs comme l'agriculture et le bâtiment connaissent un ralentissement en l'absence d'une main-d'œuvre adéquate. Beaucoup de Subsahariens ont quitté la Libye en guerre et se sont retrouvés en Algérie avec l'espoir de décrocher « un contrat de travail ». Le gouvernement pourrait faire l'effort de « régulariser » tous les Africains qualifiés qui expriment le souhait de rester en Algérie pour y travailler. Cela passerait par la révision des textes réglementaires concernant le séjour, la circulation et l'emploi des étrangers. Il faut le faire, disent certains !

Le gouvernement, pour le moment, continue de tolérer cette migration clandestine, entrecoupée d'opérations ponctuelles, d'arrestations et de reconduites aux frontières, signe manifeste qu'il n'est pas disposé à la régulariser. Les pouvoirs publics sont pour « un règlement global » de l'émigration clandestine à travers, notamment, le développement des économies subsahariennes et le renforcement de la stabilité interne des pays concernés.

Avec les événements du Sahel, notre pays a renforcé la sécurité à ses frontières, tout en affirmant ne pas vouloir jouer le rôle de « gendarme » de l'Europe, comme l'a fait Kadhafi par le passé. Pourra-t-il, pour autant, juguler les vagues de plus en plus nombreuses des migrants, notamment au seuil de la saison estivale propice aux mouvements migratoires, sans compter la ténacité hors du commun de ces personnes qui, autant de fois refoulées, réussissent souvent, avec femmes et enfants, à forcer les points faibles du dispositif censé contrôler leur flux ?

Leur détermination, écrivait Ali Ben-saâd, éminent géographe, a généré un « désordre » utile et salutaire sur la scène internationale qui a tant secoué les opinions publiques que les responsables, européens notamment, remettent la question des mobilités dans les agendas internationaux.

Ainsi, les trois événements diplomatiques les plus importants de la décennie en Méditerranée (la conférence euro-africaine de Rabat en 2006, celle de Paris en 2008 et le Sommet de l'Union pour la Méditerranée) ont-ils eu pour thème « la question migratoire ».

Certes, l'approche des pays occidentaux reste répressive, mais ces conférences ont eu, au moins, le mérite de soulever la tragique question du droit à la mobilité. Exigence revendiquée par nos propres « harraga » dont certains, rappelons-nous, y ont laissé leur vie !

Le monde se transforme donc aussi « par le bas », par « l'interstice », et par « l'action des exclus », a écrit Ali Ben-saâd. Il n'est pas de tragédie comme celle, par exemple, des migrants subsahariens qui ne soit aussi une espérance !

Le travail en Algérie nuit-il à la vie et à la santé (N.V.S) ?

Par D. Gaham*

Il faut reconnaître en premier lieu que l'information primaire sur les accidents du travail en Algérie est inatteignable, car non divulguée sur les sites officiels des institutions spécialisées en Santé et Sécurité du Travail et ce, malgré toute son importance. En effet, la pénurie de données numériques en SST est soutenue par l'encombrement de l'information qui est un vice profond et une tracasserie pour tout travail d'investigation.

Une baisse de 8% de décès imputables aux accidents du travail en 2013 par rapport à 2012 a été rapportée par Algérie Presse Service. Qu'importe si le ministre du Travail le dit pour insinuer une quelconque performance. La vraie tendance ne se manifeste pas par l'improvisation ou en absence d'une stratégie assise sur des objectifs SMART et des cibles mesurables et atteignables. Deux décès de travailleurs par jour et 1% du nombre total de travailleurs en Algérie sont victimes de lésions professionnelles, sont considérés comme des chiffres effrayants sur le plan humain et socioéconomique. Dès lors, un accident du travail est un luxe qu'on ne peut pas se permettre. Nonobstant le caractère imprévu et soudain de l'accident, beaucoup d'événements mortels en Algérie peuvent être évités uniquement par un simple recours à la prévention et non par un miracle. Ceci nous incite à dire qu'il n'est pas irrationnel de penser que derrière chaque accident se cache la négligence.

Des situations compromettantes en milieu de travail sont vues quotidiennement. Les travaux en hauteur ont augmenté de manière fulgurante et à l'échelle nationale. A titre d'exemple, le nombre élevé des échafaudages non-conformes érigés au sein de la ville de Constantine pour la restauration des façades est préoccupant, ce qui nous a incité à consulter la réglementation en vigueur en matière de prévention des chutes d'un niveau supérieur. L'article 33 à 37 du décret exécutif 91-05 du 19 janvier 1991 est l'encadrement légal où il n'est fait mention d'aucune prescription quant à la hauteur qui requiert l'utilisation d'un dispositif de protection. De ce fait, la réglementation est obsolète, elle devrait être amendée particulièrement pour le travail en hauteur, qui est selon l'OPREBATH, la principale cause des accidents mortels en Algérie.

En matière de ressources et de potentiel, nous disposons de ce qu'il faut pour préserver la vie et l'intégrité physique des travailleurs. Cependant, la plus grande lacune observée est l'absence d'une culture nationale de prévention capable d'influencer les niveaux sous-jacents et en mesure de bannir l'utilisation d'une flamme nue pour rechercher une fuite de gaz inflammable.

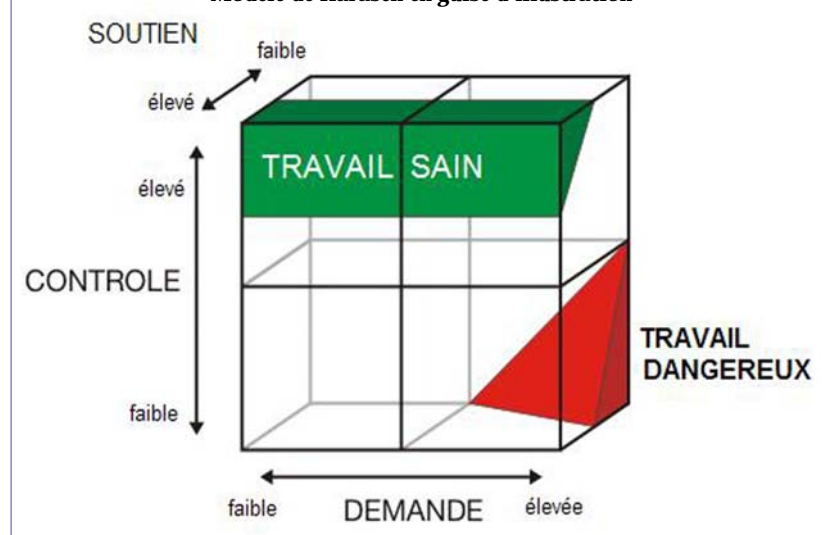
Pour un début, le fait d'établir une culture de base, orientée sur les résultats pour la limitation des pertes et la réduction des lésions est un grand pas. Connaissant les tenants et aboutissants des systèmes de prévention, l'organisation algérienne en place est impuissante et n'a pas un effet synergique car, ce n'est pas par la multiplication des ressources que nous augmentons la performance SST mais par l'efficacité, la cohérence, la mise en œuvre des programmes et la rigueur dans l'application de la législation et des normes. Un bon tableau de bord pour le contrôle et le guidage SST est également un outil incontournable dans le processus d'amélioration.

L'exposition des travailleurs aux travaux en hauteur, aux rayonnements ionisants, aux gaz délétères, aux poussières de plomb, à l'amiante, à la silice, au mercure, aux contraintes thermiques... et j'en passe, est une chose fréquente. En effet, la majorité de nos travailleurs ne sont pas formés ni informés des risques liés au travail exécuté qui est une obligation de l'employeur. À terme, ces travailleurs deviendront un fardeau pour la CNAS. Un environnement de travail malsain est non seulement une contrainte mais une source de présentisme (présence au travail sans rendement ni efficacité) qui est un phénomène pire que l'absentéisme. L'Algérie a besoin de tous ses travailleurs par voie de conséquence, elle doit revoir son régime de santé et sécurité du travail et le confier à un unique administrateur au lieu de le dispatcher.

La réussite à rendre le travail moins pénible et moins compromettant est possible grâce à la prévention. Les avantages directs et indirects que procure cette dernière correspondent au ratio 1 : 2,2 c'est-à-dire pour 1 DA investi, on peut s'attendre à un retour de 2,2 DA, référence le rapport de recherche sur le rendement de la prévention www.issa.int. La protection des travailleurs et la préservation des vies humaines est plus qu'une formule gagnante : c'est un devoir, tout manquement est criminel.

*Préventionniste

Modèle de Karasek en guise d'illustration



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah



On s'en «foot» !



Je crois que la déclaration récente de Kheireddine Zetchi, le président du Paradou AC, «il faut zapper l'épisode Fekir et nous orienter sérieusement vers la formation», au moment même où le concerné s'estimait «très fier et heureux» d'être convoqué par Didier Deschamps en équipe de France de football, devrait désormais figurer sur le fronton de la Faf et de bien d'autres institutions travaillant avec l'étranger... et que les commentateurs et autres analystes spécialisés en sports en tiennent bien compte pour modérer leur enthousiasme et refréner leurs penchants «nationalistes radicaux».

Voilà donc un jeune homme, né en France, ayant grandi et étudié en France, n'ayant, je crois, jamais mis les pieds au pays d'origine de ses parents, bien intégré dans la société française, avec une carrière réussie dans son pays natal, la France, qui se trouve soudainement projeté sur le devant d'une scène qu'il aurait souhaité certainement moins polémique. Et, au-delà de celle du sport, celle de la politique. Politicienne, plutôt.

La faute à qui ! Au néocolonialisme ? A la mondialisation ? A la main de l'étranger ? Aux managers de carrières des stars ? A la presse nationale et à ses journalistes ? A la presse étrangère et à ses journalistes ? A la Fifa ? A la Fédération nationale ? A l'entraîneur national ? Aux dirigeants du club nîmois ? Au papa ? A la famille du «bled» ? Aux fans de foot ? Comme toujours en Algérie, pour mieux se disculper, c'est la faute à personne, c'est la faute à tout le monde.

Durant près d'un mois, la polémique a fait rage.

Aujourd'hui, le problème est en grande partie réglé, tout particulièrement après le choix définitif pour la France du jeune homme et sa convocation en équipe de France... afin de disputer des matches amicaux. Bonne chance, Fekir ! L'Algérie te soutiendra comme elle a soutenu Zidane, Benzema, Nasri et bien d'autres. Comme elle aime bien Smain, Ramzi, Kad Merad, Isabelle Adjani, Robert Castel, Rachid Arab..., et même Roger Hanin, Jean Daniel, Benjamin Stora, Marie Christine Saragosse, Dany Boon... et même Enrico Macias. Le cœur sur la main ! Les nouvelles générations (et bien des «vieux» qui, malgré tout, n'arrivent pas à «oublier») connaissent si peu la rancune... et, de plus, ils ont actuellement d'autres préoccupations : gaz de schiste, baisse du prix du pétrole, grève des enseignants, bac, hausse des prix des fruits et légumes... et des voitures... et le Ramadhan qui approche à grands pas, la préparation des vacances d'été.

Malheureusement, la polémique «fekirienne» (bien inutile, il faut le dire) a fait bien des dégâts, tout particulièrement au niveau de l'opinion des jeunes Algériens d'ici... ainsi que des Beurs. Désormais, pour eux, il y a des joueurs issus de l'émigration «avec nous» et des joueurs «pas avec nous» pour ne pas dire «contre nous». On en a vu les retombées, lors d'une rencontre, au Vélodrome de Marseille, opposant l'OM à l'équipe de Fekir, Lyon. Le pauvre petit a perdu une bonne

partie de ses moyens physiques face aux huées d'un public montrant un peu trop son «Algérianité»... Francophobie ? Pas sûr. La rumeur publique «réseautique» avait même rapporté que le véhicule du papa, en stationnement dans sa cité, avait été incendié. Voilà qui ne peut qu'apporter de l'eau au moulin de la droite politique française qui cherche à toujours souffler sur les vents racistes islamarabo-algérophobes.

Encore une faille dans la communication... sportive, cette fois-ci. Chez le premier concerné, c'est certain, avec les déclarations très engagées d'un papa voulant assurément montrer sous le maillot des Verts, aux cousins du bled, les qualités de son rejeton.

Chez le premier concerné avec son premier accord pour intégrer l'équipe nationale d'Algérie puis s'étant rétracté, laissant percer l'existence de pressions externes, affairistes et/ou peut-être politiques importantes. N'ayant certainement pas jugé nécessaire d'engager un chargé de com' pour gérer son affaire et comptant (lui et ceux qui l'entouraient) sur ses propres capacités et, surtout, sous-estimant ou méconnaissant les véritables enjeux politiques et financiers (en Algérie et en France) de l'opération, il risque fort de regretter amèrement (et, sincèrement, on ne le lui souhaite pas) tout le tapage autour d'un choix qui au départ était bien simple. Il fallait tout simplement, tout bêtement continuer à être un «champion», un joueur de talent, ne pas laisser même des aînés trop s'en mêler (le papa de Zidane n'est apparu sur la scène qu'après la consécration et ne s'est que rarement mêlé du management de la carrière de la star de la famille)... puis sortir du piège infernal tendu par les radicaux, sincères ou affairistes, d'ici et d'ailleurs, pour choisir discrètement, calmement et objectivement... selon ses intérêts propres bien compris... comme il a dit, lui.

Car, il ne faut plus se faire d'illusions et se cacher derrière des sentiments que nul ne respecte plus en fait. L'argent est, aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain, le moteur de la vie sportive... de compétition, dite professionnelle. Le foot, certes, mais aussi d'autres sports à des degrés peut-être bien moindres. Les dernières et habituelles rumeurs concernant les tentatives ou actes de corruption en vue

d'«arranger» des matches ; les affaires de salaires versés aux joueurs, incontrôlés et désormais incontrôlables ; les primes de signature ; la valse des entraîneurs (étrangers entre autres... ce qui facilite bien des détournements) ; la course aux «soutiens», pour un oui pour un non, de l'Etat et, nouvelle-ancienne mode, des entreprises publiques ; les chantages «politiciens» avec, comme argument-massue, les masses de «supporteurs» et leur violence... à «comprendre», à calmer, à réguler (en temps d'élections beaucoup plus, cela va de soi) ; les sanctions prises réduites en peu de temps, victimes de la stratégie de «réconciliation» ; des présidents de clubs «sans peur mais bourrés de reproches»...

Il ne faut plus se faire d'illusions et se cacher derrière des sentiments que nul ne respecte plus en fait. Attention ! Le professionnalisme n'a rien à voir dans toutes ces dérives. Le fautif est (et cela existe dans bien des pays en développement) l'interventionnisme trop voyant de l'Etat et l'absence d'application rigoureuse, décidée et continue des réglementations adoptées (parfois à l'unanimité lors d'assemblées toujours presque toutes fraternelles !).

Qu'on se le dise ! Le professionnalisme est affaire d'entreprises et d'entrepreneurs ; pas d'affairistes. Qu'ils se dém... seuls ! Au fond, pour le bon peuple, celui de l'Algérie profonde, que Fekir vienne ou ne vienne pas, peu importe... et, il y a assez de capacités nationales (joueurs et entraîneurs), en Algérie même, pour pouvoir faire (à moyen et long termes) de bonnes équipes nationales. A condition que les Appareils d'Etat (entreprises publiques y compris) s'investissent u.n.i.q.u.e.m.e.n.t et pleinement dans les sports amateurs : scolaire, universitaire, militaire, du monde du travail, associatif, de quartier... laissant les entreprises (privées et pourquoi pas publiques si cela est absolument nécessaire «commerciallement») s'adonner au sponsoring habituel... de manière transparente et justifiée ; l'obligation de résultats devant s'imposer aux managers.

A la base du vrai développement sportif (et moral) durable, celui qui permettra aux corps sains d'avoir des esprits sains. Tout le reste n'est que clameurs passagères et réussites commerciales furtives. De la politique politicienne ?

Le tourisme militant : en solidarité avec nos frères tunisiens!

« No Pasaran » était le leitmotiv des républicains espagnols durant la guerre civile de 1936-1939 dans leur lutte contre les forces fascistes de Franco pour défendre la république espagnole. Ce slogan lancé par Dolores Ibarruri Gomez, la passionaria des républicains, est devenu le cri de ralliement de tous les démocrates du monde dans leurs luttes contre les dictatures et toutes les tentations autoritaires et fascistes.

Par Abdelkader Khelil*

Malgré la vigilance, l'action anticipative et le sacrifice des forces de sécurité et de l'armée, le terrorisme est parvenu à passer à travers les mailles du filet pour frapper au cœur de la capitale Tunisienne occasionnant la mort de 22 personnes, étrangères dans leur majorité, en plus des deux terroristes. Cette attaque est survenue deux jours avant la fête de l'indépendance, ce mercredi 18 mars 2015 au musée du Bardo, jour où les bateaux de croisière faisaient escale à Tunis.

Cet acte terroriste s'est déroulé dans ce haut lieu de culture joutant le Parlement et a visé en premier lieu des étrangers. Tout cela n'est nullement le fruit du hasard ! Ce qui était recherché par les forces du mal c'est de les faire fuir en portant atteinte à une économie encore fragilisée et à la recherche de ses premiers signes de redressement, et particulièrement à cette « vitrine tunisienne » qui est le tourisme, au demeurant déjà affaibli par les retombées de la « révolution du jasmin ». Il faut faire remarquer que ce secteur stratégique pour ce pays voisin qui s'est retrouvé ainsi en position de cible de choix pour créer une situation de chaos, comme ont voulu le faire les forces du mal en Algérie durant la décennie noire, emploie plus de 400.000 personnes et fait vivre 10% de la population tunisienne !

TEL UN ROSEAU QUI PLIE MAIS NE CASSE PAS !

Après l'attaque contre ce monument historique parmi les plus visités par les touristes étrangers, il est bien évident que les premières conséquences n'ont pas tardé, puisqu'on parle de plus de 3.000 réservations annulées ! C'est-là certainement un coup rude », comme le souligne Jean-Pierre Mas, président du syndicat français des agences de voyages françaises, dans une déclaration à l'AFP. Mais bien qu'elle soit pré-occupante, une telle situation n'est certainement pas alarmante pour un pays qui a eu le mérite de séduire par son savoir-faire plus de 7 millions de visiteurs en 2010.

L'acte terroriste barbare contre ce symbole de l'identité plurielle, du savoir et de la tolérance avait aussi pour autre objectif : de saper le moral d'une population qui commence à percevoir les lueurs d'une liberté émergente, à un rythme certes lent, mais avec beaucoup de détermination ! Alors, oui ! En dépit des difficultés économiques, des lenteurs de la transition et des attentats, les citoyennes et les citoyens sont sortis à Tunis pour dire leur volonté que tout retour en arrière n'est pas envisagé, que la liberté durement acquise par une société civile vigilante, gardienne de ses acquis et de l'héritage de Bourguiba, est là et que personne ne pourra la confisquer ! Le « No Pasaran » des démocrates a été en quelque sorte encore une fois clamé avec force, cette fois-ci en Tunisie par des milliers de citoyennes et de citoyens et ceux venus les soutenir, en réponse à l'attaque meurtrière du Bardo.

Intérêts européens et occidentaux obligent, pour une fois l'élan de solidarité internationale a été à la hauteur de l'enjeu de cette marche grandiose du dimanche 29 mars pour stigmatiser cet acte ignoble et primaire, revendiqué par l'État islamique qui a porté atteinte à un symbole de la mémoire collective de la nation tunisienne et des civilisations, par son caractère bestial. Alors oui ! La solidarité manifestée par les alter-mondialistes, les délégations européennes et celles de pays amis venus nombreux pour les soutenir, ont mis du baume au cœur des Tunisiens comme

pour leur dire : « vous n'êtes pas seuls dans cette épreuve tragique ». « Nous sommes à vos côtés ». « Nous sommes tous Bardo », ont crié les manifestants dans le sillage des internautes !

La Tunisie qui a hérité des réformes de Kheireddine au 19^{ème} siècle et d'un fort contenu moderniste insufflé sous la direction de Bourguiba, ne saurait plier ! C'est cette tradition qui lui a permis d'entreprendre un important effort de modernisation de ses structures politiques, économiques et sociales et une grande ouverture sur le monde ! Plus qu'un leitmotiv, « No pasaran » suppose bien évidemment une réponse globale aux sources de l'extrémisme et du terrorisme en accélérant notamment le processus de transition économique et de mise en place de politiques capables de renforcer l'inclusion sociale et régionale et de mieux partager les fruits de la croissance et du développement ! Cela est valable aussi pour nous et pour toutes les autres nations arabes, menacées dans leur unité, leur souveraineté voire dans leur existence même !

POUR UN TOURISME MILITANT !

Mais que l'on ne s'y trompe pas ! Une fois la marche finie, les clameurs tues, les hôtes rentrés chez eux, les Tunisiens sont restés seuls face à leur destin, comme l'ont été les Algériens, essouffés pendant plus d'une décennie ! Comme pour nous, il s'agira pour eux, en tout premier lieu, d'extirper ce « chiendent intégriste » à la racine, comme le font les agriculteurs pour les mauvaises herbes, nettoyant ainsi leurs champs afin de garantir une bonne récolte ! Il faudra aussi tarir ses sources de financement en menant une lutte sans merci à l'informel, à la contrebande et à ses complicités tapies dans l'ombre.

Qui mieux que les Algériens pour comprendre la situation d'inquiétude et de détresse qui tourmente les esprits de nos frères Tunisiens ? C'est avec fierté que nous devons affirmer qu'en dépit de l'instabilité dans laquelle était plongée la Tunisie après la chute du président Ben Ali, l'Etat algérien n'a lésiné sur aucun moyen pour soutenir nos voisins ! De même, nos concitoyens « courage » n'ont jamais dérogé à la règle du choix de cette destination, comme pour souligner leur solidarité, eux qui savent ce qu'est la solitude d'un pays livré aux hordes terroristes ! C'est ainsi qu'ils ont été près de 1,3 million en 2014 et plus de 220.000 pour le seul premier trimestre de l'année en cours -soit plus de 7% par rapport à la même période de l'année dernière- à séjourner en Tunisie !

C'est là certainement la manière la plus efficace d'exprimer notre solidarité à l'échelle nationale, sans faire comme les autres, ceux qui ne font que crier par hypocrisie ou par mimétisme : « je suis Bardo », le temps d'une marche ! Non ! Nous sommes, nous les Algériens, ces êtres qui savons joindre le geste à la parole, sans calcul aucun, que ce sentiment d'avoir atténué quelque peu l'angoisse de nos frères et sœurs tunisiens, en guise de retour d'ascenseur, en mémoire de ces années de braise ! Tant que nous aurons les moyens, nous devons continuer à aller massivement en Tunisie pour apporter un soutien matériel et un message d'espoir à une population dont le pouvoir d'achat a été laminé et dont le moral est au plus bas ! Car loin de raser les murs et nullement dépayés, nous sommes chez nous en Tunisie, et notre drapeau est visible aux frontons des hôtels, à l'entrée des échoppes dans la Médina, sur les bateaux de croisière, mais pas seulement ! C'est là bien évidemment une marque de respect et un signe de reconnaissance ! Alors, oui ! Nous sommes là, dans l'option d'un tourisme solidaire et militant qui raffermirait les liens, tisse la cohésion maghrébine des peuples et prépare les bases

de la construction future d'un espace commun, démocratique, uni et prospère, pour faire barrage aux forces du mal !

LES LEÇONS D'UN SÉJOUR À SOUSSE

Avec près de 180.000 habitants, Sousse est la troisième ville de Tunisie, après Tunis et Sfax. Surnommée la perle du Sahel, elle est devenue ce haut lieu du tourisme tunisien et attire chaque année de nombreux vacanciers venant profiter à la fois de la douceur du climat et des 15 km de plages de sable fin, réputées dans toute la Méditerranée par le fait que les vacanciers européens, mais pas seulement, sont attirés par le soleil et les activités de la vie nocturne à bon marché. C'est pourquoi la majorité des hôtels sont situés sur le front de mer pour proposer un accès immédiat aux plages. Mais la ville s'oriente depuis quelques années vers un tourisme culturel grâce à l'importance de son patrimoine bien conservé et continuellement restauré.

La Médina de Sousse, inscrite par l'Unesco au patrimoine mondial en 1988, est certainement l'élément incontournable pour tout amateur de patrimoine. Datant des premières décennies de l'Islam, la première enceinte a été érigée par les Aghlabides au 9^{ème} siècle pour protéger leur capitale et le port militaire. Sa mosquée elle-même affiche une allure magistrale avec son imposant minaret en forme de donjon. Les remparts sont encore largement visibles aujourd'hui et parfaitement restaurés. L'accès à la vieille ville se fait encore par des portes, dont la plus importante est Bab El B'har qui fait face à la ville européenne. C'est là, un témoignage de la bonne cohabitation des différentes religions abrahamiques, où les nombreuses mosquées de la ville -comme la mosquée Bu Ftata, la plus ancienne- côtoient les édifices religieux des autres cultes.

Pour compléter la visite de ces monuments, le visiteur devra passer par le musée archéologique de Sousse qui abrite la deuxième plus importante collection de mosaïques après celle du Bardo de Tunis. À noter aussi que l'infrastructure touristique de Sousse est l'une des plus importantes de Tunisie -avec Djerba et Hammamet-, et même d'Afrique.

Un séjour d'une semaine dans cette ville agréable et conviviale, où il est fait bon vivre, m'a permis de mesurer le degré de civilité de nos frères Tunisiens et leur prédisposition à l'ouverture, eux qui ont fait de l'apprentissage des langues -anglais, allemand et français- en plus d'une parfaite maîtrise de l'arabe, l'atout maître de leur management touristique ! Dans cette ville, comme probablement pour tout le reste de la Tunisie, le sourire et la politesse « Shah El Kheir...rrrr » sont les maîtres mots de la vie citadine ! Ce qui frappe aussi, c'est qu'au contact de ces gens courtois et aux manières avenantes, nos concitoyens paraissent moins rustres et subitement polis, même si ce n'est que l'instant d'un court voyage ! L'arrivée massive de nos concitoyens est fort appréciée par nos frères Tunisiens qui voient en eux cette « bouffée d'oxygène » qui maintient l'espoir et entretient le moral, en même temps qu'ils sont outrés par l'attitude arrogante de ces Libyens aux mauvaises manières ! Il y a là certainement un capital sympathie qu'il faudra valoriser afin de mieux préparer l'avenir ! Car, loin d'être ingrats les Tunisiens sauront s'en souvenir !

Pour peu que nous soyons humbles, nous avons bien des choses à apprendre du modèle tunisien qui place au centre de son action le savoir-faire, l'humilité et la probité ! Savoir voyager c'est savoir observer et tirer le meilleur profit de l'expérience d'autrui ! Alors, oui ! Visiter la Tunisie est une manière de se regarder dans un miroir qui nous renvoie l'image peu reluisante de ce que nous avons fait de notre pays,

à travers ces « forêts pour ne pas dire jungles urbaines » de béton ! Nous verrons dans cette superbe ville de Sousse, pas plus grande que Sidi Bel-Abbès, des boulevards animés, parfaitement aménagés, propres et nullement encombrés par la circulation automobile -la voiture étant trois fois plus chère que chez nous, la priorité a été donnée au transport public-, d'où cette invitation à la promenade, tout au long d'un front de mer parfaitement équipé et d'une marina. Le tout assurant de façon harmonieuse l'intégration de la ville à la mer ! Les automobilistes circulent aisément sur une chaussée non encombrée par des dos d'âne et des barrages de contrôle, au point où la police est à peine visible, pour ne pas dire très discrète ! Les piétons flânent sur de larges trottoirs dotés de bancs publics soigneusement travaillés ! Toute cette cohérence d'un aménagement urbain réussi est fort instructive pour les gestionnaires de nos collectivités locales s'ils venaient à visiter les principales villes tunisiennes ! Ils verront aussi ce qu'est la réhabilitation d'une Médina et la gestion des sites et monuments historiques !

UN MAGHREB UNI, SOLIDAIRE ET PROSPÈRE !

Les appels pour la démocratie et les libertés individuelles et collectives résonnent sur toute la rive sud de la Méditerranée et dénoncent l'incapacité des pouvoirs en place à répondre aux aspirations légitimes des peuples et de leur jeunesse en particulier. Au Maghreb, ces mouvements pacifiques exigent de vraies alternatives politiques pour des changements profonds et durables. S'impose alors une urgence : la construction d'un Maghreb uni, pluriel, solidaire et démocratique. Il s'agit de laisser de côté momentanément les différences politiques et les revendications intempêtes, pour s'engager résolument dans une bataille décisive qui tend à éradiquer le terrorisme afin de remettre les citoyens au travail en donnant un « coup de fouet » à l'administration, pour éliminer les blocages qui freinent la mise sur les rails de l'œuvre titanesque du développement qui doit s'inscrire dans la perspective de l'émergence d'un espace Maghrébin fort et solidaire ! Sans cela, l'intégriste continuera à « drageonner » en exploitant les failles de la division et des divergences ! Cette tâche incombe à tous les citoyens de cet espace et aux sociétés civiles de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, de la Libye, de la Mauritanie et à leurs États respectifs, tout en maintenant leur soutien critique au titre d'une veille sans concession sur les pratiques de bonne gouvernance !

Ce qu'il faut savoir c'est que le coût du non-Maghreb représente 2% du PIB de la région. Alors qu'environ 75% des échanges commerciaux des pays du Maghreb se font avec les pays de l'Union européenne, les échanges intra-maghrébins représentent moins de 3%. Face à la Chine, aux États-Unis, aux États du Golfe et à l'Union européenne, l'intégration du Maghreb permettra des relations fortes, plus équilibrées et répondant aux besoins et au souhait des populations. La proximité géographique, culturelle et historique fait du Maghreb un partenaire incontournable de l'Union européenne, dans une vision méditerranéenne articulée autour d'une économie équitable...

Mais bien au-delà des relations commerciales, ce sont autant de femmes et d'hommes qui espèrent et croient en un tel avenir. On ne peut plus accepter de voir mourir dans des barques de fortune tous ces jeunes qui ne peuvent se projeter dans une vie décente en Afrique. Sortir de la logique du « chacun pour soi », en recherchant l'union, permettra aux peuples du Maghreb uni de jouer un rôle crucial et dynamique dans les relations euro-méditerranéennes et internationales. Si l'intégration maghrébine pouvait se réaliser, le Maghreb pourrait devenir l'équivalent de ce qu'est la Ruhr allemande pour l'Europe en à peine une décennie ! Et de dire : je suis Maghrébin ! Cela veut dire que je prends acte de la détresse de mes frères et sœurs et je décide de leur apporter mon soutien sous toutes ses formes !

*Professeur

Un café, s'il vous plaît !



Par El yazid Dib

Sans sucre ? On n'a pas besoin de le dire. Ici l'on n'encourage pas « le sucrage ». L'ignoble diabète qui décristallise l'industrie sucrière, tient plusieurs mondes par le bout d'un doigt éternellement piqué. Il est dans les rayons sans gluten, en light installés dans toutes les surfaces de vente. La gourmandise est un péché diététique. Bon bref... fixé à une chaise en osier, s'accoudant à une table, vrai guéridon, je vois des histoires circuler, des légendes mourir, des souvenirs rejaillir. Les gens ne cessent de bouger. La ville n'a plus de destination précise. Tous les sens sont valables. Il n'y a plus de limites entre la gauche et la droite la plus envahissante. Seuls parfois des panneaux tiennent à signaler aux gens des passages obligatoires, d'autres interdits.

La France est trop occupée aux affaires du monde pour s'occuper des siennes. Tout ce qui bouge en dehors de ses frontières la fait frémir. La où elle fonce, elle s'y enfonce. Toute la France, belle et épanouie qu'elle semble être est stressée. Elle est écrasée par le souci économique et l'agacement sécuritaire. Un simple sac abandonné fait rameuter toute une cavalerie d'artificiers, fait boucler le périmètre et fait donner en spectacle effrayant ce pays, paraissant si sûr, si vigilant, si confiant. Un perçant pet de mauvais pot d'échappement arrive à faire tressauter la multitude et battre le pavé par des bottes et du grand arsenal. Si la France continue à se contenir dans un rêve à finalité périlleuse pour de nombreux jeunes en quête de « liberté », c'est qu'elle va tuer ce rêve dans les dédales d'une procédure inégale et pernicieuse. La respiration, la mobilité, le sourire sont tous réglementés.

Le paradoxe c'est que cette forte et générale mise en carcan des comportements individuels n'est pas à même de créer des règles communes, à commettre des impairs dans chaque personne prise à part. La réglementation à titre communautaire excessive castre le peu de manœuvre libertaire qui subsiste et qui remonte à l'origine du souffle humain. Le chômage ou la crainte de sa survenance est ici comme un enterrement dont la finale mise en terre ne peut s'arrêter que par un suicide. J'ai vu des gens mourir par manque de joie. D'autres décrépissent en lenteur pour avoir tout le temps à porter dans le visage la morosité du jour grisailant et de la brume infinie d'un monde finissant.

La famille n'est rien qu'une bourse ou un gouffre financier. Elle se disloque au gré du taux de chômage et selon le fardeau du surendettement. C'est à l'euro de régler tous les conflits, comme à lui revient toutes leurs solutions. Il désunit le père de son fils, l'épouse de son conjoint. Chacun pour soi et Dieu restera utile pour tous. Rien ne compte que l'euro, cette monnaie en phase de déperdition. Une idole matérielle à adorer plus qu'un Dieu. La cigarette et l'alcool quand ce n'est pas la drogue demeurent l'abri que l'on croit le plus rassurant. Des jeunes adultes dans un geste de désespérance tentent l'empathie des autres pour un mégot ou son bout. Demander une cigarette à quelqu'un que l'on ne connaît pas est un geste rituel chez certains. L'on sent la dépendance à quelque chose à l'abord inaccessible ruine l'honneur et fait perdre ses repères. Elle peut faire chez eux des ravages. L'impuissance qui les écrase face à un monde vorace et terrible les contraint au refuge de la foi par incompetence. Sinon à quoi rime cet encart offert à votre serviteur dans un marché de proximité où il est inscrit en gros et gras « des craintes pour l'avenir ? Ne crains rien, car je suis avec toi, ne promène pas des regards inquiets car je suis ton dieu. Bible. Esaïe 41 v 10. ». Les religions vont devenir ainsi l'unique refuge pour les craintifs et les « égarés » dans la complexité d'un monde de plus en plus difficile à vivre. Ce recours à une autorité apte à effacer les désarrois, gué-

Est-ce possible qu'à partir d'une terrasse de café l'on peut croire comprendre un pays ? Diagnostiquer des passants ? Extirper ses illusions ? Un café, s'il vous plaît... sans sucre !



rir les maladies, aplanir la difficulté, redéfinir l'existence ou parfois trouver des jobs passe pour être un abandon total à la fatalité. Les plus incrédules ne tiennent pas bon la route et succombent rapidement aux affres de l'oisiveté et au confort précaire d'un revenu minimal d'insertion.

Dans ce pays réputé terre d'asile, de droit et de liberté, l'administration est un monstre. Les boîtes aux lettres ne vomissent que les avertissements, les factures et la publicité. Le citoyen étouffe sous un fisc dénudant. Tout se monnaie, rien ne s'exerce dans la charité. Tu pises, un euro. Tu prends un bus, deux euros. Que peut-on encore prendre à celui que l'on a déjà tout pris ? y compris la jovialité et l'espoir. La France est devenue un grand tableau de consignes et de prescriptions. Tout y est dit et écrit. Dans le bus, le café, dehors, dedans, dans les parcs, les parkings il faut lire les nombreuses interdictions. Tout est presque interdit quand tout semble obéir à une codification exagérée. On veut faire de la posture humaine une disposition réglementaire. Un automatisme tiré d'un contrat social redevenu pénible pour les parties. Certains arrondissements parisiens dégagent des sensations mortifères. Des cimetières où la vie ne souffle qu'à l'intérieur des immeubles haussmanniens. Le silence qui les sillonne provoque une peur, la longueur des rues vidées suscite de l'angoisse. Le chahut de nos gamins est mieux que l'emprisonnement familial des leurs. Nos quartiers populeux sont meilleurs et plus humanisés que leurs boulevards vacants et muets.

Ah cette France qui se lève tôt ! Ainsi le cycle temporel des jours et des nuits est un indice économique. Les tarifs fluctuent selon l'heure et la position solaire. Un train qui part tôt est plus cher qu'un autre qui arrive tard. Une consommation nocturne vaut le double de celle prise un peu tôt. Dilemme des prix et du temps.

La France pour profondément l'apprécier, il faut la constater à la tombée de la nuit. En ce moment crépusculaire dans le métro ou les bus le monde dort debout. Il anticipe le sommeil. Les yeux écarquillant leurs iris tournent pour se voir enfouis par des paupières lourdes et très expressives. Le sommeil a une grande valeur. Il se

commence dès la fin du service, en amorçant le retour. Le livre constituait un moment privilégié pour le dévorer en trajet. Ce livre est vite remplacé par des portables où les écouteurs sont des liens qui paradoxalement vous coupent de votre environnement direct pour vous laisser connecter dans l'ailleurs. Même les regards sont perdus et ne se croisent pas. Personne ne semble voir personne, tant que chacun est englouti par sa propre personne. L'indifférence s'érige hélas en bonne vertu et compagne de fortune. Dans les passages souterrains, aux accès métropolitains la boîte à rythme a suppléé le son de l'accordéon. L'artiste est planqué d'un sdf qui résume à lui seul toute la déchirure humaine. D'un abri-bus à une station, c'est la minute qui fait courir les voyageurs qui n'arrivent jamais mais se transforment en des passagers abonnés, répétitifs, usuels, robotisés sur une ligne bien habituelle. Le transport est une tranche de vie où on y vieillit sans le savoir. Parfois un numéro de ligne de transport urbain indique à lui seul l'identité sociale de la classe qui la prend. En intramuros du noyau parisien, l'on ne voit pas d'autres faciès que ceux qui se prennent pour les authentiques autochtones. Pas d'Africains, entendre Noirs et Maghrébins. Ailleurs, à l'aurore, dans les lignes périphériques, dans les trains de banlieue la classe ouvrière, celle qui va et vient occupe à elle seule l'espace des quais remplis ou des arrêts bondés.

La France « étrangère » qui travaille pour compenser les déficits des allocations allant vers les autres qui dorment encore. La crise financière et aux effets néfastes a bien commencé à semer le trouble et la tourmente dans tous les foyers. Ils le sentent si bien, ces résidents qu'ils ne badinent pas avec le maintien d'un job. L'on ne quitte pas son travail pour aller au café d'à côté ou feindre en complaisance des arrêts de travail. L'on ne vit que pour travailler et le travail s'éloigne d'être la santé. C'est cette France-là, de la considération de l'invalidité, de la reconnaissance du mérite et du travail, de la garantie de la protection sociale une fois out la vie active, de la rationalisation du temps que l'on voudrait exporter vers le bled. Même avec les inégalités criardes, la résignation à son sort ne soulève pas de tollé.

En tous cas, la France de ce jour n'est plus avec son temps la France d'antan. Fini le romantisme, les belles ballades, la soupe à l'oignon. Il demeure cependant en dehors de la technologie une certaine touche du bon vieux temps. L'urbanisation est presque intacte, les façades, le pavé, les boutiques et les quelques bistros renseignent aussi sur une époque menacée de disparition. Autrement dit, si le hard y est, le soft n'y est plus.

Mon café servi avec tout le bataclan ordinaire tente de refroidir. Mon esprit, laissant mon corps à sa table s'est envolé vers mes mémoires toutes fraîches. Loin, très loin. Dans mon pays, il y a plusieurs pays pour plusieurs peuples. Il y a plusieurs sociétés pour un seul territoire. Enormément de partis pour un seul qui guide. Il manque crûment de codification quand ce pays d'accueil à l'excès s'en livre. Le ministre ne bloque pas les rues dans ses allées et venues vers ou de son bureau. Le préfet ne quitte pas ses locaux pour quelques logements de plus. Le trottoir a toujours un rôle et n'est pas squatté. La chaussée ne se déflore pas à chaque flaque d'eau. L'endurance journalière et l'inquiétude des lendemains d'ici ou d'ailleurs s'accaparent toutes les méditations. Les embarras sont analogues à cette exception qu'ici on les consomme dans une aisance matérielle extérieure et non dans un total dénuement. Les magasins achalandés, les terrasses fréquentées, les facilités de mobilité offertes ne suffisent plus à construire un bonheur. La sérénité de l'âme et la passibilité y manquent. Le temps court plus vite que les heures qui l'égrènent.

Ici on ne paye pas le café, on paye un service. On ne dit plus hé ! Garçon... mais Monsieur svp ! Alors, chez nous le « kahwa-dji » a plié son tablier pour s'entendre dire : O jeune ! ou subrepticement ya khouya ! Mon café étant bu, ma mémoire s'est décrochée et je pense déjà à ce nectar caféiné que je ne peux plus prendre à Sétif, par défaut de terrasses, voire d'envie d'y être pour la simple raison que ma ville n'est plus la ville phonétique du Novelty, de la Potinière, de l'Univers, de Mekarni ou de l'Almanina, mais du massacre urbain et de la rapine immobilière. Un autre café s'il vous plaît et merci Monsieur !



Voici pourquoi l'Algérie ne va pas en guerre au Yémen

Par Ahmed Farrah

.....
Finalement l'Arabie Saoudite sort de l'ombre et ose, sournoisement, faire la guerre à l'Irak, mais en terrain neutre. L'arène est vite trouvée : le Yémen, le mobile aussi : la ré-installation de la « légalité » sunnite, balayée par l'organisation insurrectionnelle chiite 'Ansar Allah' des Houthis, qui est un mouvement socio-politique de l'école théologique zaydite, du nord-ouest du Yémen, que soutiennent l'Iran (chiite) et le Hezbollah (organisation chiite du Liban). En conflit depuis 2001, avec le gouvernement de la République du Yémen, les Houthis lui reprochent de les avoir marginalisés sur les plans politique, économique et religieux dans le cadre de la réunification du Yémen, en 1990, et demandent le rétablissement du statut d'autonomie dont ils bénéficiaient, avant le coup d'Etat de 1962, dans le cadre du royaume mutawakkilite du Yémen (dirigé par la dynastie des imams zaydites) et à terme rétablir l'imamat zaydite.

Comme l'avait fait son mentor américain, pendant les guerres contre l'Irak, Riyad prend l'ascendant sur les pays de la région et les monarchies arabes, dans une coalition, qu'elle veut la plus large possible, pour affronter l'Irak, au Yémen.

L'Algérie, fidèle à ses principes constants de non ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, ne participe pas à cette coalition qui, au départ, n'était question que d'une « force arabe » antiterroriste, discutée au sein de la Ligue arabe. La sollicitation par l'Arabie Saoudite, de pays non-arabes, dans cette coalition des va-t-en guerre rémunérés en pétrodollars des monarchies du Golfe, comme le Pakistan et la Turquie, sort du cadre de la Ligue arabe et prend une autre dimension, que l'Algérie ne peut ni cautionner, ni y adhérer. Ces deux pays sont les alliés sûrs et de toujours, des Américains. Le Pakistan est le poste de commandement du terrorisme islamiste mondial, la Turquie est une pièce stratégique dans le dispositif de l'OTAN et le partenaire allié et indéfectible de l'Etat d'Israël. Sa participation au démembrement et au morcellement de la Syrie, n'est plus un secret, comme elle est devenue, la plaque tournante et le point de passage obligé de l'internationale - djihadiste.

Le maréchal Sissi n'espérait pas tant, en quête de légitimité et de dollars, il saute sur l'occasion qui lui est proposée, va, à la res-

cousse des monarchies et met son armée, sous la bannière des Wahhabites, au service d'une cause que Nasser n'aurait, jamais approuvée, lui qui avait mené la vie dure aux monarchies arabes. Ainsi le maréchal, tombeur des Frères musulmans d'Egypte, eux-mêmes alliés du Qatar et des autres monarchies arabes, devient le sauveur de ceux du Yémen. Lui qui a pris le pouvoir par les armes en Egypte, se donne la gloire de remettre en selle, la légalité yéménite. Il est logique donc, de déduire que les objectifs wahhabites sont clairs : s'allier avec le diable pour se fixer à leurs trônes, qu'ils veulent faire croire être menacés, de l'extérieur, par l'Irak, alors que le vrai danger qui les guette est ancré en eux. Ils utilisent le schisme religieux, le mettent en épouvantail pour exalter les sentiments sacrés de leurs peuples et les couper de la réalité du monde moderne et de la liberté de penser et de choisir.

Toutes ces guerres imposées, depuis plus de 25 ans, aux peuples du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ont pour but de balkaniser cette région, en petites entités ethniques, dans de petits états non viables, dans le seul intérêt hégémonique de l'Occident.

Les monarchies du Golfe n'existent que par la volonté de cet Occident qui les a faits, en reniant même, les valeurs démocratiques et des droits de l'Homme qu'il dit universels. L'Algérie ne s'est jamais reniée et ne se reniera pas pour mettre l'armée du peuple sous l'ordre de ceux qui ont trahi leurs propres peuples. L'Histoire récente confirme que les Algériens ne se sont pas trompés, dans leurs vues et analyses, et qu'ils savent bien défendre leurs intérêts stratégiques et leur sécurité nationale en privilégiant la résolution pacifique des conflits dans leur région. Ce n'est pas en bombardant et occupant Bagdad et Tripoli qu'on a démocratisé l'Irak et la Libye, ni même en recourant à des sanctions économiques ; aucun embargo n'a jamais vaincu une dictature, les peuples se libéreront d'eux-mêmes par le travail et la croissance économique, la liberté de la presse et une justice indépendante, juste et équitable et de l'expansion des classes moyennes.

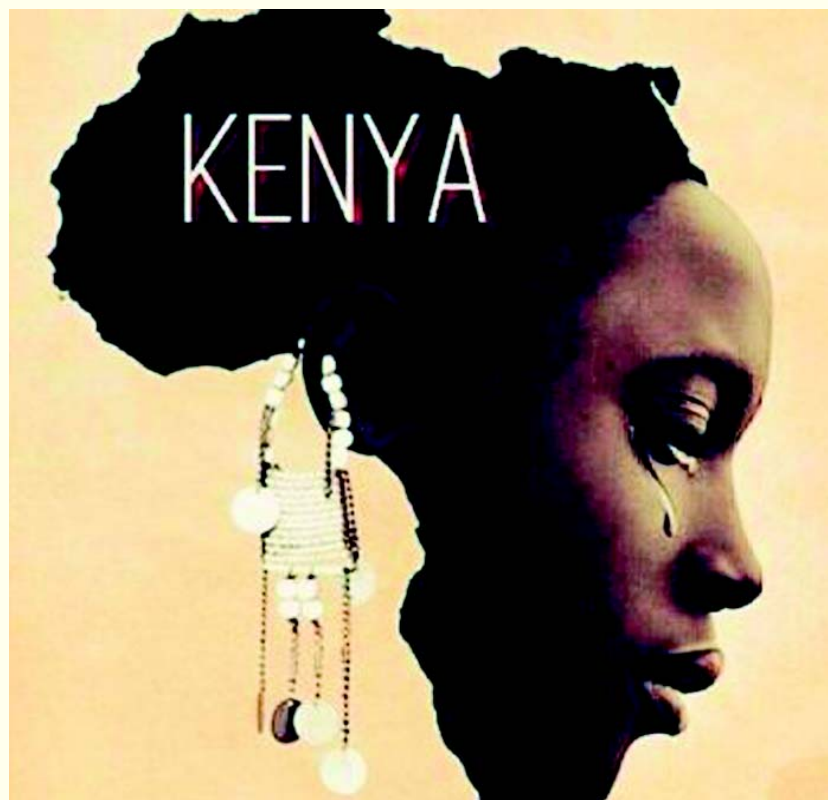
Esseulée en Afrique du Nord, coupée de son espace d'influence africain et méditerranéen, à la suite des bouleversements nés des conflits internes de ses voisins, se mettre, partie prenante, dans une guerre entre sunnites et chiites serait suicidaire. L'Algérie fidèle à ses alliés historiques, traditionnels et stratégiques, visés par ces manœuvres dans la région, le raffermissement des liens, avec eux, est, plus que jamais, primordial et vital.

LA CHRONIQUE
DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaid



De Garissa à Yarmouk



Un carnage... 148 morts dans la fleur de l'âge. L'avenir, l'espoir d'un pays emportés par une violence sans nom dont seuls des psychopathes peuvent être capables. Une religion, l'islam, dévoyée et souillée par cette attaque contre l'université de Garissa au Kenya. C'est d'ailleurs tout un symbole. En semant la mort dans une université, temple du savoir, de la raison et du partage, les terroristes somaliens ont montré ce qu'ils étaient. Et l'on se demande comment certains observateurs peuvent encore essayer de les défendre en avançant l'idée que la guerre qui les oppose au gouvernement kenyan peut déboucher sur toutes les horreurs. Et relevons cette terrible obscénité qui réside dans le nom que s'attribuent ces extrémistes venus d'un pays qui, finalement, ne s'est jamais remis de la chute du dictateur Mohamed Siad Barré en 1991 et des multiples interventions militaires étrangères qui ont suivi. Ces salopards, et le mot est trop faible, s'auto-désignent par le terme « shebab », qui signifie jeunes ou jeunesse. Quelle sordide ironie...

Ce massacre n'a guère ému le monde musulman pas plus qu'il n'a fait réagir l'Occident. Il n'y a pas eu de marches pour les jeunes étudiants massacrés. Il n'y a pas eu d'emballlement médiatique ni de grandes initiatives populaires, comme par exemple le simple fait de se regrouper sur une place publique pour dire non au terrorisme ou le fait d'aller observer quelques minutes de silence devant l'ambassade du Kenya. Non, rien de tout cela n'a eu lieu. Les grands de ce monde ont prononcé quelques phrases lapidaires et sont vite passés à d'autres choses, jugées plus importantes, comme la signature d'un accord à propos du dossier nucléaire iranien. Les représentants des pays africains et arabes, qui tels de petits chiens à leur ancienne mère coloniale, se sont précipités pour participer à la marche du 11 janvier à Paris (après les tueries de Charlie Hebdo et de l'hyper-casher de Vincennes), n'ont rien dit, ne se sont guère fait entendre. Des Kenyans sont morts et alors ? Ce sont des noirs, des Africains, et la règle implicite, qui veut que seule la vie de l'homme blanc compte et a de l'intérêt, vient encore une fois d'être vérifiée.

Il ne faut pas se mentir. Cette indifférence de l'Occident mais aussi du monde arabe - lequel a au moins une excuse, il a aussi ses terribles problèmes du moment - n'est rien d'autre que du racisme plus ou moins avoué, plus ou moins conscient. On notera aussi que la tuerie de Garissa a eu lieu quelques jours avant la date anniversaire du déclenchement

du génocide rwandais en 1994. A l'époque aussi, combien de temps a-t-il fallu pour que l'horreur de la situation soit admise et qu'enfin des voix s'élèvent pour dénoncer les massacres et pour faire preuve de solidarité avec les victimes et leurs familles ? Seuls les réseaux sociaux ont « sauvé » l'honneur. La colère de milliers d'internautes vis-à-vis de politiques et des grands médias pusillanimes fera certainement date. Elle a mis en exergue l'écart croissant entre ce que ressentent les opinions publiques - même si elles sont plus ou moins bien informées - et les tenants des systèmes politiques et médiatiques. Ici et là, des initiatives « 2.0 » ont été lancées. On dira qu'il ne s'agit que de « clicktivism », qu'il est facile de s'indigner à l'aide de son clavier. Mais cela compte puisqu'il crée la condition nécessaire pour d'autres mobilisations, réelles, sur le terrain. Sur tout, cela prouve qu'il ne s'agit plus d'attendre le feu vert des officiels.

Que dire maintenant de ce qui se passe dans le camp palestinien de Yarmouk en périphérie de Damas ? Cela fait plusieurs mois que l'endroit est assiégé à la fois par l'armée d'Assad et par les tueurs du groupe Etat islamique. Cela fait des semaines que la faim, le froid et la violence déciment des Palestiniens pris au piège dans cette enclave jugée stratégique par chacune des forces armées en présence. Et, là aussi, pas ou peu de réactions dans le monde arabe. Pas de manifestations, pas de déclarations des chefs d'Etat (même l'Autorité palestinienne est peu disert sur le sujet !). On pensait que la Palestine et le sort des Palestiniens représentaient une cause sacrée. Notre unique cause d'engagement. On voit bien que ce n'est pas le cas. Que ce n'est plus le cas. Que l'on se sente impuissant est une chose, que l'on ne cherche pas à manifester sa solidarité et à clamer son indignation en est une autre. Là aussi, on dira que les situations nationales chez les uns et les autres sont tellement compliquées, incertaines ou dangereuses que ce qui se passe à Yarmouk passe nécessairement au second plan. Mais tout de même, c'est des Palestiniens qu'il s'agit ! Se taire à propos de ce qui se passe en ce moment dans la banlieue de Damas revient, quelque part, à être soit du côté des forces d'Assad qui n'ont jamais cessé de bombarder le camp, soit du côté des islamistes de Daech ou de Nusra qui, tiens comme c'est bizarre, semblent s'être alliés pour l'occasion. Les Palestiniens de Yarmouk (et d'ailleurs) méritent mieux. Nous ne devons pas les oublier. Le slogan « Je suis Yarmouk » doit exister. Ce n'est pas grand-chose mais c'est mieux que le silence, l'oubli et le défaut de solidarité.

Grosse fatigue...

Par Brahim Senouci

Bien sûr, il n'y a pas mort d'homme. Beaucoup d'adultes se contenteraient de hausser les épaules. Pas Joëlle... Elle envoie un courrier au directeur de l'établissement qui le fait suivre au... professeur concerné ! Ce dernier se défend naturellement de tout racisme. D'ailleurs, son épouse est asiatique... Le directeur le soutient, les parents aussi, les syndicats... Tout le monde parle des vertus de ce brave homme. Le pire, c'est que tout le monde est de bonne foi, sans aucun doute. Tout le monde se récrie : le racisme ? Quelle horreur, n'est-ce pas ?

Bien sûr, il y a des racistes en France, mais ils sont cantonnés à l'extrême droite, peut-être un peu à la périphérie de la droite « républicaine », mais tout le monde est « de gauche » dans ce lycée, donc, par essence, imperméable à toute vilénie.

Oui, mais voilà, « ici, ce n'est pas l'Afrique », a cru bon de rappeler ce professeur à une élève noire. Si elle avait été Finlandaise, il ne l'aurait pas rabrouée en disant qu'« ici, ce n'est pas la Finlande »... Mais que signifie au juste cette observation ? De quoi est-elle le nom ? Surtout, de quoi est le nom de ce chœur qui, de bonne foi, innocente ce cavalier blanc « injustement » taxé de raciste ?

Des siècles durant, l'Occident a colonisé, réduit en esclavage, exploité (exploite encore !) des pays où règnent la misère et la violence corollaire, particulièrement en Afrique. Il s'est trouvé quelques bonnes consciences tout au long de l'Histoire pour s'émouvoir de cet état de choses, mais l'écrasante majorité des populations des pays bénéficiaires s'en est accommodée. Consciement ou non, ces populations avaient intégré le fait que leur prospérité était largement fondée sur cette injustice.

Pour celles et ceux qui se souviennent du Candide de Voltaire, qu'ils se remémorent le passage de la rencontre avec le nègre de Surinam :

« En approchant de la ville, ils rencontrèrent un nègre étendu par terre, n'ayant plus que la moitié de son habit, c'est-à-dire d'un caleçon de toile bleue; il manquait à ce pauvre homme la jambe gauche et la main droite. « Eh ! mon Dieu ! lui dit Candide en hollandais, que fais-tu là, mon ami, dans l'état horrible où je te vois ? - J'attends mon maître, M. Vanderdendur, le fameux négociant, répondit le nègre. - Est-ce M. Vanderdendur, dit Candide, qui t'a traité ainsi ? - Oui, monsieur, dit le nègre, c'est l'usage. On nous donne un caleçon de toile pour tout vêtement deux fois l'année. Quand nous travaillons aux sucreries et que la meule

Joëlle est une militante infatigable de toutes les causes difficiles, la Palestine, la lutte contre le racisme et les discriminations... Sa fille, rentrant de son collège, lui raconte que l'un de ses professeurs a eu une phrase raciste. Qu'a donc dit ce professeur ? En guise de remontrance à une élève noire, il lui a dit qu'« ici, ce n'est pas l'Afrique ».



nous attrape le doigt, on nous coupe la main; quand nous voulons nous enfuir, on nous coupe la jambe : je me suis trouvé dans les deux cas.

C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe. Cependant, lorsque ma mère me vendit dix écus patagons sur la côte de Guinée, elle me disait : « Mon cher enfant, bénis nos fétiches, adore-les toujours, ils te feront vivre heureux; tu as l'honneur d'être esclave de nos seigneurs les blancs, et tu fais par là la fortune de ton père et de ta mère ». Hélas ! Je ne sais pas si j'ai fait leur fortune, mais ils n'ont pas fait la mienne.

Les chiens, les singes et les perroquets sont mille fois moins malheureux que nous; les fétiches hollandais qui m'ont converti me disent tous les dimanches que nous sommes tous enfants d'Adam, blancs et noirs. Je ne suis pas généalogiste; mais si ces prêcheurs disent vrai, nous sommes tous cousins issus de germains.

Or vous m'avouerez qu'on ne peut pas

en user avec ses parents d'une manière plus horrible.

- Ô Pangloss ! s'écria Candide, tu n'avais pas deviné cette abomination; c'en est fait, il faudra qu'à la fin je renonce à ton optimisme.

- Qu'est-ce qu'optimisme ? disait Cacambo. - Hélas ! dit Candide, c'est la rage de soutenir que tout est bien quand on est mal ; et il versait des larmes en regardant son nègre; et en pleurant, il entra dans Surinam ».

« C'est l'usage », dit le nègre de Surinam, certainement d'accord en cela avec ses bourreaux. Bien sûr, et c'est heureux, ces supplices ont disparu, mais pas la matrice qui les a rendu possibles. Cette matrice n'a jamais vraiment été remise en cause, revisitée. C'est donc qu'elle est encore à l'œuvre. Il y a donc un peu de la figure du nègre de Surinam dans la vision blanche d'un visage noir. Personne n'en est conscient. Personne n'admettra que quelque chose d'irréductible subsiste dans les inconscients collectifs des peuples de la nature de leurs relations séculaires.

D'ailleurs, il faut noter que les inconscients noir et blanc charrient la même his-

toire, celle de la justification de l'esclavage au nom d'une inégalité que tous deux intègrent depuis des siècles.

LE RACISME,
DE DROITE SEULEMENT ?

A la porte d'un hôpital de la banlieue parisienne, une affiche indique que les signes religieux extérieurs sont interdits. Sont visés naturellement les signes musulmans. La commune dont relève l'hôpital est une commune « de gauche »... Après tout, n'est-ce pas la gauche communiste qui a voté les pouvoirs spéciaux au « socialiste » Guy Mollet, ce qui a conduit à un bain de sang ?

S'il y a un procès à faire, Joëlle, ce n'est pas à ce malheureux professeur qu'il faut l'intenter. Ce sont les inconscients collectifs qu'il faut citer à la barre...

Le camp de Yarmouk, en Syrie, « accueille » des milliers de réfugiés palestiniens. L'endroit est misérable, insalubre. Par-dessus l'horreur de l'exode, les Palestiniens vivent ici celle de l'infra humanité. Ce n'était sans doute pas assez. Bachar El Assad leur a fait subir un bombardement en règle, sans que l'on sache pourquoi. Ce n'était pas encore assez. Daech vient d'investir le camp et promet un nouveau festival de décapitations télévisées. Personne ne se soucie vraiment de ce camp, devenu une succursale, un avant-goût de l'Enfer. Il est vrai que ses occupants, non contents d'être Arabes, n'ont même pas le tact d'être des chrétiens d'Orient, des caricaturistes parisiens ou des touristes européens en goguette au pays du jasmin.

Ce sont tout juste des damnés. Les occulter nous condamnerait à terme à venir grossir leurs rangs, tôt ou tard. Encore autre chose. La France découvre, depuis hier, que Le Pen père est raciste, pétainiste, vichyste... Il faut dire que ses dernières sorties ne sont pas piquées des vers ! Ca vient, paraît-il, contrarier l'opération de dédramatisation que conduit sa fille. A moins que cette sortie soit au contraire un soutien à Marine ? Elle peut ainsi, en faisant mine de rompre avec papa, acquérir définitivement la respectabilité dont elle rêve.

La paix, demain ? Sans remise en ordre de ce monde injuste ? Sans donner corps à une obligation ardente qui redonnerait le sens perdu à l'aventure humaine, celle d'une démocratie-monde, d'une égalité-monde, d'une fraternité-monde ?

Discriminations : La «class actions» bientôt légalisée

Par Fayçal Megherbi*

Le 4 mars 2015, François Hollande déclarait vouloir autoriser des actions de groupe contre les discriminations. La procédure d'action de groupe ou la « class actions » faisait partie des propositions du candidat Hollande, en 2012. Grâce à ce moyen d'action, les victimes de discriminations pourront faire condamner ensemble, en justice, les auteurs coupables de la pratique discriminatoire. Cette action de groupe est, aujourd'hui, réservée uniquement aux biens et aux services. Cette procédure a été introduite le 1^{er} octobre 2014 par la Loi Hamon, permet à des consommateurs ayant subi un préjudice d'être indemnisés collectivement.

La « class actions » donne la possibilité à plusieurs personnes, s'estimant victimes d'une discrimination liée à l'origine, le sexe, le handicap, l'âge ou encore les appartenances religieuses, politiques et syndicales, de saisir collectivement, la justice pour obtenir réparation.

Selon une enquête menée par le Défenseur des droits et du Bureau international du travail, la moitié des victimes « qui jusqu'alors ne se manifestaient pas pour dénoncer les situations de discrimination », auront la « class actions » comme moyen judiciaire pour porter, collectivement, un dossier devant la justice.

En matière de lutte contre l'atteinte au principe d'égalité, la France est, remarquablement, outillée sur le plan des institutions comme dans le domaine législatif. Cependant, le 17 février 2015, le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, M. Nils Muiznieks a rendu public un rapport dans lequel il s'inquiète « du recul de la tolérance », en France qui « a, aussi, un problème avec ses handicapés ». « Le commissaire s'inquiète du recul de la tolérance et du nombre élevé d'agressions verbales et de démonstrations injurieuses, à caractère haineux ou discriminatoire, recensées en France ».

Il déplore également « qu'aux discours s'ajoutent des actes haineux, qu'ils soient racistes, xénophobes, ou homophobes ». Cet état

des lieux menace, de manière considérable, la cohésion sociale et le principe d'égalité. Ce constat a été confirmé par la révélation, récente, du Premier ministre français, M. Manuel Valls, de l'existence d'un « apartheid territorial, social et ethnique », en France.

M. Muiznieks considère, en effet, qu'« un plan national d'action sur les droits de l'Homme » est nécessaire, « plutôt qu'une série de mesures indépendantes ».

Cette mobilisation, en matière de lutte contre les discriminations a, finalement, permis la création d'un nouvel outil. La « class actions », concept importé des Etats-Unis d'Amérique, pourra, concrètement, se mettre en œuvre par l'initiative d'une association, d'un syndicat ou du défenseur des droits.

Le juge se prononcera sur la responsabilité de la structure, auteur de la pratique discriminatoire et créera un groupe de victimes bénéficiant de l'indemnisation. Tout cela rendra la procédure judiciaire plus sûre d'aboutir à condamner l'auteur du comportement discriminatoire.

*Avocat au Barreau de Paris



Allez doucement, ne pensez à rien et mettez de côté vos soucis avant de franchir le seuil du hammam et de prendre un bain de vapeur. Surnommé bain turc, c'est l'endroit où l'on se rend pour prendre un bain de vapeur, s'exfolier la peau et se détendre. Un rituel hérité de nos ancêtres qui considéraient le hammam comme un mode de vie.

Aujourd'hui, plusieurs initiatives cherchent à le faire revivre. La scène du harem, qui existait jadis dans les palais des Mamelouks, est la première image qui revient à l'esprit en entrant dans le hammam Okal situé dans une ruelle étroite dans le quartier populaire de Boulaq (Beau Lac). Le hammam est facile à distinguer grâce à sa façade décorée ressemblant à un temple pharaonique. Il faut descendre un escalier étroit en colimaçon pour y pénétrer. Seul un rideau sépare le monde du hammam de l'extérieur.

Il est 10h : c'est la période consacrée aux femmes (de 8h à 17h). A l'intérieur, le hammam ressemble à une ruche. C'est un va-et-vient incessant de clientes et d'employées qui se déplacent dans tous les sens. Il faut d'abord passer par un point de «contrôle» : le comptoir surélevé dans la grande salle d'attente. Là, deux personnes sont chargées de prendre les objets personnels comme les portables, les lunettes ou les porte-monnaie qui seront rangés dans un placard. Les employées s'occupent également de donner un numéro à la cliente et de lui demander ce qu'elle veut faire.

Petit à petit, les yeux s'habituent à la faible lueur. Mais avant de se diriger vers al-maghtas, la salle chaude où se trouve le bassin, il faut passer par al-maslakh, l'endroit où les clientes se déshabillent. Elles restent en soutien-gorge et culotte, pudeur oblige. Une, deux, trois marches à descendre en courbant le dos avant de plonger dans un grand bassin rempli d'eau chaude d'où se dégage un épais nuage de vapeur qui sature l'atmosphère.

«Celui qui prend un bain ici ressortira très propre et en pleine forme, rien à comparer avec un bain pris chez soi», lance Soad Farid. Native du quartier, elle est une habituée du hammam et s'y rend depuis l'âge de 9 ans au moins deux fois par mois.

Si désormais Soad habite loin de ce quartier, elle n'a pas changé ses habitudes même si ses filles et belles-filles tentent de l'en dissuader. «Elles ont essayé de me convaincre d'aller au sauna ou aux centres de massage que l'on trouve partout au Caire, mais rien à faire, je ne changerai pas mes habitudes. Elles ne peuvent pas comprendre car elles n'ont pas fait l'expérience de prendre un bain turc», dit cette employée au ministère des Affaires étrangères.

Soad vient de passer toute la matinée au hammam. Pour elle, c'est un lieu de rencontre et de sociabilité, en plus du fait de prendre un bain chaud qui la remet en forme dans une ambiance relaxante. Après s'être plongée quelques minutes dans l'eau chaude, Soad s'assoie sur le bord du bassin pour transpirer et dilater ses pores. Puis elle quitte al-maghtas pour se rendre dans une autre salle où une employée du hammam va lui demander de se débarrasser de son soutien-gorge pour pouvoir lui frotter énergiquement le corps à l'aide d'un gant spécial appelé kassa. Une exfoliation qui va débarrasser la peau de ses impuretés et la rendre plus douce. Le bain chaud et le gommage, takyisse, sont les deux étapes essentielles d'un bain turc.

UNE TRADITION OTTOMANE

C'est sous l'Empire ottoman que les hammams sont arrivés en Egypte. Jadis, il y en avait 365, autant que le nombre de jours de l'année. Aujourd'hui, il n'en reste que 5 dans la capitale, présentant leurs services aux passionnés du bain turc. Ils y viennent se laver, se faire raser, masser, exfolier, épiler et surtout papoter. Tous les hammams du Caire sont classés au patrimoine national et dépendent du ministère des Antiquités. Leurs propriétaires ou leurs locataires n'ont pas le droit de les restaurer sans l'accord du ministère qui contrôle la plupart d'entre eux et est chargé de les restaurer. Une des conditions imposées aux exploitants de ces endroits est de ne rien changer à leur architecture initiale.

Okal Al-Nesri a pris en location un hammam depuis près de 15 ans. Il travaillait dans le domaine de la construction, mais a apprécié l'idée après avoir pris un bain turc avec ses amis dans un hammam situé dans le quartier de Hussein. «J'ai découvert les propriétés tonifiantes et relaxantes du bain de vapeur, c'est l'une des meilleures thérapies pour combattre le stress et la tension auxquels nous sommes soumis chaque jour. C'est également un moyen agréable pour améliorer notre aspect physique. La dilatation des pores provoquée par la chaleur facilite la pénétration de la vapeur et permet à l'épiderme de se débarrasser des

Bien plus qu'un hammam

Malgré la concurrence des centres de beauté et des spas, les bains maures reprennent vie.

Bien qu'il n'en reste plus que cinq au Caire, ils continuent d'attirer une clientèle fidèle à leur charme et à la douceur de vivre qui s'en dégage. Visite.



peaux mortes. La peau retrouve sa luminosité, son élasticité et sa souplesse. Après cette expérience j'ai voulu en faire profiter d'autres personnes», explique Okal, qui a cherché longtemps avant de trouver Hammam Al-Arbae, hammam du mercredi, qu'il a loué et restauré.

Aujourd'hui, ce hammam est très connu. Okal y est présent de 18h jusqu'à 6h le lendemain, période consacrée aux hommes. Sa femme ou sa soeur prennent le relais dans la matinée, réservée aux femmes.

A l'intérieur, tous les hammams sont composés de la même manière. Un long couloir mène à al-maghtas, où se trouve le bassin d'eau chaude. Pas de porte ni de séparation entre ce bassin et les autres pièces. Al-Fasiya est l'endroit où les clientes font leur gommage et qui comprend des espaces vides à droite et à gauche, avec des bancs en pierre pour s'asseoir ou se faire masser ainsi que des khelwas ou coins de douches.

Aujourd'hui, ceux qui dirigent les hammams profitent du vaste espace de la salle d'attente pour concevoir des coins séparés par des rideaux où l'on présente d'autres services tels que l'épilation ou le tatouage. Si dans le coin bassin, la vapeur d'eau et l'odeur du savon sont omniprésentes, dehors, c'est la musique et les discussions entre femmes qui dominent.

«Il faut normalement une heure en tout, mais celles qui viennent ici cherchent à se détendre et à papoter pour oublier leurs soucis. Elles peuvent passer des heures sans se lasser. Notre but est de mettre à l'aise toutes nos clientes», dit Om Azza, la femme de Okal qui porte un costume traditionnel. Sa voix est autoritaire lorsqu'elle donne des ordres à ses employées ou cherche une cliente qui a filé sans payer. Mais elle sait aussi chanter et danser pour ses clientes. Autour d'elle, les femmes se reposent après le bain en fumant la chicha ou en sirotant une tasse de thé à la menthe.

Des youyous remplissent soudain les lieux et un groupe de filles fait irruption dans le hammam. Ce sont les amies et les proches d'une mariée, qui vient prendre son bain de mariage. «J'ai déjà accompagné des amies au hammam et je sais comment la mariée est préparée, alors, je veux faire l'expérience aujourd'hui et me chouchouter un peu», dit Hend, qui n'habite pas très loin.

Traitée comme une reine, on lui fait plusieurs masques avant de l'enduire d'une huile qui porte le nom de dam al-ghazal ou sang de la gazelle. Le corps teinté de rouge, Hend va rester un bon moment dans la vapeur pour que ce produit fasse son effet. Puis, elle va être rincée et découvrir que sa peau a pris une couleur rose. Ses copines veulent faire de même, mais l'employée leur fait savoir que la mariée doit se distinguer des autres, car c'est son jour. Mais cela ne va pas les empêcher de partager avec Hend d'autres masques de beauté qui vont rendre leurs peaux plus soyeuses. «Tout est à base de produits naturels comme les grains de lupins moulus et l'encens, c'est ça qui distingue les hammams populaires des autres», affirme Om Azza.

Après avoir pris leurs bains, les filles se rassemblent chez Hana, la Nubienne, pour faire des tatouages au henné. C'est le moment le plus attendu. Après avoir bien observé le corps de la mariée, Hana va dessiner en quelques minutes, autour du nombril de Hend, un serpent qui semble bouger à chaque fois qu'elle fait le moindre mouvement. «Les tatouages de serpents et scorpions sont à la mode, je suis au courant de toutes les nouveautés grâce à Internet», affirme Hana en achevant de dessiner une branche à fleurs sur l'épaule de la mariée et qui descend sur son sein, puis ajoute le prénom de son mari, Omar, en dessous. Sur le dos, elle préfère lui dessiner un papillon avec de grandes ailes.

MARIAGES : LE PASSAGE OBLIGÉ

«Jadis, toutes les mariées se prépareraient au hammam car il n'existait pas d'autres endroits pour le faire. Mais depuis quelques années, les coiffeurs se sont accaparés le domaine. Aujourd'hui pourtant, le hammam semble redevenir à la mode : on apprécie à nouveau ces endroits spacieux et surannés qui datent de plus de 500 ans. En plus, il ne coûte pas cher», dit Om Azza. Elle ajoute que le prix d'un bain s'élève à 25 L.E., mais peut atteindre 200 L.E. si la cliente passe par toutes les étapes proposées.

Il y a peu encore, les bains turcs semblaient condamnés à disparaître à cause des saunas et des centres de beauté qui présentent à peu près les mêmes services, mais ces derniers n'ont jamais réussi à attirer la clientèle fidèle des hammams. Samira, femme au foyer, est native du quartier populaire de Sayéda Zeinab, mais habite à Maadi où les spas sont légion. Pour elle, pas question d'aller dans ces nouveaux centres de beauté, même si elle doit faire un long trajet pour se rendre au hammam qu'elle fréquente dans le quartier de Choubra.

«Tous les services que présentent ces centres sont artificiels, y compris la vapeur qui est produite par des machines. On vous désigne une dame en blouse blanche pour vous masser et qui sans cesse regarde sa montre pour terminer au plus vite. Dans le hammam, on est plus à l'aise et l'on prend son temps», dit Samira, 27 ans, une habituée du hammam Mechmech, qu'elle fréquente depuis 4 ans. C'est son mari qui l'a encouragée à s'y rendre. Lui-même y va de temps en temps. «La première fois que nous avons pris un bain au hammam, c'était le jour de notre mariage. Ce sont nos amis qui nous avaient conseillé de nous y rendre, puis c'est devenu une habitude pour nous», dit Sameh, le mari, propriétaire d'un magasin de tissus.

Hammam Al-Malatily est le hammam le plus vieux et le plus connu en Egypte. Situé dans le quartier populaire de Bab Al-Chaeriya, son aspect diffère des autres. Il est situé au milieu d'une ruelle étroite portant le nom de Nahassin, où les vendeurs de cuivre étalent leurs marchandises. Ils se servent des murs des bâtisses pour les suspendre.

A l'entrée d'un vieil immeuble, on peut voir une pancarte suspendue qui annonce un hammam à vapeur. Dès que l'on a franchi le seuil, on constate qu'il est dans un piteux état. Comme les autres hammams, il faut descendre quelques marches avant de passer par un couloir étroit pour y pénétrer. A l'intérieur, la composition est la même, les services également, sauf qu'il est mal entretenu et que ses murs sont dans un piteux état.

Cet état de négligence, comme l'affirme Zeinhom, le propriétaire, est la faute des inspecteurs des Antiquités qui ont interdit sa restauration. Un prétexte qui n'a pas empêché les autres propriétaires de veiller à la propreté et à l'hygiène de leurs hammams. Cependant, cet état n'empêche pas les clients du quartier de venir prendre un bain chez lui. Ce sont surtout les jeunes qui passent par là avant leur mariage, comme l'affirment Saber et ses amis qui s'y rendent tous les samedis. Zeinhom, 75 ans, le plus vieux propriétaire de hammam, fait partie de la quatrième génération de hammams.

LE HAMMAM DU MARDI

Hammam Al-Talat, le hammam du mardi, qui porte actuellement le nom de son propriétaire, Mechmech, est situé entre les quartiers Boulaq et Choubra. Restauré et bien entretenu, il a conservé la même architecture et a gardé la couleur grisâtre de ses murs, ses dalles en marbre et sa mosaïque qui couvrent son sol ainsi que sa très belle fontaine.

Ce qui distingue ce hammam des autres, ce sont sa propreté et la qualité des services. Le propriétaire a tout fait pour qu'il soit à la hauteur des spas des hôtels 5 étoiles. «J'ai tout prévu pour le bien-être des clients. A comparer avec les autres hammams traditionnels, il y a cette touche de modernité qui fait la différence», dit Mechmech Ibrahim.

Propriétaire d'une usine de recyclage de fer dans le même quartier, il a décidé de faire revivre le hammam de ses parents. Il a passé toute son enfance à observer son père et son grand-père qui s'occupaient de leur hammam, alors il a décidé de le restaurer il y a 12 ans et de l'ouvrir à nouveau. C'est un autre monde, quelques marches d'escalier, un couloir étroit et sombre et soudain, on replonge dans les histoires des Mille et Une nuits avec des photos de femmes ou d'hommes presque nus, étendus sur des dalles de marbre et entourés d'un épais nuage de vapeur et d'un personnel qui prend soin d'eux. Jadis, les hammams étaient très prisés des riches. Avec l'apparition des nouveaux spas, cette tradition s'est peu à peu perdue. Pourtant, depuis les années 2000, la tradition renaît et les hammams redevennent une alternative en vogue aux spas cinq étoiles.

Marocaine, j'ai fait l'ENA : j'ai cru en la France, elle m'a claqué la porte au nez

Anna est marocaine, elle a 27 ans dont 10 passées en France. Petite, on lui a toujours dit que la France lui offrirait un bel avenir. Après un parcours scolaire en or (deux licences, deux masters et un diplôme de l'ENA), elle a fait face au mur du marché du travail. Etrangère et trop qualifiée, personne ne voulait l'embaucher. Elle a fini par rentrer au Maroc, amère. Témoignage.

Rue89

Je suis arrivée en France en 2005, juste après avoir obtenu mon bac au Maroc dans un lycée français. La suite logique, quand on sort de ces lycées généralement réservés à une certaine élite, c'est de partir en France faire une grande école. C'est quasiment la voie normale. Mes parents voulaient que je puisse faire de belles études, ils ont toujours dit : "T'inquiète pas, on paiera."

LA SORTIE DE L'ENA, UNE BELLE DÉSILLUSION

En 8 ans, j'ai obtenu une double licence en histoire et en sciences politiques à Paris 1, deux masters 2 en Administration du politique et Gestion publique, dont le dernier à Dauphine et à l'ENA.

Puis après, j'ai intégré l'ENA pour deux ans. Mon cursus, réservé aux étrangers, était presque le même que celui des Français, à ceci près que les étrangers ne sont pas payés pendant leurs stages obligatoires et qu'à la sortie ils ne trouvent pas de boulot.

En fait, à la fin de l'ENA – puisque c'est un programme de coopération internationale – les étrangers sont sensés rentrer dans leur pays et faire bénéficier leur pays d'origine de tous les enseignements qu'ils ont reçus. Problème, ils ne sont pas accompagnés ni suivis... contrairement aux Français, pour qui on organise même des entretiens obligatoires avec des chasseurs de tête à la fin du cursus (des entretiens qui ne leur servent à rien puisqu'ils obtiennent leurs postes en fonction de leur classement).

"TON SECTEUR EST BOUCHÉ"

Moi, je n'avais pas d'idée précise de ce que je voulais faire, si ce n'est que j'étais intéressée par les affaires publiques. Je ne voulais pas revenir au Maroc. Rapidement, on m'a dit que le secteur était bouché et qu'il

valait mieux que je laisse tomber. En réalité, j'ai surtout compris que je n'avais pas le carnet d'adresse nécessaire et que personne ne voulait embaucher une étrangère, parce qu'administrativement, c'est très compliqué.

Je ne suis plus étudiante. Je reviens à Paris et me retrouve à chercher du boulot dans des branches qui ne m'intéressent pas, comme la banque ou les assurances. Là non plus, il n'y a pas de place. De mon côté, une certaine urgence se fait sentir puisque si je ne trouve pas de travail, je ne pourrais pas rester sur le territoire.

CASSE-TÊTE FRANÇAIS

Manque de bol, le secteur professionnel dans lequel j'exerce ne fait pas partie de ceux que l'État français qualifie de "secteur en tension". Ce que je veux dire par là, c'est qu'à moins de travailler dans le bâtiment ou la restauration par exemple, il est très difficile d'obtenir un titre de séjour et une embauche. Pourquoi ? Parce qu'il faut prouver que tu ne vas pas occuper le poste qu'un Français aurait pu prendre, mais surtout parce que ton employeur est obligé de payer une taxe à l'État pour t'embaucher. Donc en gros, on demande à ton employeur de payer pour que tu puisses bosser.

Là où la situation est comique, c'est que je ne peux pas candidater à un poste qui ne coïncide pas avec mon expertise professionnelle, dans le but d'obtenir ce titre de séjour. J'ai travaillé en préfecture, je sais très bien comment ça fonctionne. Je passe quand même des entretiens dans des boîtes et quand les gens voient mes diplômes, ils me demandent ce que je fais là.

L'IMPRESSION D'AVOIR AVALÉ UN TRÈS GROS MENSONGE

À ce moment-là, j'ai l'impression qu'on m'a menti. Le système t'explique qu'il faut que tu suives le chemin recommandé, fasses de belles études, ailles le plus loin possible... et puis du jour au lendemain, après avoir entendu que tu étais "un très bon élément" ou qu'on a fait con-



fiance à tes compétences à maintes reprises, on te traite quand même comme si t'étais arrivée en France sur un boat-people. Je veux dire : le problème n'est pas d'arriver ou non sur un boat-people, le problème c'est que le système français te fait croire que tu vas y arriver, et au moment où ça peut marcher, les portes se referment en deux secondes.

DÉPRESSION, CULPABILITÉ

Je tombe doucement mais sûrement en dépression. J'ai des angoisses surréalistes qui montent, je m'imaginais déjà avec une mesure de reconduite à la frontière alors que je vis ici depuis 10 ans... ou avec un job pourri, à peine payé, qui m'oblige à faire le mouton matin et soir à la Défense (quand bien même quelqu'un voudrait m'embaucher). Je n'ai pas signé pour cette vie-là quand on m'a dit "Bosse, continue, tu vas voir, ça va marcher."

Il y a la culpabilité, aussi. Celle de voir que mes parents paient mon loyer en France alors que je ne peux pas y travailler. Tout ce que j'ai fait ici, je le remets en question. À quoi ça a servi que je me décarcasse pendant si longtemps ? À quoi bon rester ici, même s'il me reste encore un peu de temps avant que mon visa n'expire ?

Ce qui est le plus dur, c'est l'impression de m'être menti à moi-

même, comme si je m'étais mise toute seule dans cette situation tout en sachant que ça ne déboucherait sur rien. Je me sens terriblement naïve d'y avoir cru. Quand j'en parle, c'est aussi ce que les gens me renvoient : "Personne ne t'a forcée."

Non personne effectivement. C'est juste le seul chemin qu'on m'a montré.

AU BOUT D'UN MOMENT, JE RENTRE AU MAROC CHEZ MES PARENTS

J'ai 27 ans, je suis partie de chez mes parents à 18 ans et je me retrouve à les appeler pour leur dire que je vais rentrer au Maroc, faute d'avoir trouvé un travail. Ils paniquent, ils ne comprennent pas la situation. Pour eux, vu l'argent qu'ils ont mis dans mes études, j'aurais dû m'en sortir sans problème.

C'était il y a un an. Aujourd'hui, j'ai trouvé du travail dans une usine. Mais selon un décret royal, en étant diplômée de l'ENA, j'avais le droit automatiquement à un poste auprès de l'État marocain. On m'a expliqué que ce décret ne s'appliquait plus, mais que je pouvais frauder le concours pour obtenir ce poste – auquel j'avais normalement droit. J'avais juste à venir le jour de l'épreuve, écrire mon nom en arabe sur la feuille et prévenir les responsables de mon passage.

J'AI LE SENTIMENT QUE NOTRE GÉNÉRATION A ÉTÉ SACRIFIÉE

Je suis blasée. À ma génération, on a fait croire que les études, c'était la voie royale. On nous a dit que c'était le seul moyen d'être heureux et épanoui. On nous a dit qu'il y aurait du travail pour tout le monde et que personne ne serait oublié. Et nous on a joué le jeu, on s'est donné à fond. Seulement, pendant qu'on jouait, les règles ont changé. Aujourd'hui, il n'y a personne pour nous écouter. Pour nos parents, nous sommes trop cyniques. Pour les plus vieux, on n'a pas connu la guerre donc on n'a pas de raison de se plaindre. Qui a besoin d'entendre ça, franchement ?

JE N'OSE PAS REPARTIR

Bien sûr qu'il y a des situations mille fois pires que la mienne. Bien sûr que je ne suis pas Cosette. Mais j'ai le sentiment qu'on est nombreux dans ce cas, nombreux à devoir renoncer à nos ambitions parce qu'on s'est moqué de nous, nombreux à qui on a fait des promesses qui ne seront jamais tenues, nombreux à devoir revenir vivre chez nos parents parce qu'on n'y arrive plus financièrement. J'ai pensé à partir au Canada, en Australie, aux États-Unis mais je crois que ce serait une fuite en avant. J'ai trop peur de me faire avoir une nouvelle fois.



Rebecca, Sarah, Hauwa,... Ces femmes sous l'emprise de Boko Haram

Elles se nomment Rebecca Samuel, Sarah, Hauwa,... toutes vivent sous le régime de la terreur de Boko Haram au Nigeria. Portraits.



Elle a dû choisir. Tout simplement entre attendre ou fuir. Devant le menace toute proche de Boko Haram, Rebecca Samuel est finalement partie de Chibok. Cette jeune mère âgée de 36 ans a pris le risque de laisser derrière elle sa fille Sarah trop occupée à passer son examen au lycée. A se dessiner un destin dans un pays sinistré. La scène se déroule en avril dernier, il y a presque un an. L'adolescente tente d'obtenir son diplôme au Nigeria lorsqu'elle est kidnappée par Boko Haram dans le village de Chibok au nord-est du pays. Le 14 avril 2014, Sarah est à l'internat pris pour cible par le groupe islamiste. La lycéenne et 275 autres camarades sont enlevées lors de ce raid. Cinquante-sept réussissent finalement à s'enfuir. Plus de dix mois plus tard, le monde est sans nouvelles des autres, dont Sarah seulement âgée de 17 ans.

Un an après, rongée par les remords, Rebecca ne s'en est toujours pas remise. «Je pleure tous les jours», raconte-t-elle, dans son nouveau refuge, à Abuja.

LES FEMMES COMME ARME DE GUERRE

Selon un rapport de Human Rights Watch (HRW) datant de 2014, plus de 500 fem-

mes et jeunes filles ont été enlevées par Boko Haram en cinq ans. D'autres organisations font état de chiffres plus alarmants. Ces otages ont souvent été violées, forcées à se marier et traitées en esclaves domestiques dans les camps du groupe extrémiste. Certaines jeunes filles ayant réussi à fuir ont également raconté avoir été amenées en première ligne, lors des combats, notamment pour transporter les munitions.

Boko Haram a de plus en plus recours à de très jeunes filles, pour ne pas dire des enfants, comme kamikazes lors d'attentats-suicides dans les villes du nord du Nigeria encore sous contrôle gouvernemental. Par exemple, le mois dernier, une fillette d'à peine 7 ans a actionné sa ceinture d'explosifs dans un marché très fréquenté de Potiskum (nord-est), faisant au moins cinq morts et 19 blessés.

histoire. Celle d'Hauwa Mohammed. Elle est l'une des 158 otages à avoir été libérées par Boko Haram le 23 janvier dernier, deux semaines après avoir été enlevée dans le village de Katarko, dans l'État de Yobe. «J'étais pleine de rage et de haine contre les islamistes», a-t-elle confié à l'AFP, en évoquant ses semaines de captivité. Elle a également évoqué une captivité de ses trois filles et comment les ravisseurs les ont forcées à adhérer à leur pensée jihadiste. «Comment est-ce que je pourrais adhérer à leur idéologie, eux qui encouragent le meurtre, la destruction, les enlèvements, le viol?»,

s'indigne Hauwa. Encore aujourd'hui, elle ne comprend toujours pas pourquoi elle a été libérée. Elle ne peut s'empêcher de penser à toutes celles qui n'ont pas eu cette chance. «Je prie (...) pour qu'elles soient libérées de cette vie d'horreur».

"SEUL DIEU PEUT NOUS VENIR EN AIDE"

Dans le nord du Nigeria, où l'insurrection islamiste a fait plus de 13.000 morts depuis 2009, les spécialistes dénoncent depuis des années la pauvreté, le manque d'éducation et de perspectives, qui poussent les jeunes à se radicaliser. Il existe dans cette région majoritairement musulmane, qui abrite la moitié des 173 millions de Nigériens, des inégalités entre les sexes. Les filles sont les premières à être mises à l'écart du système éducatif. La preuve : deux tiers des jeunes filles de 15 à 19 ans ne savent pas lire une phrase complète, selon une étude du British Council. Pire, seules 3% d'entre elles terminent leurs études secondaires.

Sarah Samuel aurait pu faire partie de cette petite minorité si elle avait pu passer son examen au lycée de Chibok. Au lieu de cela, elle a passé son 18e anniversaire dans les camps de Boko Haram. Sa mère pense qu'elle a sans doute été «mariée de force» ou «réduite en esclavage». Anéantie, Rebecca en est certaine : «Seul Dieu peut nous venir en aide». Plus personne ne peut plus rien pour sa petite Sarah.

Le poulet, la protéine du pauvre

Selon les chiffres de l'Association nationale des producteurs des viandes de volailles (APV), le secteur de l'aviculture a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 19,4 milliards de dirhams (MMDH) et des investissements de l'ordre de 7,4 MMDH. Au-delà des chiffres, ce secteur revêt une dimension sociale très importante.

MarocHebdo
INTERNATIONAL

Le "boom" que connaît l'aviculture au Maroc peut être justifié par l'énorme potentiel du marché local. Alors que les prix des viandes rouges restent trop élevés pour une grande frange de la population, notamment les classes les plus démunies, le poulet représente une alternative intéressante. Les citoyens en quête de protéines pour équilibrer leur alimentation s'abattent sur les différents points de vente de volaille, en particulier les détaillants, ou "ryacha", dans les souks, qui restent les principaux fournisseurs du citoyen.

Parmi ces souks figure celui de Derb Ghallef, situé au cœur d'une zone à haute densité démographique, à Casablanca. L'accès à cet espace est une tâche peu aisée. Les locaux de fortune qui servent de commerce à ces "ryacha" se trouvent enclavés au cœur d'un bloc de bidonville. A ce paysage, peu confortable à l'oeil à cause de l'agencement hasardeux des "boutiques", s'ajoutent des odeurs peu plaisantes, pour faire des courses des abonnés de ce souk une pénible corvée.

L'absence d'infrastructures de base accentue les effets polluants de l'abattage et de la vente de volailles, mais cela ne décourage nullement la très fidèle clientèle, en l'occurrence les classes populaires. Selon Abdelaziz, un des "ryacha" du souk, l'affluence est généralement bonne et stable. «Les gens ne prêtent pas attention aux conditions de commercialisation ici, et puis il ne faut pas en faire toute une histoire, personne ne s'est jamais plaint,

donc tout est dans l'ordre», ajoute-t-il avec un sourire malicieux.

Ce constat semble faire l'unanimité chez les habitués du marché. Du moins pour Latifa, une quadragénaire qui habite à quelques dizaines de mètres du marché, et qui s'y rend régulièrement pour faire ses courses. «La situation ici laisse à désirer, et les odeurs sont insupportables, mais ça peut aller. Cela fait des années que nous nous approvisionnons dans ce souk, et on n'a jamais souffert d'effets sur notre santé».

Cependant, et loin des avis de Abdelaziz et de Latifa, la législation marocaine est claire sur cette question-là. En effet, la loi 49/99, relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles interdit l'abattage traditionnel, auquel s'adonnent les vendeurs de poulet et "ryacha" dans les souks. Déclaration des autorités chargées de l'hygiène.

Sauf que l'activité de ces "ryacha" ne peut être soumise au contrôle des services chargés de l'hygiène dans la métropole. Selon Rachid El Yazidi, président du service d'hygiène dans l'arrondissement de Ain Chok, ces commerçants agissent hors la loi et leur cas dépend des autorités locales. «La Charte communale limite notre champ d'action, qui ne couvre que les marchés structurés et autorisés. Et même ces marchés sont le théâtre de violations des règles d'hygiène», ajoute M. El Yazidi.

UNE FILIÈRE FLORISSANTE

D'après l'APV, la production de viande de poulet est passée de 130.000 tonnes en 1995 à 456.000 tonnes en 2014, alors que la pro-



duction de la viande de dinde est passée de 3 tonnes en 2000 à 78.000 tonnes en 2014. Ce rythme soutenu d'évolution a plusieurs justifications. Pour Abderrahim Chaoui, ingénieur avicole, il faut voir du côté des investissements grandissants dans la production des poussins. «Les sociétés du secteur ont augmenté considérablement leur capacité de production, et l'une de ces entités a même atteint un million de poussins produits par semaine, soit près de 2 millions de kilos», explique M. Chaoui. Après avoir atteint l'autosuffisance, le Maroc vise désormais les marchés extérieurs, notamment africains. Cependant, les producteurs doivent encore faire avec les aléas de la nature, à savoir les maladies qui touchent les volailles. Si la capacité initiale de production est de l'ordre de 9 millions de poussins par semaine, seulement 6 à 7 millions survivent, indique M. Chaoui. «La maladie de Gumboro, du nom de la ville sud-américaine où elle est apparue pour la première fois, représente la plus grande menace pour

les producteurs, car elle peut anéantir jusqu'au quart de la production totale des poussins dans une exploitation», ajoute-t-il.

ET LES CONTRECOUPS ?

Bénéficiant de son prix largement abordable par rapport à la viande rouge, le poulet est massivement consommé. La consommation annuelle par individu est passée de 2,3 kg dans les années 1970 à près de 17 kg en 2104. Intrigués par les conditions d'élevage, d'abattage et de commercialisation des volailles, certains consommateurs se posent encore des questions sur les effets que pourrait engendrer la consommation ce type de viande. Pour Dr. Wafaa Chorfi, médecin nutritionniste, la viande du poulet, dite blanche, n'a rien à envier à la viande rouge, notamment en apport en protéines. Les viandes blanches sont seulement moins riches en fer, mais cet écart peut être rattrapé à l'aide d'autres aliments riches en cette matière. Selon elle, «la consommation

du poulet peut avoir des répercussions négatives sur la santé, allant jusqu'à provoquer des cancers, mais ce risque est presque inexistant au Maroc, car les pratiques dans les élevages de poulets, notamment en matière d'alimentation, diffèrent de celles, très risquées, menées dans certains pays industrialisés».

Un avis confirmé par M. Chaoui, qui assure que les éleveurs au Maroc, s'appuient pour alimenter les poulets, sur une "moulée" composée de variantes de céréales et de farine de poisson qui ne présente aucun risque pour la santé des consommateurs.

Le Maroc a donc un grand défi, à savoir augmenter la moyenne de consommation par personne, qui demeure faible par rapport à d'autres pays comme la France (23 kg/personne), l'Arabie Saoudite (40,7 kg/personne) ou l'Espagne (27 kg/personne). Et, dans ce cadre, l'ambitieux "Plan Maroc vert", lancé par le Roi Mohammed VI, en avril 2008, constitue le fer de lance.

L'EXPRESS

S'il fallait encore se convaincre que le "burn-out" préoccupe les salariés français, l'histoire de l'Anbosyn apporte un nouvel indice. Lancé le 7 janvier, ce premier complément alimentaire présenté comme luttant contre le syndrome d'épuisement professionnel a déjà connu une rupture de stock d'après son fabricant, qui n'avait pas anticipé un tel engouement.

Ces boîtes orangées de 60 comprimés, vendues près de 30 euros, avaient tout pour se noyer dans les rayons des pharmacies. Mais deux reportages diffusés sur des chaînes locales en Aquitaine ont servi de tremplin. Selon Victa-lab, qui le commercialise, près de 20 000 boîtes se seraient écoulées. "On a aussi reçu plus d'un millier d'appels de clients potentiels, en grande détresse dans leur vie professionnelle, assure Ludovic Beaulieu, son dirigeant, lui-même frappé par un burn-out en 2009. On est un peu submergé par tout ça."

Alain Jacquet est moins surpris. "Je sais que quand on dit 'burn-out', ça intéresse tout le monde", note ce médecin du département de pharmacologie clinique du CHU de Bordeaux. Entre 2012 et 2013, il a mené des essais cliniques pour le compte d'un investisseur belge. Flairant un bon filon, ce dernier a investi 300 000 euros pour tester, sur des victimes d'épuisement au travail, une préparation destinée aux golfeurs professionnels: un mélange de protéines de lait, réputées antidépresseurs, d'éléuthérocoque qui agit sur la gestion du stress, de taurine "pour son effet boostant" et d'extramel, "extrait d'un melon riche en antioxydant qui freine le vieillissement cellulaire".

EN PLUS D'UN SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Un banal complément alimentaire pour combattre cette "combustion" physique et psychique qui conduit parfois au suicide? L'idée a de quoi faire des sceptiques. Pour contrer

Un complément alimentaire s'attaque au marché du burn-out

En vente depuis janvier, l'Anbosyn promet d'aider les salariés victimes d'épuisement professionnel à se remettre sur pied. A en croire ses concepteurs, il s'arrache déjà en pharmacie, mais gare au mirage d'un produit "miracle"...



les critiques, Alain Jacquet a pris soin de mener sur l'Anbosyn des essais qui s'appliquent d'habitude aux médicaments. "Le protocole a été soumis et validé par l'Afssaps [devenue ANSM, NDLR], puis par un comité de protection des personnes", insiste-t-il. 87 salariés en burn-out "sévère ou élevé", non traités par antidépresseurs, ont été retenus parmi une centaine de candidats. La moitié a reçu l'Anbosyn pendant trois mois, l'autre un placebo, ni le médecin ni le patient ne sachant qui prenait quoi. "Les résultats ont été déposés à l'Inserm avant la 'levée d'aveugle'", précise Alain Jacquet, qui a publié ses travaux dans le Journal of Interna-

tional Medical Research de février 2015. Que disent-ils? "On constate une amélioration de 75% des symptômes dépressifs chez les patients sous Anbosyn et de 20% pour le placebo, indique Alain Jacquet. Les signes du burn-out se sont réduits de 30 à 40%." Les effets se manifesteraient au bout de six semaines. Mais gare au mirage d'un produit "miracle", prévient le médecin: "Ça ne sert qu'à améliorer les bons résultats obtenus par la prise en charge psychologique".

UN RISQUE DE BANALISATION ?

Les salariés suivis pendant les essais ont en effet reçu un accompagnement pour les

aider à "verbaliser" leurs soucis professionnels, ce qui peut expliquer le soulagement ressenti aussi par ceux sous placebo. Victa-lab promet que les prochaines boîtes d'Anbosyn contiendront une mise en garde. "Il faut prévenir les consommateurs que les résultats ne peuvent être atteints sans suivi psychologique, assure Alain Jacquet. Je ne veux pas que des victimes de burn-out me disent: 'j'ai pris votre produit trois mois et ça n'a rien donné.'" Pour l'heure, aucun avertissement ne figure sur l'emballage, ni dans les publicités diffusées par le fabricant.

Finalement, "rien de nouveau sous le soleil", estime Jean Krakowiecki, président de l'Institut de recherche sur le stress: "Un organisme en burn-out est un organisme fatigué. Un complément alimentaire va donc aider au rétablissement en lui apportant ce qui lui manque. L'efficacité de l'éléuthérocoque, par exemple, est déjà connue." Alors que le cabinet Technologia évalue à plus de trois millions les actifs français à risque de burn-out, le marché s'annonce pourtant vaste pour l'Anbosyn. Le danger? Que ce type de produits "banalise l'épuisement professionnel", prévient Philippe Rodet, médecin et spécialiste du stress au travail, plutôt prudent. "Si un salarié en 'pré burn-out' pense aller mieux en prenant un complément alimentaire au lieu de consulter, on peut passer à côté de cas graves."

D'autant qu'à mesure que le terme de "burn-out" se diffuse auprès du grand public, une certaine confusion grandit entre ce qui relève d'une fatigue ou d'un stress passagers, de la dépression, et du réel épuisement professionnel. En France, le burn-out est généralement mesuré par des questionnaires psychologiques. "Il serait intéressant d'explorer des moyens de le confirmer biologiquement, à partir du dosage du cortisol par exemple, juge Philippe Rodet. Il est important d'avoir des éléments précis de diagnostic pour juger des effets de tel ou tel traitement." Un enjeu de taille, alors que se pose la question de la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle.

Inde Des drones pulvérisant du poivre pour disperser les manifestants

La police d'une ville du nord de l'Inde a annoncé mardi qu'elle disposait désormais d'une nouvelle arme pour disperser les manifestations: des drones pulvérisateurs de poivre. Le chef de la police de Lucknow, capitale de l'Uttar Pradesh et huitième ville la plus peuplée d'Inde avec deux millions d'habitants, a précisé à l'AFP que ses équipes avaient positivement testé cinq drones. «Les résultats ont été excellents. Nous avons réussi à comprendre comment les manoeuvrer afin de cibler avec précision, y compris en cas de vent et dans des secteurs congestionnés», a déclaré ce responsable, Yashasvi Yadav. Les drones ont été acquis pour la somme d'environ 600.000 roupies (9.600 dollars) l'unité et seront mis en service à partir de fin avril. «Le poivre n'est pas mortel, mais très efficace pour contrôler la foule. Nous pouvons le pulvériser de différentes hauteurs pour avoir le maximum de résultats», a-t-il encore ajouté. Ces cinq drones sont équipés



de caméras haute-définition et peuvent transporter jusqu'à deux kilos de poivre, dans un rayon d'un kilomètre. La police de Lucknow a déjà utilisé des drones pour des missions de surveillance,

notamment lors de rassemblements religieux. De nombreuses manifestations, pacifiques mais aussi entachées de violences, ont lieu chaque jour en Inde, qui compte 1,2 milliard d'habitants.

Turquie Erdogan : la presse «complice» des tueurs d'un magistrat



Le président islamiste-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan a lancé mercredi une nouvelle salve d'attaques virulentes contre la presse, accusant des journaux et des chaînes de télévisions turcs d'être «complices» des tueurs d'un magistrat turc en publiant des photos de leur prise d'otage sanglante. «Les établissements qui ont ouvert leur pages et leurs écrans à la propagande des terroristes, ont été complices du meur-

tre de notre procureur», a martelé M. Erdogan devant un parterre d'élus locaux dans son nouveau palais controversé. La justice turque mène actuellement une enquête contre quatre journaux notamment pour «propagande terroriste» pour avoir publié une photo du magistrat pendant la prise d'otage à Istanbul la semaine dernière qui s'est soldée par sa mort et celle de ses deux ravisseurs, des militants d'un groupus-

cule d'extrême gauche. Les autorités reprochent aux quotidiens d'avoir reproduit l'image du procureur, mains liées et bouche bandée, avec un pistolet braqué sur la tempe par l'un des deux assaillants. «Je condamne avec force les organes de presse qui ont été aux côtés des terroristes», a lancé l'homme fort de Turquie, affirmant qu'un tel incident n'aurait pu se produire dans un pays de l'Ouest. «Dans les pays occidentaux considérés comme le berceau de la démocratie et des droits et libertés, une telle situation ne se produira jamais. Dans ces pays, les institutions de presse devenues les outils de propagande du terrorisme et du terroriste se verraient adresser une injonction d'interdiction formelle», a poursuivi M. Erdogan qui a créé en Turquie sa propre presse et s'en prend régulièrement aux organes indépendants. Pendant la prise d'otage, l'organisme de contrôle de l'audiovisuel turc a interdit aux chaînes de télévision du pays de retransmettre en direct des images de l'événement. L'ONG Reporters sans frontières (RSF) avait déploré ce nouvel exemple de «censure» imposé par le gouvernement turc. La Turquie figure régulièrement en tête des palmarès des pays les plus répressifs en matière de liberté de la presse, dressés par les ONG.

USA Un policier blanc inculpé de meurtre d'un Noir après une vidéo l'incriminant

Un policier blanc a été inculpé de meurtre en Caroline du Sud, après la diffusion d'une vidéo le montrant tirer plusieurs coups de feu sur un homme noir non armé, dans un contexte de vives tensions raciales aux Etats-Unis. Walter Scott, 50 ans, a été abattu samedi dans la ville de North Charleston après une altercation avec le policier à un contrôle routier, l'un des feux de son véhicule ne fonctionnant plus. Cet incident intervient dans un contexte déjà tendu et risque de raviver un peu plus les tensions raciales aux Etats-Unis, déjà secoués par de nombreuses affaires d'hommes noirs abattus ou brutalisés par des policiers blancs. L'incident qui s'est produit sur un terrain vague a été filmé par un passant, qui lance des jurons tout en enregistrant la scène. Le policier, Michael Slager, 33 ans, qui risque la peine de mort ou 30 ans d'emprisonnement, a été transféré mardi au centre de détention du comté de Charleston, a annoncé la police. Le père de M. Scott, également prénommé Walter, s'est dit mercredi anéanti par la mort de son fils. «La façon dont on lui a tiré dessus, on aurait dit qu'il (le policier) essayait d'abattre une biche (...) Je ne sais même pas si c'est du racisme ou s'il a un problème mental», a-t-il dit à la chaîne NBC, tout en «remerciant Dieu que (les autorités) aient la vidéo». Le policier a d'abord affirmé via sa radio, après les coups de feu, que la victime



avait pris son pistolet paralysant, selon le quotidien New York Times. Mais la vidéo montre que Walter Scott a été touché par ce pistolet paralysant au moment où une altercation opposait les deux hommes. Alors que la victime, un homme corpulent, s'enfuit, courant avec difficulté, le policier dégainait son

pistolet et tire huit fois sur l'homme. Il s'effondre après le dernier coup de feu. L'officier marche alors vers l'homme, allongé par terre, lui enjoignant de mettre les mains dans le dos avant de lui passer les menottes. Puis, il semble récupérer un appareil qui est tombé pendant l'altercation et le jette près du corps de la victime.

La vidéo a été envoyée au New York Times par l'avocat de la famille de la victime, et a été diffusée par plusieurs médias. Dans le mandat d'arrêt visant le policier et que l'AFP s'est procuré, il est indiqué que «Thomas Slager (...) a illégalement et avec préméditation tué la victime. Il a tiré sur la victime à plusieurs reprises dans le dos après une altercation». Lors d'une conférence de presse mardi soir, la famille de la victime avait rendu hommage au «héros» qui a filmé la scène. «S'il n'y avait pas eu de vidéo, connaîtrions-nous la vérité?», s'est interrogé le frère de la victime, Anthony.

Scott a été touché par cinq balles — trois fois au dos, une fois à l'oreille et une fois à la fesse — selon l'avocat de la famille, Chris Stewart, citant le médecin légiste, a rapporté le New York Times. Dans un communiqué, le ministère de la Justice a annoncé qu'il prendrait «les actions appropriées à la lumière des preuves et des développements» de l'affaire, précisant que le FBI avait également ouvert une enquête.

Mexique : 15 policiers tués dans une embuscade

Quinze policiers ont été tués dans une embuscade dans l'ouest du Mexique, une des attaques les plus meurtrières pour les forces de sécurité depuis le lancement de l'offensive contre les narcotrafiquants en 2006. L'attaque a été perpétrée lundi sur une route montagneuse proche de la station balnéaire de Puerto Vallarta et menant à Guadalajara, deuxième ville du Mexique, par des hommes armés qui ont ouvert le feu sur un convoi de véhicules de la police de l'Etat du Jalisco. Le responsable de la sécurité de cet Etat, Francisco Alejandro Solorio, a indiqué à la presse qu'on avait aussi dénombré cinq policiers blessés, actuellement dans «un état stable». Les autorités ont affirmé être en possession de preuves selon lesquelles cette agression a été préparée avec soin à

l'avance. Il n'a pour l'instant été rapporté aucune victime du côté des agresseurs. «Le passage des véhicules a été bloqué. Ils ont commencé par arroser les véhicules avec de l'essence avant d'y mettre le feu, et quand les collègues ont tenté de répondre à l'agression, ils ont été attaqués par un grand nombre de personnes», a raconté M. Solorio. Selon les autorités, il s'agirait d'une vengeance d'un groupe criminel après l'arrestation de suspects pour une agression manquée contre M. Solorio le 30 mars. «Ces attaques sont une réaction du crime organisé après une attaque contre moi», a dit M. Solorio. Il n'a pas précisé quel groupe était responsable de l'attaque, qui a donné lieu à quatre arrestations, mais une source officielle a indiqué à l'AFP qu'il pourrait s'agir du cartel local Jalisco Nouvelle Génération.

Indonésie Il survit à un vol d'une heure caché dans le train d'atterrissage



Un jeune Indonésien caché dans le train d'atterrissage d'un avion assurant la liaison entre les îles de Sumatra et Java a survécu à un vol d'une heure en dépit de températures glaciales et du manque d'oxygène, ont annoncé mercredi les autorités. Mario Steven Ambarita, 21 ans, se trouvait dans le train d'atterrissage d'un Boeing 737-800 de la compagnie nationale Garuda Indonesia à son arrivée à l'aéroport international proche de Pekanbaru (Sumatra), a dit le directeur général du transport aérien, Suprasetyo, qui n'a qu'un patronyme comme nombre d'Indonésiens.

«A l'atterrissage à l'aéroport, il marchait en chancelant et saignait d'une oreille, mais il va bien maintenant», a ajouté Suprasetyo. «Il a vraiment mis sa vie en danger dans la mesure où

l'avion a atteint une altitude de jusqu'à 34.000 pieds (10.300 mètres), où il y a peu d'oxygène et où la température est inférieure à zéro degré», a souligné le responsable. Interrogé par la police, le jeune homme, qui n'avait pas de documents d'identité sur lui, a affirmé s'être préparé depuis un an à cette aventure en observant la situation à l'aéroport d'où il avait décollé. Il n'a pas été précisé pour quelles raisons le voyageur avait choisi de se cacher dans le train d'atterrissage. Selon des médias locaux, le jeune homme voulait désespérément se rendre à Jakarta, sa ville natale. A la suite de cet incident, le ministère des Transports a imposé des sanctions à des responsables de l'aéroport d'où avait décollé l'avion, et promis d'améliorer la sécurité afin d'éviter la répétition d'un tel événement.

Microsoft veut embaucher des autistes

Le géant informatique américain Microsoft a lancé un programme pilote en vue d'embaucher des personnes autistes. «Les personnes autistes apportent des forces dont nous avons besoin chez Microsoft», a expliqué Mary Ellen Smith, vice-présidente de Microsoft et elle-même mère d'un enfant autiste, la semaine dernière sur le blog officiel du groupe. «Chaque individu est différent, certains ont une capacité incroyable à retenir des informations, réfléchissent à un niveau (élevé) de détail et de profondeur, ou excellent en mathématiques ou en programmation informatique», a-t-elle poursuivi, évoquant «un réservoir de talents». Le programme pilote vise à recruter des autistes pour des emplois à plein temps à Redmond, le siège du groupe informatique, au nord-ouest des Etats-Unis. Il est réalisé en partenariat avec Specialisterne, un réseau d'entreprises d'origine danoise «utilisant les caractéristiques des personnes autistes comme un avantage concurrentiel» et les aidant à trouver un emploi, selon son site internet. Une majorité des salariés de Specialisterne ont été diagnostiqués comme autistes, à



un stade ou un autre, et travaillent comme consultants pour des entreprises privées avec des tâches comme le test de logiciels, la programmation ou la validation de données, détaille le site. Specialisterne aide déjà depuis l'année dernière un autre gros groupe informatique, le spécialiste allemand des logiciels professionnels SAP, à recruter des personnes autistes.

En présence des consuls de France, d'Espagne et du Maroc Présentation du projet de restauration de «Santa Cruz»

C'est en présence des trois consuls de France d'Espagne, du Maroc, à Oran, de l'Evêque d'Oran, du président de l'APW et des opérateurs économiques de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie CCIO, que le projet de restauration de «Notre Dame de Santa Cruz» a été présenté, à la CCIO.

K. Assia

Cette rencontre a permis aux représentants de la société française, chargée de la réalisation de cet ambitieux projet, d'explicitier l'opération, sa spécificité et tous les volets liés à la restauration de ce monument historique de la ville.

C'est, en effet, le but assigné de cette rencontre explique le président de la CCIO puisque un appel a été lancé, à tous les notables d'Oran, opérateurs économiques de la CCIO d'adhérer à ce projet. Celui-ci porte sur des travaux de restauration de la chapelle, le dôme, la statue et toute la tour, véritable vestige d'Oran. Les opérateurs économiques sont, donc, invités à contribuer, financièrement, à la concrétisation de ce projet, a noté le 1^{er} vice-président de la CCIO.

A ce jour, de nombreuses entreprises ont confirmé leur volonté de s'associer à cet ambitieux projet : l'ambassade de France, la wilaya d'Oran, l'APC d'Oran et des communes voisines, Sonelgaz, le groupe 'Mehri', Air Algérie, la Chambre de Commerce et d'Industrie algéro-française (CCIAF), le groupe NCA Rouiba, etc.

D'autres entreprises et institutions (dont l'Union européenne) sont en train d'étu-



dier le dossier et devraient pouvoir se positionner dans les prochaines semaines. Quelques particuliers ont, également, confirmé leur contribution.

«La restauration de ce monument représente une valeur ajoutée pour la wilaya d'Oran qui, depuis plusieurs mois, a initié de nombreux projets pour la relance du Tourisme», a noté le président de la CCIO. Tout en soulignant l'impact

de ces travaux, l'assistance n'a pas hésité à mettre en exergue l'état de dégradation dans lequel se trouve ce monument. En attendant l'autorisation du ministère de la Culture, pour entamer les travaux, il y a lieu de signaler que le projet vient, à point nommé, pour préserver ce patrimoine puisque, dans deux ans, ce site allait disparaître, si cette opération n'a pas été initiée à temps.

Une commission de l'APN visite l'Ecole des cadets

L'Ecole des cadets de la nation d'Oran «Chahid Hamdani Adda dit Si Othmane» parie sur le développement technologique en méthodologie pédagogique adoptée, a déclaré, mardi, son commandant le général Abdelaziz Haouam. A l'occasion d'une visite à cette école par la commission de défense nationale à l'Assemblée populaire nationale (APN), conduite par son président, Belkacem Bensalem, cet officier supérieur a souligné que l'établissement de formation veille au développement des technologies qui permettent d'accroître le niveau et les aptitudes des scientifiques de ses élèves. Le général Haouam a ajouté que l'enjeu de développement pédagogique à l'école s'inscrit dans le cadre du grand

intérêt accordé par l'état-major de l'ANP à la formation et la modernisation. Il a abordé, à cette occasion, les moyens et possibilités dont dispose l'Ecole des cadets de la nation d'Oran dans ce domaine, à l'instar des laboratoires d'informatique et des sciences expérimentales dotées de systèmes modernes d'enseignement et ceux des langues étrangères. Les membres de la commission de défense nationale à l'APN ont saisi l'occasion pour s'enquérir des conditions d'enseignement dans cette école et les formations dispensées, dont la formation de base et l'enseignement des bases de la citoyenneté qui les qualifient à accéder aux écoles supérieures de l'ANP.

Ils ont également visité des structures

et commodités dont recèle cette école qui compte 324 élèves des trois classes secondaires disposant de 18 salles, amphithéâtres, laboratoires et espaces de sport, de loisirs et de culture. L'Ecole des cadets de la nation d'Oran est ouverte depuis 2008 sur décision du président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelaziz Bouteflika. Elle a pour mission la relance des Ecoles des cadets de la nation qui constituent le prolongement historique des Ecoles des cadets de la révolution. Depuis son ouverture, cette école a décroché les premiers taux de réussite au baccalauréat et les premières places au concours et compétitions scientifiques et sportives.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Rana fi rahma



n'est pas en renforçant les rangs des agents de l'ordre qu'on y viendra à bout. Car, il s'agit, ici, de la violence qui est engendrée par l'insécurité, la vraie. Celle qui rend la vie difficile. Celle qui pousse l'individu vers

les tranquillisants, celle-là qui provoque des souffrances physiques et psychologiques. Celle des mois difficiles où les factures s'accumulent et les dettes s'entassent. L'insécurité qui réside en la peur de perdre son emploi, dans l'angoisse des lendemains qui n'en finissent pas de désenchanter. La violence engendrée par le manque de logements, des sans-toit ni loi face à la parade obscène de ces nouvelles fortunes pétries, on ne sait où, grâce à des agents de l'ordre économique et des lois faites sur mesure. C'est dans ce climat que la population va accueillir le tramway qui les conduira, plus vite et sûrement, au nulle-part. C'est dans ce climat que se construit la plus grande mosquée des mosquées. C'est dans ce climat que bientôt on va accueillir les nouveaux partis qui auront pour mission de créer un embouteillage politique sur l'autoroute de la démocratie de l'asphalte. C'est dans ce climat qu'on va demeurer fi clima.

Consommation de lait de vache non pasteurisé

22 cas de brucellose humaine enregistrés en 2014

J. Boukraa

La brucellose est un problème de santé publique, surtout dans les régions rurales, malgré les efforts de lutte déployés contre cette zoonose. Pas moins de 22 cas de brucellose humaine, connue aussi sous le nom fièvre méditerranéenne, ont été détectés l'année dernière à Oran, a-t-on appris en marge de la Journée mondiale de la santé célébrée avant-hier. Le nombre de cas enregistrés en 2014 dépasse largement la moyenne qui est de 10 à 15 cas par an. La brucellose humaine, bien que devenue plus rare en Algérie depuis la mise en place de mesures préventives et de programmes de lutte et de dépistage des maladies du cheptel, a refait surface ces dernières années à Oran. La première cause de cette maladie est la consommation de lait de vache cru et non pasteurisé. Divers types de bactéries que peut contenir le lait cru de vache atteinte de cette maladie, comme la salmonella et la listeria, sont associés à des maladies d'origine alimentaire. La

pasteurisation tue les micro-organismes pathogènes responsables de maladies tout en conservant les propriétés nutritives du lait. Et bien que la réglementation exige que le lait vendu soit pasteurisé, les magasins qui proposent du lait de vache cru poussent comme des champignons à Oran et notamment dans les quartiers populaires, sans aucun contrôle et sans se soucier de la santé du consommateur. Encouragés par les éleveurs qui, au lieu de remettre leur production aux unités de transformation, proposent le lait directement aux vendeurs, ces derniers écoulent leur marchandise sans aucun contrôle et sans se soucier de la santé du consommateur. Les bactéries du lait non pasteurisé peuvent entraîner de graves problèmes de santé, comme de la fièvre, des vomissements, de la diarrhée, une insuffisance rénale potentiellement mortelle, des fausses couches, voire la mort. Les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes immunodéprimées sont particulièrement à risque.

Oued Tlélat et Es-Seddikia Un mort et sept blessés dans deux accidents

Un grave accident ayant coûté la vie à un homme s'est produit avant-hier en fin de journée dans la commune de Oued Tlélat. Selon la Protection civile, le drame s'est produit à hauteur de l'échangeur d'El-Hamoul lorsqu'une Renault Symbol a dérapé avant de se renverser. Bilan, un mort et trois blessés graves. La dépouille mortelle a été évacuée vers la morgue et les blessés vers le service des UMC.

Selon la même source, hier vers 2h du matin une voiture, une Peugeot Partner, a dérapé et fait cinq blessés, deux hommes et trois femmes. L'accident s'est produit à Es-Seddikia.

J. B.

39 personnes placées sous mandat de dépôt

Trente-neuf (39) individus ont été placés sous mandat de dépôt sur 55 présentés devant la justice à Oran suite à une opération d'envergure effectuée par la police qui s'est soldée par l'interpellation de 519 personnes pour identification et ce, dans le cadre des efforts des sûretés urbaines, en coordination avec les services de l'ordre public et la police judiciaire, visant à éradiquer la criminalité sous toutes ses

formes dans plusieurs coins de la ville d'Oran, durant la période allant du 29 mars au 4 avril 2015, a-t-on appris auprès de la sûreté de wilaya. Les 39 individus sont poursuivis dans plusieurs affaires dont la détention et la consommation de drogue, coups et blessures volontaires, détention d'armes blanches prohibées, rixe sur la voie publique, état d'ivresse manifeste et vols, a indiqué la même source.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Mourou Khadouja, 87 ans, cité Petit
Moumeni Slimane, 85 ans, Victor Hugo
Benyamina Badra, 78 ans, Sid El-Houari
Bouhassen Mohamed, 73 ans, Ras El-Ain

Horaires des prières pour Oran et ses environs

19 jourmada ethania 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h11	13h05	16h43	19h35	20h56



En perspective de la saison estivale Des dispositions pour améliorer la collecte des déchets

Djamel B.

En perspective de la saison estivale, des dispositions seront prises à travers les 12 secteurs urbains de la commune d'Oran pour améliorer la collecte des déchets ménagers, apprend-on de sources proches de la division de l'hygiène de la commune. Nos sources indiquent que les services de l'hygiène des secteurs urbains ont été instruits pour procéder au recensement des quartiers et ruelles signalés par les habitants comme étant des points noirs. Les secteurs urbains seront chargés de l'éradication de tous ces points noirs. Nos sources signalent que le problème de la collecte a connu une amélioration depuis la décision prise de décentraliser la collecte vers les secteurs urbains.

« Pour la saison estivale, des instructions ont été données par le wali d'Oran pour intensifier les rotations notamment lors de la collecte de nuit », assure notre interlocuteur qui rappelle au passage que les secteurs urbains ont été dotés du matériel adéquat pour assurer la collecte dans les meilleures conditions. Dans certains secteurs à grande concentration de la population notamment à El-Othmania et Es-Sedikia, la collecte a été cédée en concession à des entreprises privées. Dans d'autres secteurs, des opérations pilotes pour l'enlèvement des ordures ménagères, le balayage, le nettoyage des bacs à ordures et l'entretien des espaces verts ont été initiées, notamment à haï Akid Lotfi. La wilaya d'Oran a consacré plus de 28 milliards de centimes pour l'achat de matériel pour la collecte des déchets



Ph.: B. H. Karim

ménagers. Le matériel a été réparti entre les communes déshéritées de la wilaya. Une bonne partie de cette enveloppe financière, soit plus de 20 milliards de centimes, a servi à l'achat de véhicules de collecte notamment des bennes tasseuses et des camions. Outre les véhicules, plus de 5 milliards de centimes ont été consacrés à l'achat de plus de 6000 bacs à ordures qui ont été distribués aux communes déshéritées. D'autre part, plusieurs communes de la wilaya ont déjà bénéficié de matériel roulant dans le cadre du Fonds commun des collectivités locales (FCCL). 18 bennes tasseuses et une dizaine de bus

de transport scolaire ont été ainsi distribués aux communes, notamment celles qui souffrent d'un manque de moyens de transport. Il y a lieu de signaler que dans le cadre des opérations d'éradication des points noirs au niveau des communes de la wilaya d'Oran, une vingtaine de grandes décharges publiques ont été éradiquées ces trois derniers mois. Outre la fermeture et le réaménagement des deux grandes décharges publiques d'El-Kerma et de Cap Falcon, 18 décharges sauvages ont été éradiquées notamment au niveau de la commune d'Oran, de Boutlélis, Hassi Bounif, Misserghine, Boufatis.

Belgaïd et Aïn El Turck Les bénéficiaires du LPA appelés à verser la deuxième tranche

K. Assia

Une semaine après la convocation des bénéficiaires des 144 et 182 logements LPA soit 326 unités de Belgaïd pour le retrait de leurs décisions de pré-affectations, l'office de promotion et de gestion immobilière OPGI d'Oran invite désormais les futurs propriétaires à se rapprocher de l'agence commerciale de l'office pour retirer l'ordre de versement et s'acquitter de la deuxième tranche qui est de 50.000 DA. L'opération concerne également les bénéficiaires des 100 LPA de Aïn El Turck. L'OPGI a bénéficié d'un programme de 1400 LPA dont 1300 sont prévus à Belgaïd daïra de Bir El Djir et 100 LPA à Aïn El Turck. Sur les 1.300 de Belgaïd ré-

partis sur huit sites, deux quotas seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours. Ce programme concerne deux sites de 182 et 144 logements LPA soit un total de 326 logements. Le reste du programme des 1300 unités sera livré au courant du premier trimestre de l'année 2016.

Dans ce registre et selon des sources autorisées, le taux a dépassé les 85% pour le projet des 182 logements et les 50% pour les 144 logements LPA. Au niveau de Aïn El Turck, le bilan fait état d'un taux d'avancement de plus de 50% pour les 100 logements LPA. Ces derniers seront également réceptionnés en juillet prochain. Par ailleurs, l'office invite également les bénéficiaires des 146 logements LSP de Cha-

hid Mahmoud et 82 LSP de Maraval à se rapprocher de l'agence commerciale de l'OPGI pour le versement de la deuxième tranche qui est de 500.000 DA. La wilaya d'Oran a bénéficié pour rappel de 6.500 logements LPA inscrits au profit de la wilaya d'Oran dont une bonne partie du programme sera réalisée à Douar Belgaïd et Aïn El Turck. L'agence foncière a bénéficié d'un quota de 850 logements répartis entre 3 daïras. Il s'agit de Oued Tlélat, Es-Sénia et Gdyl. Un quota de 300 logements a été donc retenu par localité. L'office a programmé au courant de l'année 2014 plusieurs opérations de tirage au sort afin de permettre aux souscripteurs à cette formule de choisir l'emplacement des blocs et des étages.

Plus de 560 secouristes formés par le CRA

Plus de 560 personnes ont été formées aux premiers secours par le Croissant rouge algérien (CRA) à Oran depuis 2013, a-t-on appris mercredi du président du bureau de la wilaya d'Oran du CRA, Benmoussa Larbi.

Plus exactement, 568 personnes de toutes les catégories sociales dont des fonctionnaires, des étudiants et des chômeurs ont reçu une formation de premiers secours dans le cadre du programme de formation tracé par le CRA, a-t-on indiqué. Cet « ambitieux programme », qui vise à diffuser la « culture de prévention » chez les citoyens et intro-

duire la formation en premiers soins, a connu un engouement particulier de la part des jeunes Oranais, outre la formation des cadres des entreprises à Oran, a-t-on ajouté.

Cette formation vise à initier les jeunes aux mouvements et gestes essentiels du secourisme et des premiers soins, lors d'une courte formation de 20 jours moyennant une contribution « symbolique », a-t-on indiqué de même source. L'importance de ce programme de formation réside dans le fait que les nouveaux secouristes peuvent intervenir lors de catastrophes naturelles

telles que les séismes, les inondations et surtout dans les accidents de la circulation qui font quotidiennement des victimes, a-t-on expliqué. Outre les fonctionnaires formés à la demande de leurs employeurs, les étudiants sont les plus ciblés par ce programme, eu égard à leur disponibilité permanente en milieu universitaire, avec la possibilité d'intervenir pour les premiers soins en cas de sinistres ou catastrophes naturelles.

Environ 130 secouristes ont été formés dans le cadre du programme de formation 2011-2012 du CRA à Oran, a-t-on rappelé.

Un colloque international sur l'Emir Abdelkader en mai

Une centaine de participants, entre chercheurs et personnalités culturelles, sont attendus au colloque international sur l'Emir Abdelkader, prévu les 4 et 5 mai prochain à Oran, ont indiqué mercredi les organisateurs. « Une centaine de communicants algériens et étrangers prendront part au colloque dédié au legs culturel du fondateur de l'Etat algérien moderne », a précisé le coordinateur de la manifestation scientifique, Mohamed Daoud, lors d'une conférence de presse. Une majorité de chercheurs algériens, issus de 28 universités du pays, animeront ce colloque aux côtés de leurs pairs invités de neuf pays, à savoir la Bulgarie, l'Egypte, la France, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, Sharjah (Emirats arabes unis), la Tunisie et la Turquie, a-t-il fait savoir.

« Plusieurs conférences et ateliers thématiques sont programmés afin de mieux faire connaître la pensée de l'Emir Abdelkader aux plans spirituel, poétique et soufi », a expliqué M. Daoud, également directeur de l'Unité de recherche sur la Culture, la Communication, les Langues, les Littératures et les Arts (UCCLLA), établissement organisateur de l'événement. L'UCCLLA qui est affiliée au Centre national de recherche en

anthropologie sociale et culturelle (CRASC, basé à Oran), abritera cinq ateliers intitulés « La langue, la littérature et la poésie », « Tasawwuf et gnose (Irfan) », « Dialogue avec l'Autre », « Poésie populaire et résistance », « Discours, argumentation et identité ». D'autres séances se tiendront au sein des universités partenaires (Oran 1 Ahmed-Ben Bella et Oran 2 Ahmed-Benahmed), notamment à la Faculté des sciences humaines et de la civilisation islamique, à la Faculté des lettres, des langues et des arts, à la Bibliothèque des sciences sociales, ainsi qu'aux Laboratoires « La philosophie et son Histoire » et « Les systèmes axiologiques et les mutations culturelles et politiques en Algérie ».

Le colloque sur l'Emir Abdelkader est organisé avec le soutien de la wilaya d'Oran, de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), et d'autres sponsors, tel l'hôtel Sheraton qui accueillera la cérémonie d'ouverture et les travaux de la première journée. Selon la même source, les conférences inaugurales seront données par des responsables du Haut Conseil de la langue arabe, du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, et de la Fondation Emir Abdelkader.

Aïn El Turck Arrestation de trois dealers et saisie de 50 comprimés ecstasy

Rachid Boutlélis

Une quantité de 50 comprimés hallucinogènes de marque ecstasy a été saisie, en début de semaine, dans la commune d'Aïn El Turck à l'issue de deux opérations distinctes qui ont été menées avec brio par les enquêteurs de la police judiciaire de la sûreté de daïra, apprend-on de sources policières. Beaucoup de temps et autant de surveillance ainsi que de filature ont été nécessaires aux enquêteurs de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Aïn El Turck pour élucider la première affaire, qui consistait à repérer de jeunes dealers. Le fait qu'ils étaient, jusqu'à leur arrestation, inconnus des services de police et n'ayant aucun antécédent judiciaire, a rendu quelque peu compliquée la mission des éléments de la PJ pour leur localisation, indiquent nos sources.

Les informations récoltées ont fait état de la présence de deux jeunes individus qui s'adonnaient au trafic de psychotropes dans une salle de jeux, sise en plein cœur du chef-lieu de ladite daïra. Les deux suspects, A.B. et M.M., âgés respectivement de 25 et de 24 ans, ont été finalement repérés parmi les clients, pour la plupart des mineurs, de la salle de jeux et ce, au terme de trois jours d'une étroite surveillance.

Selon nos sources, ils avaient pour mission essentielle de cibler les jeunes nouveaux consommateurs de psychotropes en vantant les prétendus bienfaits de ces comprimés hallucinogènes.

Le duo de dealer a été interpellé en possession de 35 comprimés ecstasy de qualité réputée supérieure et donc encore plus

dangereuse, connue sous le sobriquet « Le Chat », ainsi que d'une importante somme d'argent provenant a priori des transactions. Ces psychotropes étaient fourgués à partir de 2 000 dinars l'unité.

Une différence de taille a été, par contre, relevée dans une deuxième affaire similaire, qui a été élucidée par les mêmes enquêteurs de la PJ dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue. Il s'agissait en fait de l'arrestation d'un dangereux individu, réputé pour ses réactions imprévisibles et violentes, dans la cité des 250 logements sociaux, sise dans ladite commune. En effet, selon nos sources, cet autre mis en cause, Z.A., âgé de 35 ans, qui venait de purger une peine pour association de malfaiteurs et vol par effraction, s'était reconverti dès sa sortie de prison en dealer. Son mode opératoire consistait à poster des guetteurs, des mineurs en général, tout autour de son lieu de prédilection, qui devaient l'alerter au moindre mouvement d'une patrouille de police.

Un véritable jeu du chat avec la souris que se sont imposés les enquêteurs de la PJ en tenue civile pour alpaguer cet individu, qui a opposé une farouche résistance. Il n'a pas hésité par la suite de dégrader le mobilier des locaux de police.

Cet autre dealer, repris de justice a été trouvé en possession de 15 comprimés ecstasy, plus connus sous la dénomination de « BR ». Les trois mis en cause dans ces deux affaires ont été présentés avant-hier devant le magistrat instructeur près le tribunal d'Aïn El Turck qui leur a notifié leur mise en détention préventive.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 03/EPIC-EDIV / 2015

L'Etablissement de Développement de l'Industrie des Véhicules de Tiaret (EPIC - EDIV), sis à Aïn Bouchekef Wilaya de Tiaret, lance un Avis d'Appel d'Offres National Restreint aux concessionnaires automobiles pour l'acquisition de trois Bus urbains de quatre-vingts (80) à cent (100) places pour le transport du personnel au niveau de l'EPIC-EDIV.

Les concessionnaires compétents et intéressés peuvent s'adresser pour le retrait du cahier des charges contre virement de la somme de **Cinq Mille Dinars Algériens (5.000,00 DA)** au compte **BEA N° 002 00069 0692200147 CLE 45** Agence de Tiaret, munis des pièces suivantes :

- ✓ D'une copie légalisée d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- ✓ D'une lettre d'accréditation du représentant dûment désigné ;
- ✓ D'une copie légalisée du registre de commerce de la société ;
- ✓ D'une copie originale du bon de versement de la somme due.

Les offres comprenant les pièces et documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en deux (02) parties :

1. Une offre technique comprenant les documents requis par le cahier des charges.
 2. Une offre financière comprenant les documents requis par le cahier des charges.
- Les offres (**technique et financière**), contenues dans deux (02) enveloppes distinctes, doivent parvenir sous pli cacheté à l'adresse ci-après :

ETABLISSEMENT DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE
DES VEHICULES DE TIARET - (EPIC-EDIV)

BP N° 61 - ZONE INDUSTRIELLE AÏN BOUCHEKIF WILAYA DE TIARET

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention :

SOUSSION A NE PAS OUVRIR
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 03/EPIC-EDIV/2015

Les soumissions doivent être adressées ou déposées à l'adresse indiquée ci-dessus avant la date limite du dépôt des offres qui est fixée à **quinze (15) jours** à compter de la première date de publication du présent avis au Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public, ou les quotidiens nationaux.

- La date d'ouverture des plis est fixée dans le cahier des charges.

Les soumissionnaires resteront engagés pendant une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de dépôt des offres.

Association des Gynécologues Obstétriciens Privés d'Oran
A.G.O.P.O.



AGREMENT n° 1320 W.O.
Siège : 15, Rue Mohamed Khemisti - Oran
Tél / Fax : (213) 041 33 26 60
Mobile : (213) 07 71 92 08 44

L'A.G.O.P.O. organise les 24 et 25 avril 2015 à 08 H à l'hôtel Sheraton d'Oran le 7ème Congrès international de gynécologie obstétrique d'Oran avec la participation de confrères nationaux et étrangers

A. Couture. A. Agostini. M. Althuser. C. Belilovsky. J.P. Bault. K. Kerzabi. G. Haddad. P. Kleinfinger. K. Mahmoud. B. Chafi. W. Badiou. A. Sadji. K. Haddabi. M. Medjtouh.

Les principaux thèmes :

- Méthodes non invasives de diagnostic prénatal.
- PMA : ovaires polykystes et infertilité féminine.
- Contraception en 2015.
- Cancer du col : dépistage classique et colposcopie.
- Infections génitales : mycoses vulvo-vaginales.
- Echographie fœtale : ateliers et live.
- IRM fœtale.
- Chirurgie par voie basse vidéos forum.

Frais de participation

(Porte-documents, 2 Déjeuners, Pausés-café)

- Médecins : 2000 dinars
- Sages-femmes : 1000 dinars

Renseignements : 05 55 90 09 80 / 05 55 90 09 40

Le président l'A.G.O.P.O.
Dr BENABADJI Ghaouti

SARL SOFAFE SETIF
ZONE D'ACTIVITE 3^e TRANCHE LOT C 15 SETIF
TEL/ FAX : 036 93 02 05
SERVICE COMMERCIAL : 05 60 01 23 08
EMAIL : sarlsofafesetif@yahoo.fr

AVIS A TOUS LES Grossistes/ Distributeurs/ Entreprises

Nous mettons à votre disposition notre nouvelle gamme de

CABLE CAMERA DE SURVEILLANCE

K X 6 + 2 fils d'alimentation et K X 6

Fabriqués selon les standards internationaux 100% cuivre

La qualité au meilleur prix

Société opérant à l'international recherche
dans le cadre de l'ouverture de son Usine de fabrication
d'Aérosols cosmétiques située à **ORAN**

**INGENIEUR CHIMISTE SPECIALISE EN FORMULATION &
FABRICATION AEROSOLS COSMETIQUE**

De formation Ingénieur **Chimiste / Génie Chimique** Bac+5, vous avez impérativement une formation complémentaire en formulation cosmétiques et une expérience de 3/5 ans minimum dans la formulation et la fabrication d'aérosols **cosmétiques grand public**.

**MECANICIEN REGLEUR LIGNE DE PRODUCTION AEROSOLS
COSMETIQUE H/F**

Diplômé en Mécanique & Pneumatique, vous avez impérativement une expérience de 5 ans minimum en réglage dans l'industrie cosmétique ou aérosols.

Merci d'envoyer votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse
suivante : technique@linatol.com

DELE 2015



DELE

Inscriptions DELE
Jusqu'au 08/04/2015
Examens : 22/05/15

Session Avril :
Cours 3 fois par semaine
Début des cours : 12/04/2015
Cours pour enfants seulement
le Samedi.

ORAN
13, Rue Beni Soulem
(ex rue Léonie)
Tél. : 041.24.96.61
0697.13.21.27

MOSTAGANEM
Faculté des Lettres
et des Langues
(ex ITA)
Tél. / Mobil :
0772.20.53.27



EURL PROMOTION IMMOBILIER IMMAR
MET EN VENTE SUR PLAN
Programme complémentaire
100 / 150 LOGEMENTS (L.S.P.)
Commune d'Arzew. Oran

Les bénéficiaires :

- Tout citoyen n'ayant pas bénéficié d'une aide de la C.N.L.
- Tout citoyen ne possédant pas ou n'ayant pas bénéficié d'un logement ou d'un terrain.
- Tout citoyen dont le revenu mensuel du ménage ne dépasse pas 108.000,00 DA.

Les avantages :

- Aide de la C.N.L. 700.000,00 DA non remboursable.
- Possibilité de crédit bancaire à taux bonifié de 1%.
- Paiement par tranches.
- Les paiements des acquéreurs sont garantis par le F.G.C.M.P.I. (Ministère de l'Habitat).

Pour toute information complémentaire,
veuillez vous rapprocher auprès de notre
bureau sis à Arzew Rue Ali Boumendjel.



المؤسسة الوطنية للرخام
Entreprise Nationale du Marbre
« ENAMARBRE »
E.P.E - S.p.a au Capital de 345 000 000 DA

Unité de marbre de REMCHI

L'unité de marbre de REMCHI informe tous les fabricants de carreaux granitiques, béton décoratif et aliments de bétail :

- De la disponibilité des produits de dérivé de marbre multicolore à la carrière de TADJRA Commune et Daïra d'HONAINE, Wilaya de TLEMEN.

Grain 1/5 mm, 3/8mm et 8/15 mm ;

Poudre de marbre 0/1 mm et 0/400 microns ;

Stock disponible, livraison immédiate et prix intéressants.

Pour tout renseignement complémentaire et commande
veuillez contacter :

Tél/Fax : 043 43 79 25
Mobile : 06 60 37 55 27 / 06 60 36 53 09 / 06 60 37 70 06
Email : enamarbreremchi@gmail.com

HASSI EL GHELLA

Grogne après l'annonce d'une liste de 106 logements sociaux

Mohamed Bensafi

L'annonce d'une première liste des 106 logements sociaux, au début de la semaine écoulée, a provoqué l'ire des non bénéficiaires qui avaient tenu un sit-in devant le siège de l'APC de Hassi-El-Ghella, en signe de protestation. Les recalés de cette liste exigent l'intervention des élus locaux afin que la commission de daïra chargée de ce dossier procède à la révision de cette liste. Désespérés et exaspérés par ce qu'ils qualifient «d'injustice sociale», ces protestataires affirment que des personnes figurant sur la liste d'attribu-

tion de logements sont loin de répondre aux critères exigés par la loi, puisqu'ils ne sont tout simplement pas dans le besoin, sinon ne sont pas des résidents à part entière de la commune ou le sont depuis à peine quelques temps. Ils signalent, également, que des familles vivant dans des conditions difficiles ou menacées d'expulsion ont été, quant à elles, exclues de ces listes. Ils exigent une commission d'enquête pour faire la lumière sur ce dossier, lequel compterait déjà une soixantaine de mécontents. De son côté, le maire de l'APC a invité les insatisfaits à formuler leurs recours auprès de l'administration compéten-

te. Ajoutant qu'il est aujourd'hui impossible de satisfaire tous les demandeurs de logements. «Nous avons 1200 demandes de logements à notre niveau», dira-t-il, avant d'appeler les pouvoirs publics à affecter d'autres programmes de logement au profit de la commune Hassi-El-Ghella (celle-ci relevant de la daïra d'El-Amria), et ce, pour faire face à cette forte demande. Même son de cloche du côté de la daïra d'El-Amria, sauf que celle-ci a fait état d'un imminent chantier à lancer pour la réalisation de 146 logements sociaux dans la commune de Hassi-El-Ghella et ce, pour combler un déficit, conclut notre source.

MASCARA

Les prix de fruits et légumes font jaser

Abid Djebbar

La wilaya de Mascara vient de connaître, ces derniers temps, une flambée des prix des plus vertigineuses au niveau de tous les marchés quotidiens de fruits et légumes implantés au niveau des villes et villages des quatre coins de la région. Et pourtant, les deux plaines de Ghriss et celle de Habra étaient autrefois renommées par la baisse des prix quant aux légumes comme la pomme de terre, l'oignon, le navet, la carotte, les petits pois, les fèves et la salade, etc... Et aussi ceux des fruits comme l'orange, le citron, l'olive, etc... Même les bouchers des lieux isolés comme El bor-

dj, Menaouer, Oued Taria, Ferraguig, Sidi Hamadouche, Bouhenni, Zahana, Oued El Abtal vendaient autrefois la viande à des prix raisonnables et abordables, chose qui poussaient les citoyens à faire le marché ailleurs. Maintenant tout est rentré dans l'ordre, là où tu vas, c'est la même chose, aucune concurrence n'est à citer dans ces marchés.

La pomme de terre se vend chez les revendeurs de 80 à 100 da/kg, la tomate de 80 à 120 da, l'oignon rouge 80 à 100 da, l'oignon vert de 40 à 60 da, la laitue de 80 à 120 da, le navet de 70 à 80 da, la betterave de 50 à 70 da, le chou-fleur à 80 da, le petit pois de 60 à 80 da, le haricot vert de 180 à 200 da.

Quant aux fruits, l'orange passe de 120 à 160 da /kg, la pomme et la poire de 160 à 200 da, la banane de 200 à 220 da, les fraises à 500 da, la datte de 300 à 600 da, selon la qualité. Quant à la viande rouge d'ovin, elle est cédée entre 1200 à 1400 da/kg, le veau entre 900 et 1100 da. Les poissons séchés varient entre 450 et 600 da/kg selon le choix, la viande blanche du poulet entre 280 et 320 da/kg et celle de la dinde de 600 à 700da/kg. Devant cette ascendance des prix des fruits et légumes qui fait des bas et des hauts, le citoyen algérien se trouve toujours livré à des confrontations et des perturbations dans son mode de vie.

SIDI BOUSSAID

20 logements sociaux attribués

Abid Djebbar

La commune de Sidi Boussaid, relevant de la daïra de Ghriss, a procédé, ce mercredi matin, à l'affichage de la liste des bénéficiaires de 20 logements sociaux locatifs (du

type LSL) au profit des postulants demandeurs dans ce sens. Sur ce quota, un taux de 60% de la liste a été réservé à ceux de plus de 35 ans, soit un nombre de 12 logements, et 40% réservé à ceux de moins de 35 ans, soit un nombre de 8 logements,

apprend-on. Il y a lieu de rappeler que pas moins de 1 500 logements sociaux ont été réceptionnés au cours de ce premier trimestre 2015 et distribué ici et là, à Ain Fares, Oued El Abtal, Sidi Kada, Sig, El Bordj, Mohammadia et autres, rappelle-t-on.

CHLEF

L'agriculture et le bâtiment privilégiés par la formation

Abbad Miloud

Ce mardi, s'est tenue la deuxième journée de la session ordinaire printanière de l'assemblée populaire de la wilaya et avait pour ordre du jour le dossier formation et enseignement professionnels et les divers. D'une manière générale, les problèmes relevés au niveau de certains centres de formation et consignés dans le document présenté par le président de la commission sont les suivants : «Les équipements de mécanique nouvellement acquis ne sont pas fonctionnels par manque d'encadrement qualifié», «Au centre de Bouzghaïa, les équipements de l'électricité-auto sont vétustes et leur renouvellement est impératif», «Absence de chauffage. Au centre de

Bouzghaïa, le chauffage et la climatisation font défaut», «Absence de restauration», «Non raccordement au gaz de ville», «Les capacités d'accueil sont limitées au centre d'El-Karim à cause de l'exiguïté» etc. Lors du débat, les élus ont insisté sur les points suivants : Lors du recrutement d'enseignants ou autre personnel administratif, favoriser les contractuels. C'est l'instruction donnée par le ministre à partir du CFPA de Béni Rached, lors de la visite effectuée à la wilaya en date du 10 décembre dernier. Un élu a demandé de combler le déficit dans certaines spécialités telle la menuiserie. Le troisième point est la priorisation de certaines spécialités dont la wilaya en a énormément besoin, à l'image du bâtiment, de l'agriculture. Le premier respon-

sable du secteur, Nourreddine Bédoui, a longuement insisté sur le dernier point lors de sa visite citée auparavant. M. El Hadi Khaldi, ex-ministre du secteur, en a fait autant lors de la visite qu'il a effectuée à la wilaya en date du 28 novembre 2005 «Les spécialités privilégiées dorénavant sont essentiellement : le bâtiment le tourisme, l'eau et l'agriculture. Les techniques administratives et l'informatique seront supprimées de la nomenclature». Le directeur de la formation professionnelle de la wilaya a précisé, dans son intervention, que certains problèmes mentionnés dans le document sont centralisés au niveau des structures concernées. Pour ceux de la compétence du secteur, ils sont inscrits et seront résolus dans le court et moyen terme.

munes de la wilaya, à l'issue desquels 277 cas ont été traités et 44 sont en cours. Par ailleurs, trois cas seulement ont été jugés non recevables, a-t-on indiqué de source proche de la wilaya, qui avance le taux de prise en charge des doléances des citoyens supérieur à 80%, d'après le premier responsable de cet organisme ; la majorité des doléances en-

registrées concernent les secteurs du logement, de l'emploi, de l'agriculture et de l'urbanisme (aménagements urbains). Tous les appels traités, selon le même responsable, ont fait l'objet d'une réponse aux concernés pour mettre à leur disposition les informations nécessaires à même de les orienter vers la régularisation de leurs affaires, a-t-on indiqué.

TLEMCCEN

La poste, les télécommunications et le PDAU au menu de l'APW

Khaled Boumediene

La première session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW) de Tlemcen se tiendra le 13 avril prochain. Selon le chargé de la cellule de communication de cette institution de wilaya, Bey Miloud, deux dossiers clefs seront débattus par les 43 membres de l'APW lors de cette journée et ce, en présence du premier chef de l'exécutif, Saci Ahmed Abdelhafid, du président de l'APW, Chaïf Okkacha, des chefs de daïra, des directeurs d'exécutif, et des présidents d'APC des 53 communes. Le premier dossier à éplucher concerne l'état des lieux du secteur de la poste et des télécommunications sur lequel la commission de la communication de l'APW présentera un rapport détaillé, en présence du directeur de ce secteur. Il faut souligner dans ce contexte que, durant ces dernières années, de grands efforts ont été déployés par les pouvoirs publics pour le développement des infrastructures de la poste et de la communication (fondement essentiel de la société de la communication). En outre, l'accent a été mis sur les accès à haut débit et, d'autre part, sur des services adaptés aux exigences de la population et de l'économie. Des investissements importants dans l'informa-

tique, les télécommunications et les logiciels ont été réalisés. Le réseau téléphonique, quant à lui, a connu dans sa globalité une extension conséquente ayant pour but de couvrir l'ensemble du territoire de la wilaya en fibre optique. De nouveaux tronçons sont actuellement en cours de réalisation au niveau des communes du sud de la wilaya (Béni-Snous, Azail, Beni-Bahdel, Ain-Ghoraba, Sidi-Djillali, Bouihi, El-Gor, Aricha, et Sebdou) pour la connexion des agglomérations isolées à l'Internet, des bureaux de poste, des établissements scolaires et des maisons de jeunes aux TIC, et la création de points d'accès communautaires.

L'Algérie, avec la mise en œuvre de la politique sectorielle des postes et des télécommunications engagée dès l'année 2000, a créé un environnement juridique et institutionnel favorable à la concurrence et a pu ainsi améliorer l'accès aux services de communication, notamment la téléphonie mobile. L'autre dossier qui sera abordé par l'APW de Tlemcen a trait à l'approbation des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme des communes. L'APW abordera aussi la question du désistement des logements sociaux de la wilaya de Bouhanak dans la commune de Mansourah.

YELLEL

La nouvelle ville montre ses tentacules

Mahi Ahmed

La nouvelle ville de Yellél implantée dans le site de Sidi Messaoud, à l'est de la localité, s'érige déjà et montre ses tentacules. Ainsi, côté habitat, une source responsable de la daïra indique que différents programmes de logements de diverses formules ont été lancés. Il y a, en tout, 1020 unités dont 610 réservées au logement social, 310 pour la résorption de l'habitat précaire et 100 pour la location-vente. Un quota de 290 appartements est prêt à être attribué et l'on attend de les raccorder au réseau électrique

pour que cela soit possible dans les prochains jours, affirme cette même source. En outre, deux infrastructures destinées à la masse juvénile, une maison des jeunes et une salle omnisports (OMS), ont pris l'allure de projets achevés. Ces deux acquis pourraient être utilisés à tout moment. Le mini-complexe sportif et l'école primaire, programmés dans le site, sont en cours de réalisation et les travaux tirent à leur fin.

Il est prévu aussi pour le secteur sanitaire la construction d'un centre de santé, tandis que le chantier du réseau routier vient d'être lancé récemment, conclut notre source d'information.

TIARET

Journées «portes ouvertes» sur le Service national

El Houari Dilmî

Le centre du Service national de la wilaya de Tiaret organise, du 09 au 16 avril en cours, à la maison de la culture «Ali Maâchi», des «journées portes ouvertes» sur les réalisations du Service national, depuis sa création en 1968 sous la présidence de feu Houari Boumediene. Les responsables du centre du Service national de la wilaya de Tiaret, qui avaient organisé dernièrement des rencontres de proximité pour expliquer la nouvelle loi relative au Service national et ce qu'elle offre comme avantages aux jeunes devant effectuer leur devoir national, se tournent cette fois-ci vers les réalisations à l'actif de l'Armée nationale populaire, depuis l'institution de la conscription obligatoire en

1968. Des expositions et des projections documentaires sur les différentes réalisations du Service national figurent au menu de cette manifestation, comme le barrage vert, les voies ferrées, la route de l'Unité africaine, la construction et l'équipement, l'hydraulique, ou encore la mise en valeur agricole dans le Sud et Grand-Sud du pays. Destinées au grand public, ces journées «portes ouvertes» «s'inscrivent dans le cadre du plan de communication du ministère de la Défense nationale visant à rapprocher l'institution militaire du citoyen, et expliquer la dimension citoyenne de l'institution du Devoir national, en tant qu'outil au service du développement du pays», a-t-on indiqué au centre du Service national de la région de Tiaret.

NÂAMA

477 appels enregistrés sur le 11.00

M. S. Laradji

Le centre d'appel de Nâama, 11.00, destiné à recevoir les doléances des citoyens et les orienter vers les responsables concernés, à des fins de prise en charge de leurs préoccupations, a enregistré, en l'espace de trois mois, quelque 475 appels provenant de toutes les com-

APARTEMENTS

■ A vendre un joli Studio de 22 m² à Bel-Air au 2ème étage - Bon voisinage - Tél : 0770.16.85.97

■ TLEMCCEN Chetouane : Vends F4 Gd standing 142 m² - acté - 2ème & dernier étage avec terrasse & garage 18 m² immeuble privé (2 Apparts) - ttes commodités - Détails sur Oued Kniss.com - Tél : 0550.37.85.81

■ A louer Appartement F4 situé à Haï El Yasmine dans une résidence clôturée, au 2ème étage avec Ascenseur - A contacter le : 0772.26.13.67

■ Vds F3 - 67 m² - Toutes Commod. - Acté - 1er étage et l'avant-dernier - Propre - Libre de suite - Situé à Nasr - SAÏDA - P.O. 625 - P.D. après visite - Tél : 0663.73.42.69 - 0553.41.12.14

■ Vends / Echange F3. RDC. Semi-collectif à Cité CNEP 200 Logts ES-SENIA. 85 m² + cour. Rénové à 100%. Toutes commodités - Tél. 0660.37.83.24 - 0560.03.68.42 - Visite après 17 H et week-end

■ Loue Apparts F2 et F3, équipés, bien aménagés dans une résidence avec toutes commodités : Hammam - Sauna - Restaurant... à Paradis-plage Ain El Turck. Corniche oranaise - Tél. 041.34.59.15 - 0777.01.34.14

■ Vends Appart F4 - 75,8 - RDC à 100 m 10ème Arrondissement - Tél. 0662.68.93.32

■ Vends Appart F3 Cité Dalila 4ème étage en face Commissariat 11ème Gambetta avec cave individuel plus Livret Foncier - Tél. 0556.92.66.06

■ A louer F3 - Akid Lotfi. 4ème étage, en face Le Méridien - Tél : 0550.206.630

■ A vendre F3 modifié en F4 - 3ème étage. 74 m² - à GDYEL 500 Logts - 2 façades - Sans vis-à-vis - Parking à proximité - Possibilité Promesse de vente - Tél : 0778.11.28.29

■ Vends F4 AADL sans vis-à-vis en face Supermarché ARDIS avec Acte notarié - PO 937 - PD 970 - Tél : 0558.63.71.45

■ Vends F4 à USTO - HLM en face Point du Jour - 99 m² - Acté + L.F. - RDC. 3 façades - Etat initial - Prix raisonnable - Tél : 0669.40.45.49 - 0779.81.95.01

■ Apparts : F3 C. SB 4ème étage côté Sheraton - F3 C. SB 3ème étage Miramar - F3 C. SB Cité Lobet 2ème étage - 2 F3 C. SB Choupot - F4. 1er étage 130 m² Maraval - Tél : 0560.31.76.80 - 0661.20.55.86

■ Location : F2 Miramar + F4 Bahia + F4 Rue Med Khemisti + F5 Miramar + F5 Place d'Armes + F3 El Karma + F3 Akid Lotfi - 041.29.26.02 - 041.29.26.03 - cabinetbensaid@gmail.com

■ Loue Appartement Cité CNEP Maraval F5 - 105 m² - Rez-de-chaussée - Idéal pour Cabinet / Bureau d'Affaires - Tél : 0552.75.21.07

■ Agence Immobilière Espagnole « Agencia Immo. - ORAN » à ALICANTE : Vend - Loue des Apparts meublés avec toutes commodités en ESPAGNE - Tél : 0550.540.880 - ESPAGNE : +34.603.225.357

■ Vends : F3 2ème étage + F4 1er étage à Akid Lotfi (Boulevard Dubai) + F3 à Arzew - Tél : 0550.25.81.57 - 0559.42.19.63

■ Vds Appartement de 4 Pièces - N° 33, Rue Adda Benaouda - Plateau - ORAN - Tél : 0799.98.86.33

■ Location Appart F4 sis aux HLM Gambetta, 1er étage, à usage Bureau - Bien aménagé et toutes commodités y compris chauffage - Tél : 0555.07.08.91 / 0661.20.60.78

■ A vendre F4 - 2ème étage en face Station Bahia Cité Lamure - A louer F3 - 2ème étage, meublé, Akid Lotfi à 100 m Hôtel Méridien - Tél : 0561.31.04.58 - 0660.83.07.79

■ A vendre joli F3 - RDC - 95 m² (3 Pièces - Cuisine - SDB) Cité B08 - HLM Gambetta - ORAN - Tél : 0772.99.50.80

■ Echange ou Vends Appart 3 Pces. C. SDB - 2 balcons - Adresse : EL KERMA, situé au 80 Promo près de l'Aéroport ES-SENIA - Tél : 0555.74.91.45

■ A vendre Appart F3 - 62 m² - Acté - Plein centre d'EL-AMRIA - W. AÏN TEMOUCHENT - Tél : 0775.80.51.64

■ A louer à ORAN La Lofa pour Société : F2 C. SDB (50 m²) entrée individuelle. RDC communiquant avec 2 locaux (40 m² et 35 m²) avec sanitaires - 2 portails - 2 façades - Convient Bureaux + Dépôt - Tél : 0771.13.17.59

■ ORAN : Vends Appartement F4 - 90 m² - 3ème étage Bd des Chasseurs à côté du Club Mouloudia d'Oran - Tél : 0552.12.49.02

■ Vds - Loue ou Ech. Appart F6. Acté à TIARET C.-V. contre Simil. à ORAN - 03 Faç. N.O. st. Très Ensoleillé. Tél. Net. Cité 04 BT clôt. en dur. Cour commune. 3.000 m². Parking. Près : Ecole. Lycée. PTT. Supermarché. Université - Tél : 0557.74.60.91 - 0770.43.82.91

■ Sarl Immob. ALICANTE vend en ESPAGNE : F2 - F3 - F4 + Fonds de commerces + Villas - Très bon prix - Mr Bruno Tél : 0034.6.56.36.21.97

■ Vends joli F3 centre-ville d'ORAN - RDC élevé - Convient Prof. libérale - dans un immeuble propre et calme - Libre de suite - Tél : 0777.69.29.82 - Prix après visite

■ Vends F4 - Acté - 2ème étage les Falaises Gambetta. Bon voisinage. Refait à neuf - Cuisine équipée + SDB + Fenêtres Mischler double vitrage - Tél : 0560.35.53.69

■ Vds Duplex : 4 Pces + Gde terrasse + 2 SDB + cuisiner - de 2 étages - bien situé à ORAN Castors - Entrée individuelle. Convient Habitation ou Bureaux - Labo - Cabinet médical... Tél : 0771.92.82.21

■ Vds Logt 1er étage à usage professionnel, plus de 40 m², Rue Lamartine - ORAN - Tél : 0556.79.15.94

■ Vends Appart F3 nouvelle construction - Loue Appart F3, 1er étage, usage commercial, en plein centre-ville - Tél : 0776.49.90.91 - 0552.71.21.50 - Visite à partir de 13 H 00

■ Vds Appart F4 - 2ème étage Cité Lobet. 96 m². Double façade. Acté - Vds petit HLM R+1 - 50 m² dans une impasse à Victor Hugo - Tél : 0555.82.99.85 - 0561.32.40.00

■ Vends Appart F2 - Acté - 2ème étage, refait à neuf : 04, Bd Mascara - ORAN - Tél : 0793.63.32.17 - 0541.42.36.88

■ Cherche Appartement à louer F3 / F4 - 70 / 90 m² à ORAN - Contacter le 0660.83.05.17 - Prix Max. 30.000 DA

■ Vds Appart 3 Pces. Cuis. SDB - au 1er étage - Ensoleillé - Acté + Livret foncier - Bien situé à Haï Saâda ex-Brunie - ORAN - 2 façades - Prix après visite - Tél : 0672.54.46.38

■ Vente Appartement F3 - Acté - près de la Mairie de Haï Sabah - 2ème étage - Tél : 0661.70.05.33

■ Loue - Vends ou Echange à Es-Senia : 2 Pces - Cuis. SDB au RDC d'un Immeuble de 2 étages (entrée individuelle) - Acté et libre de suite pour habitation - commerce ou bureaux - Tél : 0771.41.54.16

■ Vends ou Echange Appart F4 - 3ème étage (Tél + Internet) à Akid Lotfi - Etude toutes propositions - Tél : 0790.06.83.15

■ Vds F3 RDC élevé, beaucoup d'avantages et à proximité de toutes commod. Entrée Individ. avec jardin à Haï Zitoune près du Commissariat 10ème - Prix très intéressant - Tél : 0550.248.110

■ Vends F4 - RDC - 85 m² - Bd Dr Benzerdjeb - Plateau - ORAN - Tél : 0795.41.18.09

■ Vends F4 78 m². Idéal pour Fonction libérale. Refait à neuf. 1er étage Gambetta face Commissariat 11ème - 3 Faç. Chauff. Cent. Clim. - Ensoleillé + Parking... Tél : 0697.14.31.30

■ Vends Apparts F3 et F4 avec garages + chaudières + cuisines équipées dans très bel endroit à Belgaïd - ORAN - Tél : 0550.46.18.22

■ F3 A vendre - Tout confort - Haï Yasmine - Tél : 0554.18.66.76

■ Vends à Akid ORAN 2ème étg. : F3 espace ouvert aménageable + F2 - Tél : 0669.28.48.51

■ A Vendre Appart à ORAN : F3 - 3ème étage à Hay Yasmine (2) à côté de Commissariat - 73,36 m² - Acté - Bon voisinage + Ascenseur + Parking - Tél : 0559.51.69.55

■ Vds beaux Appart F3 : 114 m² et 77 m². Dalle de Sol - Faïence 1er choix. Faux plafond. Portes et Fenêtres Mischler - Parking S/Sol - Haï Bendaoud face Station d'Essence - 4ème Périphérique Bir El Djir - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■ Vends F3 - Acté - à ARZEW - Zabana - 02 Balcons. Vue sur mer. Bon voisinage + Comité d'entretien avec toutes commodités avec Ascenseur - Tél : 0560.13.37.42

■ Part. Vend Appart F5 - 171 m² - Acté - à ORAN - Plaza Résidence les Ceillots - 2 façades. Vue magnifique sur mer. Sécurisé H24 / 7j/7 - Curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél : 0771.65.45.06

■ A vendre : Appartement F4 - 1er étage. Bien situé côté Villas à la Cité Makam Chahid à SIDI BEL ABBES - Nous contacter au : 0549.23.00.41

■ Vends Appart F4 bien aménagé situé à la Cité Lauriers Roses Maraval, 2ème étage avec 2 Gds balcons - Chauffe-bain - Tél. fixe + Internet - 0772.55.21.48 - 0555.49.25.82

■ Vends F3 aménagé F4 Cité Grande Terre 3ème étg. - Vends Villa 220 m². 2 salons (10 x 5) + 4 chambres. Mitoyenne nouvelle Daïra Ain El Turck. ORAN - Tél : 041.29.62.68 - 040.22.49.87

■ Partic. Loue joli F3 Niv. Villa + Vend F3 + garage, entrée individuelle. Excellent voisinage. Pour Habitation ou Profession libérale - Le tout à Point du Jour - ORAN - Tél : 0774.57.46.33

■ ORAN - Vds Appart F3 - 70 m² - Acté + L.F. 5ème et dernier étage. Refait à neuf. Libre. Cité Yaghmoracen Premyla - Prix intéressant après visite - Curieux / Courtier s'abstenir - Tél : 0550.96.47.79

■ Vends F3 - Acté - SDB. Toiletttes. Cuisine. 3ème étage. Neuf - Hassi Bounif - Bon voisinage. Mitoyen Pompe Essence - Tél : 0666.81.86.76 - 0793.21.65.94

■ Loue Appart à ORAN - Sociéti ou Famille - F3 - 1er étage. 80 m² - 4ème Périphérique. Toutes commodités - Jamais habité - Neuf - Haï Yasmine - Tél : 0770.300.414

■ A louer une Pizzeria / Fast-food en face du lycée à Belgaïd - ORAN - Tél : 0776.68.69.10

■ Vends F4 les Pyramides USTO - 4ème étage - Tél : 0661.20.07.27

■ A vendre Appart - Acté - Haut standing F4 - 98 m² - Entrée individuelle sur le 4ème Périphérique (Es-Sabah) - Tél : 0556.77.72.90

VILLAS

■ Vends Cabanon bien situé à Oued El Haloul - W. AÏN TEMOUCHENT - 2 façades - 92 m² - Prix offert : 720 U - Tél : 0556.74.80.24

■ TLEMCCEN Centre Rhiba : Vends Bâti R+3. RDC local / garage 140 m². 1er étage 80%. 2ème & 3ème étages finis - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0559.42.60.38

■ TLEMCCEN : Vends Chalet avec Terrain 360 m² - Acté - Imama Cité des Roses N° 32 - Tél : 0554.35.35.71

■ Vends Villa - Acté - 126 m² - Double façade - Cuisine - 2 SDB - Toiletttes - Garage - 4 Chambres - Terrasse accessible 1 pièce - Coop. Djazairia à côté Dispens. Haï Daya - Tél : 0558.96.27.95 - 14 h 20 h

■ Vds Villa 120 m² - 2 façades - 2 entrées - R+2 : Garage - 8 Pièces - 3 SDB - 2 Cuisines - Toutes commodités - à ORAN - Tél. 0797.02.03.51

■ Vends Maison - Sup.81 m² en R+2 + terrasse de 83 m² à Haï Bendaoud - Bir El Djir - ORAN - Tél. 0776.26.77.86

■ Vds Villa R+1 - Actée - 174 m² - en face Mairie Sidi Senouci, Rue Soufi Zoubida - Maraval : 4 Pces - 2 Sal. - 3 Cuis. - SDB - 3 WC - Cour + 2 Locaux Commerciaux - Tél : 0774.97.84.59

■ Particulier vend Maison de Maître 92 m². Située Rue Hazil AEK - EL-AMRIA Centre-ville (AÏN TEMOUCHENT). Emplacement à 43 Km d'ORAN et 29 Km d'AÏN TEMOUCHENT - Tél : 0542.82.86.44

■ A vendre Maison - Actée - Sup. 315 m² - 2 façades - Bien située à Bousfer-plage - Tél : 0658.14.92.96

■ A vendre ou à louer Villa haut standing - R+2 (150 m²) - Coop. Wilaya - Belgaïd - Tél : 0561.31.04.58 - 0660.83.07.79

■ Partic. Vend Villa 150 m². R+2. Cave pour 4 Voit. - Actée - Tél. - Bâche Eau - Libre de suite à Es-Senia (ORAN) Cité Sidi El-Khiar derrière Daïra Es-Senia - Tél : 0664.82.73.00 - Prix après visite

■ W. RELIZAINE : Vds Villa avec Bain public en activité. Très moderne habitation au 1er étage - Sup. 420 m² - Tél : 0674.40.04.25

■ Ag. Le Gd Bleu - 0668.95.22.02 - Vend : Villas 1.200 m² + 800 m² avec piscine - Villas 205 m² + 216 m² + Villa 600 m² coloniale à Ain El Turck - 1 F2 + 1 F3 + 1 F4 + Terrains 193 m² + 234 m² à Bousfer-plage

■ TLEMCCEN - OUJLIDA : Vends Villa. Sup. 132 m². R + 2 + 2 locaux 24 m² x 2 à Résidence Es-Saâda (Bouchenak) - Tél : 0549.37.07.52

■ TLEMCCEN à moins de 1 Km du centre-ville : Vends Villa 260 / 360 finie à 50% - R + 1 + buanderie + bache d'eau 12.000 L - Elect. + Eau + Gaz - Actée + Livret + Permis de Construire - Tél : 0552.28.23.81

■ S.B.A. : Vds Villa 200 m² - R+2 - 2 Faç. - 6 Pces + 2 salons + 1 suite + cuisine américaine + 2 Gds halls + garage + Haouche + 02 terrasses + Hammam + 3 douches & 3 sanitaires. Chauff. Cent. + Climat. - Tél : 0791.94.91.62

■ Vends Maison de Maître R+1 avec Cafétéria en activité à Delmonte (côté Pièces détachées) + Ferme 30 Ha (Acte Concess.) côté usine Knauf - FLEURUS - 0551.46.04.46

■ A vendre Immeuble. Sup. 635.45 m². Route Nationale ZAHANA - 29 Km d'ORAN - Tél : 0771.56.42.06

■ Vds Villa 170 m². R+2. Style moderne. Bien située - toutes commodités : garage 2 V + Bâche eau - Finie à 70 % - à côté de mosquée El-Qods Fernandville - Tél : 0791.48.70.41

■ A vendre Villa Actée - R+1 - à Choupet en face jardin - 216 m² : 5 Pces + salon + garage 62 m² commercial + petit jardin et cour - Tél : 0773.33.45.50 - 0558.02.63.34 - 0557.00.09.14

■ Vds belles Villas avec ou sans Piscine à : Canastel - Fernandville - Pt du Jour - St Hubert - Les Palmiers - Castors - Pépinière - Belgaïd - Bir-El-Djir - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ TLEMCCEN : Vends Maison 3 niveaux 195 m² Lotissement Yellès Ain El Kelb - Kiffane - Tél : 0549.12.93.01

■ Vends Immeuble de 3 étages à El Makhari St Eugène. RDC : 2 Restaurants / 1er étg : 2 F2 - 2ème étg. : 4 Pces - 3ème étg. : 4 Pces - 1 Seule. façade - 110 m² - Tél : 0561.95.97.56 - 0772.66.93.50

■ Vends au Camp 5 (BETHIOUA) une Habitation de 320 m² - Actée - Composée d'un R+1 et d'un Bungalow avec garage, 2 salons, Hammam, 6 pièces, 2 SDB, 2 cuisines, cour et jardin - Tél : 0790.44.01.47

■ Vends / Loue Villa 125 m². 1 Faç. RDC : Garage - Salon + SDB + WC - 1er étage : 3 Chambres - Cuisine - Douche + WC - 2ème étage : entourage - à BENFREHA. W. ORAN - Tél : 0550.02.53.49

■ Vends villa double façade 130 m². - Salon - Cuisine - 2 SDB - Toiletttes - Garage - 4 Chambres - Terrasse accessible 1 pièce - Coop. Djazairia à côté Dispens. Haï Daya - Tél : 0558.96.27.95 - 14 h 20 h

■ Vds / Loue Maison 140 m² (7 x 20 m). Local R+3. Niv. finie à 100 %. Faç. vitrée 1er et 2ème surface libre. 3ème : 3 Pces à ORAN. Maraval Rue Zaoui Med pour activité commerciale + 2 Rideaux électriques - 0661.76.10.32

■ Partic. vend M.M. R+2 - RDC : 2 Pces + garage + cour - 1er étg. : Gd Sal. + 1 Ch. + Cuis. + SDB - 2ème étg. : Gd Sal. + 1 Pce + SDB + terrasse - Nouvelle Constr. - Actée - Sup. 120 m² - PD : 3500 U - 041.25.11.36 - 0778.25.19.43

■ Vends Maison centre ORAN sur terrain 900 m² - Acté - 3 façades : 12 m, 26 m, 43m - 0554.61.96.16 - 0672.41.78.50

■ Loue pour société ou particulier Villa R+1 + garage, dotée de toutes commodités et équipée à Cap-Falcon (ORAN) - N° Tél : 0665.10.56.26

■ Vends Maison de Maître 140 m² - Actée - R+1 avec bache d'eau et garage - située aux environs de REMCHI (Boukyou) - Tél : 0554.27.72.10

■ Vends Villa coloniale avec piscine. Superficie 650 m² à Clairefontaine - Ain El-Turck - ORAN - Mob : 0659.18.06.57

■ TLEMCCEN : Vends Maison 2 niveaux 143 m² Lotissement Yellès Ain El Kelb - Kiffane - Tél : 0549.12.93.01

■ Vends Maison individuelle R+2 - 150 m² - Actée à Misserghine Cité EPLF. Très bien située - Libre de suite - Curieux ou intermédiaire s'abstenir - Tél : 0661.24.70.00

■ MASCARA - Vends villa 2 façades - 269 m² - Garage - 1er étg. : Gd Cuis. + Salon + Gd Hall + 2 Pces + SDB - 2ème étg. : Haouch + 4 Gdes Pces + Terrasse - Tél : 0799.62.92.32

■ Vends Villa à la Cité FORAT Millenium - ORAN - R+2 avec cour - 2,9 Négociable - Tél : 0557.00.27.97

■ A vendre Villa 225 m². 2 façades. Cave + RDC + 1er étage - Cour. Garage - Actée - Libre de suite derrière la Daïra de GDYEL - RDV pour visite : 0561.94.28.13

■ Loue une très belle villa 250 m² - R+1 - 2 grands salons - 4 Pces - 1 Cuisine - Grand hall - Hammam - Jardin - Garage - Hay El-Nakhla 17 Ha Bir Djir - Tél : 0770.38.76.71

■ A vendre Maison R+1 - 333 m². Bel-Air - Actée + Livret foncier - et 107 m² R+1 - Acté + EDD - Mobile : 0549.86.24.20 - Prix après visite

■ Vends / Echange M.M. - R+1 - Actée : 4 Pièces - Gd Salon - Cuisine - SDB - WC - Local - Gd garage - Terrasse - Mers-El-Kébir - ORAN - Tél : 0561.71.71.39

■ Vends Villa Top. R+2 - 220 m² avec : 2 Suites - 3 Pièces - 2 Salons - 1 Séjour - 2 Salles d'eau - Chauff. Cent. - Piscine - Jardin - Garage - Cuisine équipée - Canastel - ORAN - Tél : 0796.34.34.47 - 0774.00.03.48

■ Affaire à saisir : Vds superbe Villa (Hte Gamme) récente. Actée. 2300 m². 3 façades - R+1 - Très Gd Jardin - Gde piscine - Equipée - Bien située à Belgaïd - Vente au prix de terrain au m² - Tél : 0553.30.96.60

■ Vds M.M. à Sidi Chahmi - Actée - 228 m². 150 m² Bâti : 3 Pces. Salon. Cuisine. Douche. Garage. B. Eau. Cour. 1ère dalle et entourage - 0776.47.86.98 - 0794.97.55.99

■ A vendre Carcasse 260 m² - 15 m Faç. 17,5 M. 210 m² de dalle. 26 piliers et jardin - Située à Hassi Ghalla-Village Isawi Bouziane - Tél : 0772.37.00.06

■ Vends Maison de Maître 130 m². 2 Fdes. RDC fini + 2 garages + 2 pièces. Cuisine + SDB + cour - 1er avec piliers sans dalle + entourage côté ORAN-Est - Actée - à FLEURUS - 0772.76.71.10

■ Vds Villa la Lofa 380 m². Double façade. 220 m² Construit 3 Niv. + Jardin - Hammam - Chauff. Cent. - Clim. - Endroit résidentiel et ensoleillé - Tél : 0770.65.81.65 - Visite à partir de 18 H

■ Vends ou Echange M.M. - R+1 - 2 Faç. 249 m² - Actée - RDC : 2 Loc. 200 m² + 2 P. Cours. 2 Sanit. - 1er étg. : 4 P. Cour. Terrasse - Ttes commodités - Centre-ville GDYEL - ORAN - Tél : 0696.53.95.49 - Etudie toutes propositions

■ Vds Maison. RDC : 3 Pces. SDB. Cour - 1er : Gd Sal. Balcon. Gde terrasse - Sup. 97 m² - Actée + L.F. - P. 920 U fixe - Offre valable jusqu'au 30/09/15 - Tél : 0551.69.19.36 - à Sidi Chahmi 10 min d'Oran

■ Vends Maison 70 m² - Actée - R+2 - Façade - RDC : cuisine + garage + chambre + SDB et WC - 1er étg. : 2 chambres + cuisine + SDB et WC - 2ème étg. : salon + chambre + cuisine - Terrasse : chambre + 2ème terrasse - à Petit Lac - ORAN - 0794.80.87.80

■ ORAN. Centre-ville : Vends Appartements F4 à rénover dans un immeuble, très bon état. Prix intéressant après visite - Tél : 0552.20.09.44

■ Vends Villa 400 m² : 4 Chambres + très Gd Sal. SDB. Cuisine - Le tout meublé et équipé + Conserverie d'olives au RDC équipements complets - à SIG (W. MASCARA) - Actées + L.F. - Prix après visite - Tél : 0661.63.08.80

■ SAÏDA - Vends grande Villa avec commerces en 2 Livrets Fonciers - Livret 1 : 3 Salons. 2 Cuisines. 6 Pièces. Cave et Grenier - Livret 2 : 2 Apparts + Boulangerie et Epicerie en activité et 3ème Gd Magasin. Bien situés centre-ville. Possibilité de vendre séparément - Tél. 0661.23.74.77 - 048.51.71.89

TERRAINS

■ Particulier vend un Terrain de 301 m² au centre de TLEMCCEN - Contactez Djawad : 0771.65.50.22

■ A.V. Terrain Agricole 04 Ha situé à Oued Djamâa (RELIZANE) - Livret foncier - 0795.93.10.66

■ A vendre / A louer : Terrain 1072 m² à Boutechfine (TLEMCCEN) - Acté + L/F - Tél : 0660.83.07.79 - 0561.31.04.58

■ Vends ou Echange Lot de terrain de 160 m² à Ain El Turck contre Logement convenable à Oran

■ Vends à MAZAGRAN en face Canetière Chrétien, à 2 Km du port de MOSTAGANEM : Parc clôturé avec terrain détourné 1.740 m² - Eau forte pression - Elect. + force - Cont. HABIB : 0550.72.11.19

■ Vds des beaux Lots de terrains. Sup. 150 m² - 180 m² - 190 m² dans une cité clôturée - en-droit très calme - à 5 min de la route d'ORAN - ARZEW - Tél : 0550.46.18.22

■ Vends 13 Ha de Terre en Acte de Concession en bordure de la Route Nationale à Mers-El-Hadjadj - Offert 1 Million DA l'Ha - Demanded 1 Million 500 DA l'Ha - Tél : 0670.08.13.56

■ A vendre Lot terrain - Sup. 299 m² - Bien situé - Acté avec Permis construire - Prix intéressant - à Boufatis - ORAN - Tél : 0772.94.27.17

■ A vendre Terrain nu clôturé. Superficie 1.539 m² - Acté + Livret foncier - Très bien situé à Saint Eugène - Hippodrome - ORAN - Tél : 0552.53.85.39

■ Vente Terrains : 315 m². 19 m façade Maraval - 200 m² Coop. El Djamil (Maraval) - Carcasse 190 m² R+2 Coop. El Chahid - Villa 200 Logts 320 m² R+1 - Tél : 0661.20.55.86 - 0560.31.76.80

■ Vente Terrains : 200 m² Maraval Coop. Djamil - 250 m² Maraval + Vds Appart 300 m² Maraval 2^{ème} étage. Fini à 50% - Tél : 0550.30.89.84

■ Vends à Ain Turck (ORAN) un terrain de 168 m² situé à Douar Maroc. Terrain Acté avec Livret foncier, dans un quartier résidentiel avec chaussée goudronnée, eau, gaz et électricité, avec un entourage (9 m 31 sur 20 m) - Tél : 0792.20.71.45

■ Vds à Kara II - Es-Senia. ORAN : 2 Terrains (Actes + Livrets F) mitoyens. Sup. totale 420 m² (2 x 210 m²) clôturée. Façades 2 x 10 m (dont 1 en D.F. sur 21 m). Pas de vis-à-vis et viabilisés - Etude tte proposition - Curieux s'abst. - Tél. 0780.22.52.10 - Après 18 h 00

LOCAUX

■ Vends grand Dépôt Commer. Récent et aménagé. 1.100 m². 2 Gdes Faç. Bien situé près du lycée Lottfi ORAN (Promo R+1 vue sur mer ou toutes activités commerciales) - Tél. 0555.67.83.61

■ Loue Local 28 m². Rideau électrique. Sécurisé. Vitrine. Faux plafond. Dalle de sol - Bd Grand Millenium - Bir El Djir face clinique Imène - Tél. 0552.53.41.00

■ A louer une Pizzeria / Fast-food en face du lycée Belgaid - ORAN - Tél : 0776.68.69.10

■ A vendre ou à louer Local Acté de 40 m² aux 54 Logts BT B N° 24 à AÏN TEMOUCHEUT + Machine CARPIGIANI bonne occasion - Tél : 0773.71.60.61

■ SIDI BEL ABBES (Belouladi) - Vends Local 140 m² bien situé sur avenue principale - 7 m de façade, 2 portails - Contacter le 0556.74.80.24

■ Dépôt à louer Z.I. Misserghine - 333 m² - Tél : 0558.62.14.75

■ A louer Hangar Charpente métallique sup. 400 m² Sidi Maârouf à 5 Km d'ORAN - Force motrice et sanitaires - Tél : 0551.07.08.89 - Fixe : 041.46.02.92 - Curieux s'abstenir

■ Vends / Loue Chambre froide de 60 m³ Positive - Négative (neuve) local avec rideaux électriques - Prix de location 25.000 DA/mois - Tél : 0790.17.86.32

■ TLEMCEM - OUJLIDA : 2 Locaux à louer avec Sanitaires. Sup. 24 m² x 2 - Résidence Es-Saâda (Bouchenak) - Tél : 0549.37.07.52

■ Particulier vend local aménagé, dalle de sol, Mischler avec S/Sol 18/18 côté Résidence 2000 Lits, Tribunal, CNEP et OOREDOO, vue sur artère - Acté - 550 U - Tél : 0667.43.43.15 - 041.21.36.69

■ TLEMCEM - Loue local 490 m², ancien Supermarché sur Bd commercial, bien aménagé, sécurisé, avec dalle de sol, sanitaires, faux plafond - Tél : 0794.15.04.62

■ Loue un Local équipé au niveau des Castors (ORAN) Haï El Makkari, Haouès El Houari - Tél : 0776.10.39.66

■ Vends à ORAN Akid Lotfi : Local commercial 75 m² - Acté avec 3 rideaux. Très bien fini. Résidence Mehdi en face du CEM - Curieux s'abstenir - Tél : 0561.685.676

■ Local à vendre 27 m² - Aménagé (WC + Arrière-boutique) à Haï Yasmine à côté des villas bâties par BATOR - Tél : 0794.83.66.75

■ Vends à ORAN. Hippodrome St Eugène : Local 1.600 m² - 66 m de façade - dont Immeuble de 2 étages avec puits - Tél : 0553.84.15.35 - 0551.11.80.31

■ A vendre 3 Locaux commerciaux en activité. 3 Faç. Sup. 264 m² : Cafétéria - Boulangerie - Vulcanisateur - à Sidi El Houari en face la Banque - Tél : 0662.65.61.77 - 0772.45.69.27

■ Vends / Echange Magasin équipé en Pizzeria. Toutes commodités (Four - Clim - Plasma - Tables - Chaises...). Sup. 45 m² - au 100, Rue de Mostaganem - ORAN - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■ SIDI BEL ABBES - Location d'un Hangar de 1.500 m² qui peut être extensible au double (3.000 m²) : Eau - Elect. - Sol en béton - Etanchéité - Administ. R+1 - Caméra de surveillance... Prix après visite - Courtier s'abstenir - Tél : 0541.83.11.77

■ SIDI BEL ABBES - Vends Local 55 m² avec S/Sol. Route d'Oran (Non concerné par Tramway) - Acté + LF - Convient : Bureau - Commerce ou Atelier - Tél : 0555.05.90.10 / 048.54.01.10 H.B.

■ ORAN - Loue : Local (25 + 25) m². H. 8 m en face CEM à côté du Commissariat peut servir (Bur. - Labo - Café - Pizz. - Fast, etc.) et Local 26 m² Haï El Yasmine - Tél : 0673.42.72.58 - 0559.68.90.77

■ Local à louer 105 m² - Cuvelier / Choupot - ORAN - Tél : 0661.20.31.52

■ Donne en location pour Banque ou Siège administratif très bon Local sur 2 niveaux emplacement St Hubert - Tél : 0661.214.534

■ Vends local très bien aménagé. Toutes commodités. Sup. 40 m² situé en plein centre-ville d'Oran avec Acte notarié - Prix intéressant : 680 Unités - Contacter le propriétaire Tél : 0550.05.91.62

■ Vends Locaux : 1 / Plein centre-ville ORAN 35 m² - 5,5 millions - 2 / Carteaux - ORAN 50 m² - 15 millions - Tél : 0664.59.65.23 P / Visites - Intermédiaires s'abstenir

■ A louer deux Chambres froides 80 m³ + 60 m³ + grand garage - Tél : 0778.59.75.64 - ORAN

■ Espace à louer Rez-de-chaussée avec Soutpente vitrée - Superficie 200 m² villa en face tribunal Cité Djamel - Tél : 0673.81.15.83 / 28.97.32

■ Loue Local commercial au 1^{er} étage - Sup. 232 m² en Open Space au centre d'ORAN : Bd HAMMOU Boutlélis - Immeuble très récent - Tél : 0551.42.09.21

■ Loue Local commercial. RDC : 150 m² - 1^{er} étage : 180 m² - Gambetta - Tél : 0661.20.66.32

EMPLOIS

■ Bureau d'Affaires à ORAN cherche Secrétaire sérieuse, dynamique et présentable - Contacter : 0555.70.94.92

■ Importante Sté à ORAN recrute Assistant Direction (H) et Responsable Commercial (H) libre, réside ORAN - Expérience + 5 - Envoi CV + Photo : intersociete2000@gmail.com

■ Importante Sté à ORAN recrute Commercial / Vendeur apte terrain, bonne expérience, vente toutes Wilayas - Rémunération fixe + variable - Ecrire : intersociete2000@gmail.com

■ Société privée (SARL ALMECA) cherche : 01 Fraiseur et 01 Tourneur - Expérience : 5 ans - Pour Atelier d'usinage à ORAN : 06, Rue des frères Bouchikhi - Savignon - ORAN - Tél : 041.74.61.10 ou 0661.10.19.50

■ Pharmacie cherche Vendeur qualifié - Emploi stable - Horaire de travail de 16 H à 21 H - Tél : 0551.27.66.24

■ Crèche Bilingue cherche : Educatrice - Femme de ménage et Aide générale - Haï Khemisti (Seddikia) ORAN - Tél : 0550.38.26.91 - 0771.26.21.90 - 040.23.32.13

■ Particulier cherche une Nourrice pour Bébé de 4 mois qui se déplace au domicile - Expérience exigée - Envoyez CV au : 041.61.76.17

■ Recrutons de suite Gardien, de préférence retraité, maximum 65 ans, apte avec expérience Jour & Nuit - Réside à ORAN sachant lire et écrire - Envoyer Fax au : 041.32.51.90

■ Recrute Prof de : Cuisine - Gâtellerie - Pâtisserie - Premier Secours - Coiffure Dames - Esthétique - Educatrice d'enfants - Photographie - Contacter : 040.21.00.97 - 0771.31.15.38

■ Société spécialisée dans l'importation des Produits cosmétiques, cherche Commerciale : Diplôme dans la filière - Possédant véhicule - Maîtrise parfaite du français - Résidant à Oran - Envoyez votre CV : sarlaqadomi.mosta@gmail.com

■ Société privée cherche une Femme de ménage célibataire, compétente - Habite à ORAN - Tél : 0661.100.459

■ Fille Handicapée moteur âgée de 30 ans, cherche Femme non mariée pour s'occuper d'elle pour ses besoins de la journée, de préférence hors W. d'Oran et logée - N° T : 0542.84.66.92 - 0795.79.22.88

■ Cherche Secrétaire expérimentée - Nécessite Déplacement périodique au Sud - Contactez-nous au Tél : 0557.59.36.28

■ Pharmacie à Hassi Bounif cherche Vendeur ou Vendeuse habitant les alentours. Assurance sociale, horaires flexibles et salaire intéressant - Contacter : 0665.70.61.69 - betega69@yahoo.fr

■ Atelier de couture à ORAN cherche Couturières femmes - Tél : 0770.48.38.01

■ Grand Magasin de Meuble à AÏN TEMOUCHEUT cherche Vendeuses et Chauffeur expérimenté - Ouvriers (Montage et Bricolage) - Contacter : 0550.92.26.72 - 0550.92.26.73

■ Hôtel 03 Etoiles cherche : 01 Femme de ménage - 01 Plongeur - 01 Serveur - Résidant au centre-ville d'Oran - Tél : 041.29.17.44 ou drhrecrutehotel@gmail.com

■ Bureau d'études recrute : Architectes de conception - Ingénieurs G.C. - T.S. Métreurs Vérificateurs - Ingénieurs ou T.S. en VRD - (Personnels qualifiés et expérimentés) - Envoyer C.V. N° Fax : 041.40.51.33

■ Cherche des Vendeurs pour la distribution des Produits en agroalimentaire et détergents possédant Permis de conduire - Contactez : 0778.59.75.64 - ORAN

■ Sté privée dans le domaine médical recrute Assistant (e) commercial (e) maîtrise l'outil informatique et les appels d'offres - Envoyer CV + photo au : recrute0015@gmail.com

■ Sté privée dans le domaine médical recrute : Magasinier - Agents de recouvrement - Envoyer CV + photo au : recrute0015@gmail.com

■ Sté à ORAN recrute une Commerciale - Expérience exigée - Apte à se déplacer - Envoyer CV + photo par email : cvrouxoran@yahoo.fr

■ ORAN - Sté de Promotion Immobilière recrute Commerciale diplômée en Science Commerciale ou Marketing - Maîtrise française et anglais - O / Informatique - Présentable - Expérience exigée - Envoyer CV au : recrute31@hotmail.com

■ Groupe de Sociétés industrielles recrute : Mécaniciens Industriels 5 ans d'expérience - Cariste - Fax au : 041.53.83.87

■ Recrute Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■ Cherche une Coiffeuse et Esthéticienne qualifiée avec un bon salaire à Haï El-Yasmine - Tél : 0560.07.00.88

■ Sté Import - Export à Es-Senia recrute Aide Comptable H/F - Maît. l'outil Inf. / Facturation - Expér. dans le domaine IFRS / Archivage - Envoyer CV : recrutement@cgi-dz.com

■ Multinationale recrute Vendeuses (48 wilayas), travail libre - Envoyez votre CV au 021.54.29.36 ou contactez 0771.163.549 / 0550.641.545 ou le 0555.598.000 - Nous vous répondons

VEHICULES

■ Location MASTER Frigo, châssis long pour transport alimentaire froid - Année 2013 - Tél : 0550.53.06.08 - 0772.70.36.30

■ Vends CHEVROLET grise 2014 - 1,6 - 113 Chev. Essence - 30.000 Km au compteur - Prix offert 140 U. - Tél : 0555.55.32.94 / 0771.27.07.36

■ A louer un Camion Frigo KIA - Année 2013 - Tél : 0672.44.98.05 - 0555.71.38.61

■ Vends Moissonneuse-batteuse + Remorque 4 roues + Remorque à benne + 3 Disques FORDCHIST + C. 15 CITROËN. Année 2005 - Tél : 0555.49.00.78 / 0560.62.09.04

■ Vends HONDA CIVIC boîte automatique 2005 - Bon état et Vends toutes pièces d'origine HONDA Civic, EL, GL, IXI, LXI, CRV, City... etc. - Tél : 0780.88.44.12 - 0672.46.62.66

■ A vendre POLO A/M - 4 phares - Année 2011 - Compteur 99.000 - Tél : 0771.30.45.60

■ A vendre : Tracteur Routier CNHTC A7. Simple pont 2015 - AUDI avec ou sans Citerne SICAM 27000 L. 2008 - Tél : 0798.67.94.69 / 0555.18.33.09

■ TLEMCEM : Location Bulldozer D 155 A, KOMATSU + Niveleuse, état neuf - Tél : 0549.12.93.01

■ A vendre une Berline MG 350 Confort Plus - 2014 - 53.000 Km - Excellent état - Tél : 0555.36.84.66

■ Achat Véhicule accidenté ou en panne, Léger et Lourd - 021.91.35.62 - 0771.39.49.82 - 0550.59.03.60

DIVERS

■ Cherche Comptoir en verre Occasion - Tél. 0781.20.03.26

■ SARL EL KHODIRI - Importation de Portes et Cuisines d'Espagne sur catalogues - Hippodrome St Eugène - ORAN - Fourniture et Pose - Tél. 0699.85.02.10 - 0774.53.49.71

■ Décoration moderne et classique en Plâtre pour Plafonds et Murs - Décoration Façades en Monocouche. Griffée. Mouchetée. Pierre... Gros Oeuvres et Maçonnerie Gle - Fourniture et Pose - Tél. 0770.42.47.57

■ L'école EL HAYAT SCHOOL informe les parents désireux inscrire leurs enfants dans les cycles PR - Moyen et Secondaire que les inscriptions se feront sur le site : www.elhayat-school.dz

■ A vendre 2 Chambres froides « Positif » et « Négatif », 60 m³ chacune à bon prix - Peu servi - Tél : 0771.69.32.61

■ Fabr. de Chaussée A.V. à Machine LA-BLAG + 1 Lot de Formes P. Homme - Tél : 0771.15.64.51

■ A vendre 1 Groupe 5 KVA. KUBOTA. Bonne occasion. Origine JAPAN et Moteur SKUA pour Rouleau Compacteur - 0555.74.91.45

■ Vends 1 Four à biscuits secs + Empaqueuses - 0553.84.15.35 - 0551.11.80.31

■ Vendons à ORAN : Chaîne complète de gaufrettes HAAS très bon état : Four SWAK 48 plaques - Frigo ARC - Tartineuse - Turbo à pâte + crème - Moulin à sucre - Tél : 0553.84.15.35 - 0551.11.80.31

■ Vends Ligne complète pour Barres Chocolaterie genre « MINDI » + 2 Enrobeuses avec Tunnel de fond T.B.E. une 600 mm et l'autre 400 mm - Tél : 0553.84.15.35 - 0551.11.80.31

■ ASS. SANNABIL ERRAHMA 50 Bd Bendj. lance un Appel pour Récupération médicaments auprès des familles, pharmacies... Votre aide servira au besoin des malades - 0777.02.99.05 - 0559.02.05.40

■ Vends Menuiserie Bois SNLB : Fenêtre 120 x 120 - Porte pleine 90 x 215 - Porte Isoplane vitre 90 x 215 - Très bon état - Tél : 0770.32.59.75 / 0556.91.95.76

■ A vendre un Massicot POLAR ouverture 115 avec Table soufflante. Bon état - Tél : 0770.52.30.81 / 0669.42.77.60

■ Vends Matériel Boulangerie : Four TIBILLI T1 Réf. B11 avec 5 Chariots - Pétrin FEBUS - Diviseuse Façonneuse BERTRAND - Tél : 0771.17.23.02

■ Vends Poste soudure 220 x 380 W type SIDLAL très peu servi au plus offrant - Tél : 0770.32.59.75 / 0556.91.95.76

■ Cherche Achat Machine de glace (CARPIGIANI) - Contacter : 0772.09.98.93

■ Vends Plastique recyclé PEHD et PEBD Polyéthylène Haute Densité et Basse Densité pour Tuyaux PE 100 et PE 80 et Film plastique - Tél : 0771.67.35.35

■ Vends Chiot de race caniche - Contacter REDA : 0780.21.00.30 - 0664.86.58.55

■ Vds / Ech. : Compresseur à air industriel allemand - Chaudière à vapeur - Station traitement d'eau - Citerne 10 000 L - Bureautique - App. Topographique - Matér. Médical - Tél : 0771.50.93.81

■ STOP : Vente en gros Consommables informatiques. Cartouche & Toner Laser CANON EPSON HP SAMSUNG KYOCERA - à de très bon prix et qualité garantie 100% - Tél : 0560.06.25.31 - 0560.92.67.70

■ Cause Retraite : Vends Agence de voyages Agréée - Email : voyageshassane@yahoo.fr

■ Donne en Location longue durée : 2 Silos de 5000 T, charge et décharge rapide - Tél : 0796.242.595

■ Vends Matériel de Tour : Aléseuse de bloc + Tour 2 m. Fraiseuse 1,5 - état neuf - Tél : 0560.35.97.55

REMERCIEMENTS

Très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées suite au décès du regretté époux, père, grand-père, oncle et beau-père **KHARROUBI Hadj Khaled**, rappelé à Dieu le 7 Mars 2015, sa famille tient, ici, à exprimer ses vives gratitude à toutes celles et tous ceux qui ont compati à sa douleur. Et à l'occasion du 40^{ème} jour de la disparition de cet être exceptionnel, sa femme, ses enfants et petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. *La famille KHARROUBI de TIARET*



DÉCÈS

Les familles : **MOULAY et BELAHCEM** ont la douleur d'annoncer le décès survenu le **Mardi 07 Avril 2015 à l'âge de 79 ans de leur chère et regrettée mère, grand-mère et tante Madame MOULAY Ghaoutia née BELAHCEM.** L'enterrement a eu lieu le **Mardi 07 Avril 2015 au cimetière Ain El-Beïda - ORAN.** Repose en paix et que Dieu, Le Tout-Puissant, t'accueille en Son Vaste Paradis.



PENSÉE

A la mémoire de notre cher père **BOUDIA SIDI MOHAMED dit HAMI.** Une année depuis qu'il nous a quittés le 09/04/2014. En cette douloureuse circonstance, sa veuve, ses enfants et petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et apprécié d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. *Ta famille qui t'aime et qui ne t'oubliera jamais*



PENSÉE

Une pieuse pensée à la mémoire de notre chère mère **EL HASSAR NAFISSA Née MEZIANE.** Tu demeureras à jamais vivante dans nos cœurs et nos pensées. Nous prions Dieu, Le Tout-Puissant, de t'accorder Sa Sainte Miséricorde. Repose en paix chère mère. *إنا لله وإنا إليه راجعون*



PENSÉE

Triste fut le mois d'Avril où ils nous ont quittés à jamais ma chère mère **Mme GUERMOUCHE Atika** le 03 Avril 2014 et mon cher père le 09 Avril 2010. En cette douloureuse circonstance je demande à tous ceux qui les ont connus d'avoir une pieuse pensée à leur mémoire. Votre fille **KAMILA**, ses filles **RYM, DOUNIA, HIND** et **MAYA** sans oublier sa petite-fille **ANFEL** qui a pleuré chaudement la maman de sa mamie.



PENSÉE

A la mémoire de notre cher père **MEHNANE M'HAMED.** Les êtres chers ne meurent que quand on les oublie. Beaucoup de tristesse et de peine en pensant à toi et en même temps beaucoup de fierté et d'honneur en se rappelant l'homme que tu étais ; notre père, notre grand frère et surtout notre meilleur ami, un an déjà depuis ton départ laissant un vide immense que rien ne pourra combler. Repose en paix cher papa. On ne t'oubliera jamais. Ta famille demande à tous ceux qui t'ont connu et apprécié d'avoir une pieuse pensée pour toi. *Ta famille qui ne t'oubliera jamais*



40ÈME JOUR

Déjà 28 jours, le 08-03-2015 tu es partie très chère mère **KHAMLII Sultana Ep. AZOUZ BOUCHAMA Abdelkader**, laissant après toi un énorme vide que rien ni personne ne peut combler. Les familles **AZZOUZ BOUCHAMA** et **KHAMLII** ne pourront jamais t'oublier. Nous demandons à tous ceux qui t'ont connue et aimée de prier Dieu avec nous de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et de t'accueillir dans Son Vaste Paradis. Tes enfants **M'hamed - Bendhiba - Charef - Zoubida, Djamil** et ta petite **Aïcha**, tes petits-enfants, ton frère **Youcef** et ta sœur **Zaza.** *Ton fils M'HAMED*

PENSÉE

Cela fait une année déjà, 09/04/2014, que notre cher regretté père **BENMESSAOUD Yazid** nous a quittés. Nous ne t'oublierons jamais. Tes enfants **Mohammed et Moad**, ta fille **Hanane**, tes petites-filles **Nihed, Makarim** et **Hidayette** et ton beau-fils **Khaled** demandent à tous ceux qui t'ont connu, aimé et apprécié par ta gentillesse et ta générosité d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Repose en paix cher papa. *Ton épouse Salima*



PENSÉE

Voilà déjà 01 année s'est écoulée, le 09-04-2014 où la volonté divine invita ma mère (**MAMAYA**) **Mme BENHATCHI AÏCHA Née EDDRIEF**, nous a quittés pour un monde meilleur. Même si tu n'es plus là, tu es et tu seras toujours parmi nous partout là où nous sommes. Nous continuons dans ta voie, donner, aider et aimer son prochain sans attendre de retour ! Tes proches, tes enfants demandent avec humilité aux personnes qui ont eu la chance de t'apprécier, de te côtoyer et encore de t'appeler « **MAMAYA** » d'avoir une pensée en ta mémoire. *إنا لله وإنا إليه راجعون*



MÉMOIRE DE DÉCÈS

Hadj Mounir BORSALI

Ancien Professeur de Mathématiques</

GUELMA

Benghabrit : «Tout doit verser dans l'intérêt de l'élève»

Mohammed Menani

Mme Nouria Benghabrit, ministre de l'Education nationale a effectué, mardi dernier, une visite de travail dans la wilaya de Guelma, où en compagnie du wali, elle a passé en revue diverses réalisations liées au secteur éducatif.

Dans une tournée marathonnienne, à travers le territoire de la wilaya, elle a inauguré 3 lycées opérationnels à Beni Mezline, Aïn Regada et Bendjerrah, ainsi qu'un CEM à Aïn Makhlouf. D'autres chantiers ouverts pour la réalisation de 2 CEM de type B5/200, 1 groupe scolaire et 1 lycée du type 1.000/300, ont été inspectés, à Oued Zenati et Nechemeya. Pour ces infrastructures, en cours d'exécution, la ministre avait eu l'assurance que ces équipements seront inscrits sur la nouvelle carte. Elle a, aussi, posé la première pierre, lançant les réalisations de 2 groupes scolaires du type B et B1, 1 CEM du type B5/200 et 1 lycée de type 1.000/300 à Guel-

ma, Bouchegouf et Bendjerrah. Dans ses propos d'évaluation des actions du développement, la ministre a apprécié la place conquise par la wilaya de Guelma, dans la lutte contre la surcharge des classes, normalisée, actuellement, au ratio de 30 élèves par classe. Sous le préau du lycée «Bounaya Lakhdar», à Bendjerrah, la ministre n'a pas échappé à un bain de foule spontané et les séances de photos avec les lycéens, et c'est dans ces moments de communion qu'elle recommanda aux candidats au baccalauréat «de ne pas désertier les classes jusqu'aux épreuves du Bac blanc». La ministre a, ensuite, présidé une séance de travail au siège de la wilaya, regroupant les cadres de son secteur, où elle a donné les orientations utiles en vue de mener, à bon terme, toutes les activités du secteur aux plans organisationnel et pédagogique. Restant ouverte à la concertation et au dialogue sur des passerelles de communications transparentes, où tout doit converger sur la préservation de l'intérêt de l'élève.

variation de l'intérêt de l'élève.

Dans un point de presse improvisé sur chantier, Mme Benghabrit est revenue sur la mise en évidence des rôles des conseillers pédagogiques et des conseillers de l'orientation, dans la régulation efficiente de la vie studieuse de la communauté scolaire, ou encore sur son credo de récupérer les ex-ITE, en vue de les revitaliser au profit du secteur éducatif et le segment de la formation adaptée. Au sujet du phénomène récurrent des cours particuliers, qui foisonnant dans un échiquier informel, la ministre soutient : «cet état de fait est érigé, suite à une demande sociale. Elle émane des parents soucieux du devenir de leurs enfants, comme cela existe sous d'autres cieux, et d'aucuns, vous diront que l'on ne peut pas parvenir à éradiquer ce phénomène social. Toutefois, on peut le réduire à des proportions raisonnables, en nous imprégnant de la volonté d'améliorer les niveaux d'enseignement dans nos établissements».

TIZI OUZOU

Le wali crie à la manipulation

Naït Ali H.

Durant la période de 2010 à 2014 la wilaya de Tizi Ouzou a connu quelque 887 actions de protestations, selon un bilan fourni, mardi, par le wali Abdelkader Bouazeghi. Il s'agit, essentiellement, sous le même responsable, de 103 sit-in devant la wilaya, 412 fermetures de sièges de communes et 114 de ceux de daïras, 31 fermetures de locaux de Sonelgaz et 26 fermetures des locaux de l'Algérienne des eaux. Intervenant à la clôture des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), consacrée au bilan annuel de 2014, il a indiqué que durant l'année 2014, des citoyens ont assiégé la cité administrative au moins 13 fois, fermé des routes 23 fois, des sièges de daïras 18 fois, des locaux de mairies 95 fois, des locaux de l'Algérienne des eaux (ADE) 06 fois et des routes 21 fois. Pour le wali, la plus majorité de ces actions de protestation portait sur des revendications légitimes dont nombreuse ont été satisfaites à l'issue du dialogue engagé par les autorités avec les protestataires. A ce propos, il a fait état d'audiences accordées, par son cabinet, à quelque 155 comités de villages et 98.000 citoyens. Le wali de Tizi

Ouzou a saisi l'occasion pour revenir sur 2 contestations qui répondraient, à ses yeux, à d'autres considérations et motivations autres que des revendications légitimes à savoir : la fermeture du siège de l'Assemblée populaire communale d'Azazga par des citoyens qui réclament la dissolution de la même assemblée sans motifs valables et la grève illimitée des employés du Trésor de la wilaya. Le wali affirme, à ce propos, avoir engagé, avec les protestataires le dialogue, les négociations et les concessions ou encore l'application de la loi mais sans résultats, accusant les initiateurs de ces deux actions de protestation de manipulation. Il confie ignorer les motivations réelles de cet entêtement aux conséquences fâcheuses.

Pour lui, il est irrationnel de demander la dissolution d'une APC sans raisons valables et prévues dans la réglementation car cela se répercute, seulement sur la population qui subit les conséquences du blocage et se retrouve, ainsi, otage de ces protestataires. Alors que la grève de la centaine des travailleurs de la trésorerie locale pour des revendications dépassant les prérogatives d'un seul ministre, ne répond à aucune logique mais cache mal, à ses yeux, la volonté de porter un coup d'arrêt à la dynami-

que du développement de la wilaya à la faveur du programme d'investissements initié par les pouvoirs publics dans plusieurs secteurs. Et ce, en paralysant le règlement des situations financières des entreprises en charge de ces projets, d'une part, et les salaires de quelque 300.000 fonctionnaires de plusieurs administrations locales d'autre part. Il a révélé que certaines administrations ont été, déjà, contraintes de recourir aux services du Trésor de la wilaya de Boumerdes pour payer leurs employés.

Abordant, par ailleurs, la situation de l'environnement de la wilaya de Tizi Ouzou, Bouazeghi a dressé un tableau noir malgré les opérations de volontariat lancées, ici et là, ayant permis de collecter quelque 900.000 tonnes de déchets soit l'équivalent des collectes d'une période de 2 ans. Il a appelé, ainsi, à la levée des oppositions de riverains pour pouvoir implanter des structures de prise en charge de ces déchets. S'agissant du budget alloué aux différents projets en cours dans la wilaya de Tizi Ouzou, il a indiqué le montant de pas moins de 186 milliards de dinars depuis janvier 2015 alors que la consommation de 2014 a été de 47 milliards de dinars sur les 221 milliards de dinars cumulés au début de la même année.

BLIDA

La démocratie participative, en débat

Tahar Mansour

Donner toute latitude aux APC pour l'élaboration de leurs programmes de développement, en y associant la société civile et le mouvement associatif, en vue d'exprimer leurs préoccupations et faire le choix des projets pouvant être financés, est la nouvelle approche, prônée par les autorités publiques. Ainsi, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a créé, dans cette optique, une caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, permettant d'allouer des subventions aux wilayas et aux communes pour la réhabilitation du service public et concernent, essentiellement, les bâtiments et équipements administratifs, les VRD, l'aménagement et les équipements urbains, les infrastructures économiques et de

proximité et les études et logiciels, tendant à la modernisation du service public. Afin de sensibiliser les élus locaux et la société civile, à cette nouvelle approche, des réunions ont été tenues, du 28 février au 5 mars, dans les 25 communes de la wilaya de Blida, afin de leur expliquer ces nouvelles orientations et les sensibiliser pour participer, de manière effective, à l'élaboration des programmes communaux dans le cadre de la nomenclature des opérations arrêtées, des disponibilités financières, des contraintes liées à l'assiette foncière et des spécificités de chaque commune. Les priorités, dans le choix des projets, doivent être prises en compte afin d'assurer une réalisation sensée et rapide. Suite aux réunions, tenues à travers les communes, au cours desquelles des choix ont été faits par les communes et les représentants de la société civile, une

commission de wilaya a procédé à l'étude et à l'examen détaillé de ces propositions avant de les transmettre aux services concernés du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour leur concrétisation. Afin d'asseoir les bases concrètes de cette démocratie participative, une réunion a regroupé, mardi dernier, les élus de l'APW, des APC, les directeurs de l'Exécutif, les chefs de daïras et les directeurs du Conseil de wilaya, sous la présidence du wali, M. Mohamed Ouchen. Au cours de cette rencontre, on s'est penché sur les moyens à mettre en œuvre afin de réussir cette nouvelle démarche de démocratie participative, concrétisée sur le terrain, par la participation effective des citoyens dans le choix des projets de développement de leurs communes et de leurs quartiers, en prenant en compte la hiérarchisation des priorités.

EL-TARF

Des habitants protestent

A. Ouelaa

C'est une visite d'inspection et de travail, sous haute tension, qu'a eu à effectuer, mardi dernier, M. Lebka Mohamed, wali d'El-Tarf, accompagné de tous les directeurs de l'Exécutif, dans les communes de Dréan et Chébaita Mokhtar.

En effet, les habitants de cette localité, s'exprimant dans une cacophonie générale ont évoqué, pêle-mêle, leurs problèmes et préoccupations telles l'état délabré de la placette du centre-ville, la passerelle métallique qui commence à se détériorer, le logement, les réseaux défectueux, tout autant que les routes. A Dréan, le wali qui a inspecté le nouveau lycée, en

phase de démarrage, la salle de cinéma en réfection, les travaux de l'échangeur de la RN16, a eu droit à un séisme de contestations à la rue Cheikh Larbi Tébesi où les travaux pour la réfection du réseau d'assainissement ont commencé. Les habitants dénonçaient au passage la déliquescence dans laquelle se trouvent certains quartiers de la ville, sans oublier de citer l'eau saumâtre qui coule dans les robinets. Une réunion qui aura duré jusqu'à la fin de l'après-midi, de ce mardi, au CFPA avec la société civile qui a vu, les uns et les autres, exposer tous leurs problèmes particuliers et d'intérêt général et auxquels toutes les réponses nécessaires ont été données.

Saisie de 36.000 euros

Les douaniers du poste frontalier d'El Ayoun, daïra d'El Kala, wilaya d'El Tarf, ont saisi, en fin de journée de lundi dernier, auprès d'un ressortissant libyen, venant de Tunisie pour se rendre en territoire algérien, après une fouille corporelle,

la somme en devises de 36.000 euros et 1.200 dinars tunisiens qu'il n'avait pas déclarés comme le stipule la réglementation sur le change. Un PV a été dressé, en ce sens en attendant la suite que donnera cette affaire liée à l'infraction sur le change. **A. O.**

BOUIRA

Sensibilisations sur l'usage des produits phytosanitaires

Farid Haddouche

La direction des Services agricoles de Bouira (DSA), en coordination, avec la Chambre de l'Agriculture (CA) et avec la participation des secteurs de l'Environnement et de la Santé, a organisé, mardi, une journée d'information et de sensibilisation sur l'usage des produits phytosanitaires. C'est la première initiative du genre, à l'échelle nationale selon les dires de M Akkouche, secrétaire général de la Chambre de l'Agriculture. Des agriculteurs, notamment, des céréaliers ont été conviés à cette rencontre.

Les conférenciers ont axé leurs interventions sur 2 principaux points qui sont : l'aspect technique et l'aspect réglementation, concernant la commercialisation des produits phytosanitaires, à usage agricole, selon Melle Fatima Messaour, inspectrice de la Protection des végétaux, à la DSA.

Cette dernière a ajouté, en plus, que cette initiative s'inscrit, autant, dans la réorganisation opérée dans le créneau que dans la commercialisation.

Car, il est question, pour cette dernière, de certains produits phytosanitaires à

usage agricole, entre autres, les pesticides dont certains sont considérés comme étant hautement toxiques, et contre lesquels des conseils pratiques et des avertissements ont été prodigués aux agriculteurs et céréaliers, afin qu'ils maîtrisent leur usage, sans pour autant s'exposer à leur nocivité. M. Mohamed Badis, directeur commercial de la société allemande 'Bayer Algérie', invité à cette rencontre, a tenu à nous éclairer, un tant soit peu, sur l'importance de cet évènement destiné au monde de l'Agriculture, dans son volet commercialisation et usage des produits phytosanitaires, notamment ceux considérés hautement toxiques. Notre interlocuteur atteste que «la société Bayer qu'il représente, ne rencontre pas ce genre de risques, étant donné qu'elle fabrique et commercialise ses propres produits qui assurent une excellente sélectivité des céréales grâce à la technologie du phyto-protecteur qui permet de renforcer la protection de la céréale. Ils permettent, aussi, une double action de haute performance éprouvée qui assure un désherbage complet des champs de blé, en toute sécurité».

Horaires des prières pour Alger et ses environs

18 jourmada ettania 1436

El Fedjr 05h54	Dohr 13h01	Assar 16h13	Maghreb 18h45	Icha 20h03
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Le bout du tunnel
pour les micro-entreprises
de l'assainissement

Après des négociations marathoniennes qui ont été menées durant la semaine avec le président de l'APC de Constantine, les jeunes gérants des micro-entreprises de l'assainissement sont sortis avec un compromis pour le règlement des créances détenues sur la municipalité de la ville des ponts au profit de laquelle, rappelons-le, ils ont travaillé durant toute l'année 2014 sans recevoir un sou.

A. Mallem

Contacté, hier, le président de leur association, M. Kherrab, nous a communiqué les termes de l'accord passé avant-hier avec le maire et qui consiste, grosso modo, en l'acceptation de la proposition que ce dernier leur avait faite la journée précédente. Les entrepreneurs ont accepté d'être payés pour le travail fourni durant tout le second semestre de l'année passée, tranche visée par la dérogation signée par le wali pour formaliser la relation de travail entre eux et l'APC. « Au cours des négociations, il est apparu que l'erreur administrative qui nous a privés du paiement du premier semestre a été commise par l'administration de la mairie dans sa correspondance au wali faite au mois de juin 2014. Dans cet écrit sollicitant la dérogation du wali pour nous payer, le secrétariat général de la mairie n'avait pas mentionné la période concernée par le règlement, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année 2014. D'où la signature de la dérogation par le wali qui a pris en compte la date d'envoi de la demande de la mairie, c'est-à-dire avec effet à partir du mois de juin 2014 », nous a expliqué le président de l'association. Quoi qu'il en soit, dira notre interlocuteur, les choses étant ce qu'elles sont et une nouvelle dérogation du wali pour le paiement du second trimestre de l'année considérée s'étant révélée pratiquement impossible au regard de l'administration centrale du Trésor au niveau

du ministère des Finances, les concernés ont accepté cette formule de règlement, à charge pour eux de saisir la justice et demander le règlement des six mois restants. « Le P/APC nous a remis tous les documents administratifs nécessaires pour le dossier que nous allons remettre à la justice après avoir constitué un avocat », a ajouté M. Kherrab. Et ce dernier de préciser que « le président de l'APC de Constantine s'est engagé fermement à continuer la collaboration avec les 36 entreprises qui seront versées dans le secteur de l'assainissement en les invitant à se préparer dès à présent pour signer les nouveaux contrats avec la mairie, à partir du 2 mai prochain ». Mais cette fois-ci, leur relation contractuelle sera formalisée et elle se fera sur des bases administratives et juridiques bien élaborées et suivant les textes réglementaires en vigueur. Et de conclure en pensant que « cette amère expérience est peut-être utile dans la formation des jeunes entrepreneurs qui affrontent pour la première fois la jungle administrative et les aléas de la bureaucratie ». Et nombreux ont été ses collègues qui ont soutenu qu'il n'est pas question de céder devant le premier échec. « Nous allons poursuivre le travail accompli durant l'année passée et nous allons tout faire pour relever le défi de l'assainissement durant le déroulement de l'évènement Constantine, capitale de la culture arabe 2015 », nous ont-ils déclaré hier au pied du bâtiment monumental de l'hôtel de ville.

Les pupilles de l'Etat manifestent
pour le logement

A. El Abci

Les pupilles de l'Etat ont tenu, hier, un rassemblement devant le cabinet du wali pour réclamer leur droit d'accès au logement en « priorité », disent-ils. Selon le président de leur association, en attente d'agrément, Abdelmadjid Hioul, « 65 pupilles de l'Etat, sur un total estimé au niveau de la wilaya de Constantine à près de 200 personnes, ont bénéficié de décisions de pré-affectation au mois de janvier 2014, mais depuis, c'est le silence radio ». Il poursuit : « Près de 15 mois après, nous n'avons aucune nouvelle et beaucoup d'entre nous se demandent si les documents qui nous ont été remis ont un sens et tiennent toujours la route ? Si la réponse est oui, alors l'interrogation est d'autant plus pertinente pour ce qui concerne notre cas de pupilles de l'Etat, de part ce statut seront-nous prioritaires ou non dans les attributions d'appartements, car pour nous la chose va de soi ». Notre interlocuteur ajoute : « J'ai pu avoir une entrevue avec le chef de daïra avant-hier mardi, qui a esquivé la question et m'a orienté vers le chef de service du logement social à la cité de

Daksi, pour plus de renseignement sur les dossiers des bénéficiaires de pré-affectations de logements. Une fois sur place, le responsable de ce service m'a confirmé la réception des dossiers de 36 bénéficiaires sur l'ensemble de 65, et que leur envoi par la daïra est en cours et se fait au fur et à mesure des vérifications et autres enquêtes ». Et d'estimer que « malheureusement, nous sommes restés sur notre faim et toutes ces réponses ne nous ont pas convaincus ». « Dans ces conditions, nous nous sommes résolus, soulignera-t-il, à nous adresser au chef de l'exécutif de la wilaya, en tant que notre premier tuteur à l'échelle locale, et lui faire part de nos préoccupations directement ». Car pour l'instant, fera-t-il observer, « nous sommes pratiquement sans domicile fixe, classés comme SDF auprès de l'administration de l'action sociale (DAS) et vivons la galère au quotidien ». Reçus par le chef de cabinet du wali, les pupilles de l'Etat se sont vu confirmer d'être classés « prioritaires » dans le logement et les a orientés vers la direction de la DAS, pour les démarches nécessaires à cet effet.

La directrice de l'UNESCO
dans la ville des ponts

Mme Elena Bokova, la directrice générale de l'Unesco, est attendue ce dimanche 12 avril 2015 à Constantine pour donner une conférence scientifique à l'université des frères Mentouri entrant dans le cadre de la célébration de « l'Année mondiale de la lumière » et qui sera célébrée, dans tous les pays du monde durant toute l'année 2015. Cette personnalité atterrira d'abord à Alger où il est prévu qu'elle préside à l'ouverture des cérémonies marquant les célébrations de l'évènement dans notre pays avant de s'envoler le lendemain matin en direction de la ville des ponts, pour se rendre à l'auditorium Mohamed-Seddik Benyahia de l'université Mentouri, où elle interviendra aux côtés d'autres scientifiques qui donneront des conférences pour l'ouverture de l'année à Constantine. Un grand panneau placé ces derniers jours à l'entrée de l'université Mentouri annonce l'évènement qui sera présidé par la directrice générale de l'Unesco, l'exposition et le spectacle son et lumière qui auront lieu dans ce cadre à proxi-

mité de l'auditorium. Le professeur Djamel Mimouni, président de l'association Sirius d'astronomie populaire, qui nous a communiqué l'information, a ajouté que les 21 et 22 avril prochains auront lieu, dans le même cadre de la célébration de la Journée mondiale de la lumière et sur le même site, les « Journées Ibn-Haithem », évènement à caractère régional, « mais qui revêt tout de même une dimension internationale, puisqu'il y aura des conférenciers du Maghreb, de France, d'Espagne et de plusieurs autres pays occidentaux. Et notre association Sirius d'astronomie et le Centre régional d'astronomie, astrophysique et géophysique (Craag) d'Alger sont associés à l'organisation de ce second évènement aux côtés du département de mathématiques et de physique de l'université Mentouri », a indiqué M. Mimouni. D'après notre interlocuteur, ce seront des journées ouvertes à tout le public et surtout la communauté scolaire puisque la direction de l'éducation de la wilaya a été sollicitée pour inviter les élèves de

tous les établissements scolaires de la wilaya à participer à l'exposition. Pour rappel, l'Unesco a créé l'année 2015 « Année mondiale de la lumière » qui sera célébrée dans tous les pays du monde. Dans notre pays, la célébration se fera officiellement à Alger, mais aussi à Constantine à l'occasion de « Youm El IIm » et l'ouverture de la manifestation « Constantine, capitale de la culture arabe 2015 », ainsi que dans toutes les universités du pays. Les « Journées Ibn-Haithem » qu'on a appelé aussi « Journées maghrébines de mathématiques » qui seront organisées dans ce sillage, seront animées par de grands noms maghrébins de cette discipline. « Ibn Haythem », ce savant arabo-musulman originaire de la ville de Bassorah, en Irak, a été choisi par l'Unesco pour symboliser l'année de la lumière car c'était lui qui a écrit, il y a de cela 1.000 ans, le traité « Kitab El Manadhir », ou le Livre de l'Optique, ouvrage qui a été utilisé en Occident comme livre de référence en la matière pendant des siècles. A. M.

Commerçants et direction
du commerce s'expliquent

Rekibi Chikhi

Afin de garantir les meilleures prestations culinaires et de services, durant cette année au cours de laquelle Constantine sera capitale de la culture arabe, la direction du commerce a abrité, hier, une journée d'étude sur les fast-foods. Plus de la moitié des commerçants invités ont répondu présents à cette sixième rencontre de sensibilisation, organisée par cette direction avec le secteur des services. En sus du représentant de l'UGCAA, de la présidente de l'association de la protection du consommateur et des associations professionnelles, 18 commerçants sur la trentaine invitée ont mis en exergue tous les problèmes liés à ce domaine. M. Denni, le président du service de la protection du consommateur et de la répression de la fraude, a insisté sur « le caractère de service public que revêtent ces activités ». Mme Ben Toubal, sa collègue, en exposant le cadre juridique qui régit cette activité, a mis l'accent sur les différences qui existent entre la restauration complète qui est réglementée et le fast-food. « La maîtrise des cinq "M" est à même de garantir à 90% la bonne qualité du service », dit-elle à l'adresse des « restaurateurs rapides », à savoir, « les matières premières, le matériel, la main-d'œuvre, la méthode et

le milieu ». Loratrice a détaillé le bilan en matière d'intervention des agents de la direction du commerce, en signalant qu'une hausse de 27,42% a été enregistrée en 2014 par rapport à 2013, en matière d'interventions dans le domaine de la restauration et du fast-food, avec 2.324 interventions. Ces dernières ont donné lieu à 425 procès judiciaires, la fermeture de 22 locaux entre restauration complète et fast-food, alors que 92 infractions pour non-affichage des prix et présentation du produit ont été enregistrées. Les commerçants, à leur tour, ont posé les problèmes rencontrés dans leur activité en signalant, en particulier, les disparités entre commerçants et l'horaire inapproprié des contrôles, ou bien trop tôt ou bien trop tard ou en plein service, le non fondé de certains procès, l'absence, voire la rareté du personnel sérieux et qualifié, l'impossibilité de l'affichage continu des prix, « le prix des viandes rouges et blanches, étant en changement continu », souligne un commerçant. D'autres problèmes ont été posés tels que l'obligation de fermer dans les rues où des travaux de ravalement des façades sont en cours, l'impossibilité de garantir les cinq « M », avec un personnel recruté dans le cadre de l'Anem, qui s'en va sans avertir. « On préfère importer de la main-d'œuvre, mais les lois sont très rigides dans ce domai-

ne », souligne un autre. M. Denni, tout en soulignant sa satisfaction de l'omniprésence des agents de contrôle de la direction du commerce, a tenu à préciser que l'agent de contrôle est autorisé à contrôler à tout moment, pour établir son procès et il se réfère à des indices, « la toile d'araignée n'est pas dangereuse en elle-même, mais sa présence sur les lieux, à titre d'exemple, signifie l'absence d'un entretien quotidien et cela n'a rien à voir avec l'horaire du contrôle ». Il dira aussi que ses « agents ont eux aussi signalé des réactions douteuses de la part de certains commerçants, celle de fermer au premier signe de l'arrivée d'un contrôleur, cela porte à croire qu'ils ont quelque chose à se reprocher et c'est pour cela que les contrôles deviennent plus fréquents chez eux, sans oublier, soulignera-t-il, que certains commerçants donnent des directives à leur personnel d'empêcher les agents de contrôler ». A la fin de ses explications et précisions, il dira, en s'adressant aux commerçants : « Vous possédez un registre de commerce, vous devez donc assumer la possession d'un tel document, le problème de la main-d'œuvre existe mais il ne faut pas croiser les bras pour autant, on doit être à la hauteur de l'honneur qui a été attribué à notre ville qui est celui d'être la capitale de la culture arabe ».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

19 jourmada ethania 1436

El Fedjr
04h40

Dohr
12h36

Assar
16h14

Maghreb
19h06

Icha
20h28



Le Gabon pays hôte pour 2017 L'Algérie perd la CAN



M. A.

C'est finalement le Gabon qui aura l'honneur d'abriter la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des nations en 2017, au grand dam de tous les Algériens et plus particulièrement les férus de la balle ronde qui ne s'attendaient pas à cette désignation qualifiée de véritable surprise quand on sait que l'heureux lauréat a déjà à son actif la co-organisation avec la Guinée-équatoriale de la CAN 2012, soit cinq années après, alors que l'organisation d'un tel événement remonte à 1990 pour l'Algérie.

Le verdict est tombé hier en marge des travaux de l'assemblée générale de la Confédération africaine de football (CAF) qui s'est tenue dans la capitale égyptienne, Le Caire, et ce après le vote des treize membres sur les dix-neuf que compte l'exécutif de la CAF conformément à ses statuts, l'annonce ayant été faite par le président de la CAF, Issa Haya-

tou. Donc c'est un véritable camouflet qu'aura essuyé notre délégation présente au Caire pour défendre le dossier algérien, notamment le ministre des Sports et le président de la FAF Mohamed Raouaoua et relayés par d'autres acteurs du mouvement sportif national qui n'ont pas cessé de crier sur tous les toits avant le jour «J» que des trois dossiers en concurrence, celui de l'Algérie était le plus complet et le plus fiable. Partant de là, où se situe la faille ?

Et pourtant l'Egypte s'est retirée de la course car n'ayant aucune chance, en raison de la situation sécuritaire dégradante dans ce pays, ce qui favorisait l'Algérie qui pouvait compter sur un allié de poids. Fort du soutien de l'Egypte et du travail de lobbying du président de la FAF Mohamed Raouaoua au niveau de certaines fédérations outre les bonnes relations politiques entretenues avec des pays subsahariens, ajoutez à cela ce ballet diplomatique à

El Mouradia ces dernières semaines, personne ne doutait un seul instant quant aux chances de l'Algérie d'organiser la CAN 2017. Malheureusement, ce ne sera pas le cas et ce qui est pénalisant à plus d'un titre est que l'Algérie doit patienter pour postuler à l'organisation de sa deuxième CAN après celle de 1990 où elle a remporté le seul titre à son palmarès. Car outre 2017, les trois CAN suivantes ont été déjà attribuées au Cameroun (2019), à la Côte d'Ivoire (2021) et la Guinée. Il est clair aussi que d'autres paramètres pouvaient jouer en défaveur du dossier algérien, à savoir l'affaire Ebossé qui n'a pas été effacée des mémoires africaines outre la recrudescence de la violence sur nos terrains. En somme, la balle se trouve dans le camp de nos responsables qui doivent au plus vite éclairer nos lanternes quant à cet échec alors que tous les indicateurs plaçaient l'Algérie grande favorite pour organiser cette 31e édition de la CAN.

Qualifications à la CAN-2017

L'Algérie dans un groupe largement à sa portée

Sitôt connu le pays qui organisera la CAN 2017, à savoir le Gabon, on procéda, hier, au tirage au sort des groupes pour la qualification à la phase finale de ce grand rendez-vous footballistique africain.

Les éliminatoires seront disputées de la mi-juin 2015, à début septembre 2016, par les 52 pays répartis dans 13 groupes de 4 équipes où les premiers et les 2 meilleurs deuxièmes, à l'exception du groupe I où figure le pays-hôte, seront pré-

sents au Gabon. L'Algérie ayant été versée dans le groupe «J» aux côtés du Lesotho, l'Ethiopie et les Seychelles, en somme, un tirage favorable pour les Verts qui semblent bien lotis pour valider leur billet, face à des adversaires largement à leur portée. Des 13 poules, 2 s'annoncent relevées, à savoir : le groupe G avec le Nigeria et l'Egypte et le groupe M avec le Cameroun et l'Afrique du Sud, soit 4 équipes qui ne sont plus à présenter et qui se livreront

un duel, sans merci pour terminer en tête. La CAF, ayant introduit une nouvelle donne, le pays organisateur devant prendre part, pour la première fois, aux phases qualificatives, les différentes confrontations du Gabon dans le groupe I aux côtés des équipes de la Côte d'Ivoire, du Soudan, de la Sierra Leone et le Gabon sont considérées comme des matches amicaux et ne sont pas comptabilisées.

M. A.

Composition des groupes

Groupe A	.....	Tunisie, Togo, Libéria, Djibouti.
Groupe B	.....	RD Congo, Angola, Centrafrique, Madagascar.
Groupe C	.....	Mali, Guinée équatoriale, Bénin, Soudan du Sud.
Groupe D	.....	Burkina Faso, Ouganda, Botswana, Iles Comores.
Groupe E	.....	Zambie, Congo, Kenya, Guinée Bissau.
Groupe F	.....	Cap Vert, Maroc, Libye, Sao Tomé.
Groupe G	.....	Nigeria, Egypte, Tanzanie, Tchad.
Groupe H	.....	Ghana, Mozambique, Rwanda, Mauritanie.
Groupe I	.....	Côte d'Ivoire, Soudan, Sierra Leone, Gabon.
Groupe J	.....	Algérie, Ethiopie, Lesotho, Seychelles
Groupe K	.....	Sénégal, Niger, Namibie, Burundi.
Groupe L	.....	Guinée, Malawi, Zimbabwe, Swaziland.
Groupe M	.....	Cameroun, Afrique du Sud, Gambie, Ile Maurice

Coupe d'Algérie - Vendredi à 16h00 ESS-MOB Une finale avant la lettre

M. Zeggai

Tous les regards seront braqués demain vers le stade du 8-Mai 1945 de Sétif, théâtre du choc ESS-MOB, comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie. Le spectacle et l'ambiance semblent assurés sur le terrain et dans les gradins dans la mesure où cette affiche est considérée comme une finale avant la lettre. C'est l'indécision qui règne quant au pronostic, car si l'Entente évoluera à domicile, par contre, les Mobistes disposent d'un ascendant psychologique après avoir assuré leur large victoire en championnat. Côté effectif, le MOB sera privé de

deux atouts, Ferhat et Hamzaoui (blessés) mais enregistre le retour de Rahal. Chez les Ententistes, Ziaya et Bouchar sont incertains. Cependant, sur le terrain, d'autres paramètres peuvent intervenir et détermineront le résultat final.

Une chose est sûre, compte tenu de l'enjeu, on assistera du côté des bancs à un duel entre deux jeunes entraîneurs, Madoui et Amrani, qui ont prouvé leurs compétences.

Entre l'ESS, champion d'Afrique en titre, et le MOB, véritable révélation de la saison, les paris restent ouverts. De son côté, Madoui avoue que passer ce cap, son équipe se rappro-

cherait de son neuvième trophée. Pour sa part, Abdelkader Amrani a sensibilisé ses joueurs pour atteindre pour la première fois dans l'histoire du MOB la finale. A cet effet, les responsables du Mouloudia n'ont pas lésiné sur les moyens.

De toute évidence, la fièvre monte tant à Sétif qu'à Béjaïa au fur et à mesure que l'heure H approche car, de l'avis de tous les observateurs, le vainqueur de cette empoignade aura de fortes chances de remporter le trophée 2015. Ce qui donne beaucoup plus d'attrait à cette affiche entre deux sérieux prétendants au titre de champion d'Algérie.

Ligue 1 - Mise à jour

Trois précieux points en jeu à Alger et Constantine



M. Benboua

Pour le compte de la mise à jour de la 24^e journée du championnat de Ligue 1, deux rencontres à grands enjeux auront lieu ce week-end. En effet, demain et outre le match de Coupe d'Algérie entre l'ESS et le MOB, qui risque de monopoliser l'attention, les regards seront également tournés vers le stade Hamlaoui de Constantine, où le CSC espère s'éloigner du danger en accueillant le NAHD, lanterne rouge, dans un match

à six points. Auteur d'un parcours en deçà des attentes, le Chabab sait pertinemment que l'opération sauvetage passe par un succès à domicile et ce, afin d'entrevoir la suite du championnat avec moins de pression. Mais le Nasria, qui compte sur un bon effectif, jouera à l'occasion son va-tout.

Cela dit, et en dépit de l'avantage du terrain, nul ne peut nier que le NAHD aura lui aussi son mot à dire.

Par ailleurs, et un peu plus tard, au stade Omar-Hama-

di de Bologhine, l'USMA, qualifiée au prochain tour de la Ligue des champions d'Afrique, affrontera l'autre représentant algérien, lui aussi qualifié avec brio dans cette prestigieuse épreuve, le MCEE en l'occurrence. Toutefois, en championnat, les objectifs des deux équipes sont diamétralement opposés, car si l'USMA espère remonter sur le podium tout en se relançant dans la course au titre, le MCEE, qui a du mal à quitter la dernière partie du tableau, n'aura plus droit à l'erreur, car le moindre faux pas pourrait s'avérer fatal pour le team des Hauts-Plateaux.

Vendredi à 16h00

Constantine:	.....	CSC	.....	-	.....	NAHD
Alger (18h00):	.....	USMA	.....	-	.....	MCEE

Division nationale amateurs - Est

Hamra, un dernier obstacle pour la JSM Skikda

M. B.

C'est une étape importante que s'apprête à vivre le leader, la JSM Skikda, lors de cette 26^e journée du championnat dans ce groupe. En effet, avec neuf points d'avance sur son poursuivant direct, la JSMS se rendra à Annaba pour affronter Hamra, une équipe démobilisée. Il faut dire que, mathématiquement parlant, rien n'est encore joué dans la course à l'accession et ce, à cinq étapes de l'arrivée, car un éventuel échec de la JSMS à Annaba pourrait donner des ailes aux poursuivants, tel que l'US Biskra, qui effectuera le déplacement à Skikda pour donner la réplique à la lanterne rouge, le WA Ramdane Djamel, déjà condamné. L'autre équipe qui veut y croire jus-

qu'au bout n'est autre que le MO Constantine, lequel sera lui aussi à l'épreuve en dehors de ses bases, cette fois à Guelma, où l'ESG n'est pas disposée à lui faire des concessions.

Par ailleurs, et si le glas a déjà sonné pour le WARD au bas du tableau, les autres mal classés tenteront de redoubler d'efforts lors de cette dernière ligne droite pour ne pas figurer dans la liste des relégués.

C'est le cas de l'Entente Collo, qui jouera un match décisif à domicile devant l'AS Aïn M'lila, et du CR Village Moussa, qui n'a pas droit à l'erreur face au NC Magra. Enfin, dans les autres rencontres, aucun enjeu n'est d'actualité.

Vendredi à 15h00

Skikda:	.....	WARD	.....	-	.....	USB
Kais:	.....	USMK	.....	-	.....	USMAN
Jijel:	.....	CRVM	.....	-	.....	NCM
Aïn Beïda:	.....	USMAB	.....	-	.....	MSPB
Guelma:	.....	ESG	.....	-	.....	MOC
Annaba:	.....	Hamra	.....	-	.....	JSMS
Touggourt:	.....	NRBT	.....	-	.....	HBCL
Collo:	.....	E.C	.....	-	.....	ASAM

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	08h50
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	16h25
Oran - Alger	20h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Oran - Ghardaïa	15h10
Oran - Tamenrasset	15h10
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	10h00
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	18h25
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h00
In Aménas - Oran	11h50
Adrar- Oran	12h05
Annaba - Oran	18h10

Vendredi	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	13h25
Oran - Alger	13h15
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	19h00
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	15h30
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h10
Alger - Oran	20h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h50
Tamanrasset - Oran	08h00
Ghardaïa - Oran	11h00

INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alicante	07h25
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	12h10
Oran - Paris-(CDG)	14h00
Oran - Marseille	15h25
Oran - Toulouse	15h45
Oran - Jeddha	17h40

Vol	Arrivée
Alicante - Oran	10h40
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	16h10
Paris-(CDG) - Oran	20h10
Marseille - Oran	20h00
Toulouse - Oran	19h45
Jeddha(j+1)- Oran	07h05

Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Casablanca	14h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Medine	14h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Casablanca - Oran	18h00
Paris(CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h15
Madrid - Oran	18h30

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven/Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15 /16h35
Mer / Jeu/ Ven/Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



DÉPART ARRIVÉE

ORAN / ALICANTE	
Dim 12 - 18h00	Lun 13 - 07h00
Dim 19 - 18h00	Lun 20 - 07h00
Dim 26 - 18h00	Lun 27 - 07h00

ALICANTE / ORAN	
Lun 13 - 19h00	Mar 14 - 07h00
Lun 20 - 19h00	Mar 21 - 07h00
Lun 27 - 19h00	Mar 28 - 07h00

ORAN / MARSEILLE	
Mar 14 - 12h00	Mer 15 - 13h00
Mar 21 - 12h00	Mer 22 - 13h00

MARSEILLE / ORAN	
Mar 13 - 12h00	Mer 14 - 13h00
Mar 22 - 12h00	Mer 23 - 13h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN



► Mercredi 08 avril à 17h au T.R.O

«EL HAIT»

Auteur : BEN M'HAMED Mohamed

Mise en scène: RAMDANE Tayeb

(Mesrah El Madina)

► Jeudi 09 avril à 18h au T.R.O

«CHEB RASS»

Auteur et mise en scène : Mohamed MIHOUBI

(Ass/Amel)

► Vendredi 10 avril à 10h au T.R.O

«WISSAM OUEL MALIKA»

Auteur : Azzedine AMARI

Mise en scène : Youcef GOUASMI (T.R.O)

► Vendredi 10 avril à 16h au T.R.O

«BOUMEDIENE ESPOIR»

Auteur et mise en scène : BOUMEDIENE Miloud

(Union des Ass/Wilaya d'Oran)

► Samedi 11 avril à 17h au T.R.O

«L'ecole Des Sousou»

Auteur : KADDOUR Nadjib

Mise en scène : KADID Walid

(Ass/EL Feth)

► Mardi 14 avril à 15h au Palais de la Culture

MOUFDI Zakaria Alger

«WISSAM OUEL MALIKA»

Auteur : Azzedine AMARI

Mise en scène : Youcef GOUASMI (T.R.O Alger)

► Mardi 14 avril à 09h au T.R.O

► Mercredi 15 avril à 09h au T.R.O

► Jeudi 16 avril à 09h au T.R.O

«CHOUMOU»

(Maison de la Culture Oran)

► Vendredi 17 avril à 10h au T.R.O

«EL ASSAD OUEL HATTABA»

Auteur : Mourad SENOUCI



Projection de documentaire

Thalassa : Algérie,
la mer retrouvée

► Jeudi 9 avril à 17h00 à l'IF Annaba

► Mercredi 8 avril à la Cinémathèque d'Alger

« Algérie, la mer retrouvée » 110' - 2014 - produit par Capa Presse et réalisé par Alexis Marant et Guillaume Pitron. Thalassa nous emmène pour un voyage inédit tout au long de ces 1600 kms de côtes encore trop méconnues. D'ouest en Est, les paysages algériens offrent une variété fascinante. Aux côtés de Guillaume Pitron, l'ensemble des oranais qui ont guidé et accompagné l'équipe de Thalassa lors de son tournage à Oran animeront cette soirée dédiée à la préservation de cet environnement unique.

Rencontre
AVEC BERNARD GUETTA

► Samedi 18 avril à 16h30 à l'IF d'Alger

► Dimanche 19 avril à 17h00

à la Librairie Alili Tlemcen

Cycle les Passeurs d'une rive à l'autre
Bernard Guetta est chroniqueur de politique internationale à France Inter, Libération et la Repubblica. Après avoir couvert pour Le Monde la naissance de Solidarité en Pologne, l'essor du néolibéralisme dans l'Amérique de Reagan et l'effondrement communiste dans l'URSS de Gorbatchev, il a dirigé les rédactions de L'Expansion et du Nouvel Observateur.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Peu nuageux Max.26-Min.13	Ensoleillé Max.25 - Min.12
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.24-Min.11	Ensoleillé Max.25-Min.12
TLEMSEN	
Ensoleillé Max.27 -Min.9	Ensoleillé Max.25 - Min.8
MASCARA	
Ensoleillé Max.26 -Min.9	Ensoleillé Max.27 - Min.11
TIARET	
Ensoleillé Max.22 - Min.7	Ensoleillé Max.22 - Min.8
CHLEF	
Ensoleillé Max.28- Min.12	Ensoleillé Max.29- Min.13
BÉCHAR	
Vent Max.27- Min.13	Ensoleillé Max.24-Min.11
ALGER	
Ensoleillé Max.22- Min.11	Ensoleillé Max.24- Min.12
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.21 - Min.6	Ensoleillé Max.24 - Min.8
ANNABA	
Ensoleillé Max.19 -Min.7	Ensoleillé Max.25 - Min.10

CRASC, Technopôle USTO - ORAN

Hommage à

Abed BENDJELID

Directeur du comité de rédaction de la revue *Insaniyat*,
Membre du conseil scientifique du CRASC
Ancien Directeur de la division de recherche « Villes et Territoires »

Dimanche 12 avril 2015
à 09h00

CONFÉRENCE - DÉBAT

Le lundi 13 avril 2015 à 9h30, GRAS

L'ACCUEIL
Seuil d'un processus de reconnaissance de l'autre

Animée par
Araoui Karima
Psychologue clinicienne
(GRAS, CSORVAT d'Oran)

GRAS
Salle de conférences du GRAS
Université d'Oran, Ex-IAP, Es-Sénia
Web site: www.gras-oran.org

TABLE RONDE

Le jeudi 19 Février 2015 à 09h30 au GRAS

L'histoire de la médecine en Trézel 1884-1910
تاريخ الطب في مركز تيزل 1910-1884

وهذا بحضور: الأستاذة وابل بختة-جامعة تبسة عضو بالفراس.
وكنالك بحضور الأستاذ جعفر ياوش رئيس الفرقة.

GRAS
Salle de conférences du GRAS
Université d'Oran, Ex-IAP, Es-Sénia
Web site: www.gras-oran.org



06.30 Sabah el kheir
07.00 Journal télévisé
07.15 Reprise sabah el kheir
09.05 Saidati
10.00 Dessin animé
10.30 Zaman el barghouthe
11.30 Chahid wa chawahid
12.30 El moustahlik
13.00 Journal télévisé
13.30 Maou dou dou - Feuilleton
15.00 Mahla di aàchia
16.30 Sayadou el elghaze 2
17.00 Dessin animé
17.30 Casting alhan wa chabeb
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Tadar tarbah
18.55 Fi taani salama
19.20 Familtna
20.00 Journal télévisé
21.15 Rana hana
22.30 Lili fan el djazairi asmaa
23.35 Concert de chant
00.30 Dafatir el cinema



19.50 Populaire



Avec Romain Duris, Bérénice Bejo, Déborah François, Shaun Benson
A la fin des années 50, Rose Pamphyle, qui s'est entraînée quelque temps dans l'épicerie familiale, vient d'être embauchée comme secrétaire dans le cabinet d'assurance de Louis Echard. Peu convaincu par ses talents de secrétaire mais épaté par sa rapidité, celui-ci décide d'inscrire la jeune femme à un concours de vitesse dactylographique.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
10.05 Fi el taani salama
10.30 Haqaiq qoraania
11.00 El bachir wa el nadir
11.20 UFC
12.45 Journal télévisé
13.00 La prière du vendredi
14.00 Fadhaa el djoumoua
15.00 Méthode zoé - Série
15.45 GSP-AIN AZAL
18.00 Journal télévisé amazigh
18.25 Chachat
18.45 Fatawa aàla hawa
20.00 Journal télévisé
21.00 Alhan wa chabeb prime time
23.15 Ibhah
23.40 Sadamat el Ardhe
Documentaire



19.50 Thalassa



- La Vendée, côte de lumières
Présenté par Georges Pernoud
Escapade à Noirmoutier. Avec 10 000 habitants l'hiver et 80 000 l'été, l'île de Noirmoutier change de visage quand approche la haute saison • Enfants du marais. De Beauvoir à Talmont-Saint-Hilaire, les marais vendéens sont un univers à part, calme et préservé • Les Sables, rive gauche rive droite. La géographie des Sables-d'Olonne a donné naissance à une rivalité entre deux quartiers : la Chaume et le Remblai • Les aventures d'une sardine.



JEUDI



19.55 Falco



Saison 3 - Episode 3
- A la folie
Avec Natacha Régnier, Anne Caillon, Clément Manuel, Alexia Barlier
Un homme retrouvé noyé dans la Seine est un donneur potentiel pour une greffe de cœur. Alors que les médecins sont sur le point de lui prélever l'organe pour le transplanter sur un enfant, la police ordonne d'interrompre l'intervention. Il pourrait en effet s'agir de la victime d'un homicide et une autopsie étant nécessaire, toute opération est impossible.



19.55 Scorpion



Saison 1 - Episode 10
- Semper fidelis
Avec Elyes Gabel, Jady Wong, Katharine McPhee, Ari Stidham
Un avion de l'armée transportant un radar s'est écrasé dans une région désertique de Bosnie. Un général demande à l'équipe de l'agent Cabe de récupérer l'appareil top secret. L'officier charge également le lieutenant James Corbett d'escorter le groupe jusqu'au lieu du crash. Ils doivent ramener le cadavre du capitaine Javier Barrios, le pilote de l'avion qui était le seul passager à bord.



19.40 Crime City



Avec Julia Stiles, Forest Whitaker, Peter Coyote, Jeremy Renner
Holt, un expert en assurances, se rend dans la petite ville d'Hasting dans le Minnesota. Le but de son voyage : confirmer la mort de Kelvin Anderson, un criminel recherché qui serait mort dans un accident de voiture en allant rendre visite à sa soeur. En dépit des certitudes de la police locale, Holt n'est pas convaincu qu'il s'agisse bien du corps du défunt. Au cours de ses pérégrinations, il va rencontrer Isold, la soeur d'Anderson, qui semble être prise dans le piège d'une grosse arnaque à l'assurance.



20.00 House of Cards



Saison 3 - Episode 10
- Monnaie d'échange
Avec Kevin Spacey, Robin Wright, Michael Kelly, Sakina Jaffrey
Alors que le conflit s'intensifie dans la vallée du Jourdain, Claire œuvre sans relâche au maintien de la mission de paix au Proche-Orient. De son côté, Frank doit faire en sorte que la situation ne ternisse pas son image dans le contexte de sa campagne électorale. Il comprend bientôt qu'il doit négocier personnellement avec Viktor Petrov.



19.45 The Body



Avec Belén Rueda, José Coronado, Carlota Olcina, Hugo Silva
Un homme, paniqué, court dans la nuit avant d'être renversé par une voiture. La victime, gardien de nuit dans une morgue, est à l'hôpital, dans le coma, quand le commissaire Jaime Peña prend l'affaire en main. Il découvre que l'homme fuyait après avoir découvert que le corps d'une femme, Mayka Villaverde, avait disparu de la morgue.



VENREDI



19.55 Les enfants de la télé



Présenté par Arthur
En compagnie de ses invités, l'animateur revient sur des séquences cultes du petit écran et propose des bêtisiers inédits. Avec Chantal Ladesou, dans «Nelson» au Théâtre de la Porte Saint-Martin à Paris, Laurent Ruquier, présentateur notamment des «Grosses Têtes» sur RTL, et Philippe Geluck, qui reviendra sur son personnage de bande dessinée «Le Chat».



19.55 NCIS : Nouvelle-Orléans



Saison 1 - Episode 3
- Les évadés
Avec Scott Bakula, Zoe McLellan, Lucas Black, CCH Pounder
L'équipe enquête sur l'évasion de trois détenus survenue après que le bus qui les transportait a eu un accident. Les agents s'intéressent tout particulièrement à l'un d'entre eux, Dimitry Babakov, un trafiquant d'armes très dangereux que l'agent Gibbs et Leon Vance ont traqué pendant plus d'un an. Sa capture permettrait d'avoir des informations inestimables sur un vaste réseau.

19.55 Caïn



Saison 3 - Episode 3
- Rumeurs
Avec Bruno Debrandt, Julie Delarme, Davy Sanna, Juliet Lemonnier
Un homme soupçonné d'agression sur mineur est assassiné chez lui. Caïn et Lucie mènent l'enquête auprès du voisinage. Ils se méfient des rumeurs qui circulent au sujet du défunt et décident de retrouver la jeune fille qui l'avait accusé.



19.45 Stoker



Avec Mia Wasikowska, Jacki Weaver, Nicole Kidman, Matthew Goode
Le jour de ses 18 ans, India Stoker perd son père, Richard, dans un accident de voiture. Le jour de l'enterrement, la jeune femme, profondément perturbée par ce drame, fait la connaissance de son oncle Charles. India, qui entretient des relations assez distantes avec sa mère, Evelyn, rejette d'abord Charles, qui vient de s'installer chez eux. Mais elle est vite fascinée par cet oncle, un personnage au passé pour le moins énigmatique.



20.00 Iron Man 3



Avec Ben Kingsley, Don Cheadle, Robert Downey Jr, Gwyneth Paltrow
En 1999, à Berne, Tony Stark participe à un réveillon du Nouvel An avec la ravissante Maya Hansen. C'est à cette même soirée qu'il pose un lapin à l'inventeur Aldrich Killian. De nos jours, Tony voit à la télévision des messages d'un terroriste qui pirate les ondes, se fait appeler le Mandarin et menace l'Amérique.



19.45 Mission : Impossible



Avec Tom Cruise, Jon Voight, Emmanuelle Béart, Henry Czerny
Jim Phelps, chef d'une équipe de la CIA, réunit ses meilleurs éléments, dont sa femme Claire et Ethan Hunt, un as du déguisement, pour une mission délicate. Il s'agit, lors d'une réception à l'ambassade des Etats-Unis à Prague, d'arrêter l'espion Goltysyn, venu dérober une disquette contenant les noms de plusieurs agents officiant en Europe centrale. Mais l'opération tourne mal. Seul Ethan en sort vivant.

Djezzy relève le défi de la sécurité des données

Du 08 au 12 avril 2015
Palais des expositions Pins-Maritimes Alger



Comme chaque année, Djezzy, sera présent au Salon international de l'Informatique, de la Bureautique et de la Communication (SICOM). Prévu du 08 au 12 avril, au Palais des expositions des Pins Maritimes (Alger), la 24e édition a choisi pour thème la «Maintenance Informatique, Mobilité et Sécurité des données». Les visiteurs de notre stand, qui seront accueillis par une équipe de professionnels, pourront découvrir ainsi toutes les informations sur les enjeux de la sécurité des données dans le secteur de la téléphonie mobile, un sujet au centre d'intérêt pour Djezzy qui ne cesse d'en développer les solutions les plus fiables, en s'associant avec les entreprises les plus avancées dans ce domaine. Djezzy commercialise, en partenariat avec le géant mondial Google, la solution Cloud pour les entreprises, laquelle offre une sécurité maximale sur tous les échanges.

«Les particuliers tout comme les professionnels, qui souhaitent vivre cet événement à nos côtés, pourront également découvrir un large éventail d'offres commerciales qui répondent aux besoins de tous les profils et qui restent les plus généreuses du marché», indique l'opérateur.

France : guerre ouverte à l'extrême droite entre Le Pen père et fille



La présidente du Front national français (extrême droite), Marine Le Pen, est entrée mercredi en conflit ouvert avec son père, fondateur du parti, en refusant qu'il soit candidat à de prochaines élections après une interview controversée dans un journal jugé antisémite. «Jean-Marie Le Pen semble être entré dans une véritable spirale entre stratégie de la terre brûlée et suicide politique. Compte tenu de cette situation, j'ai informé Jean-Marie Le Pen que je m'opposerais à sa candidature aux élections régionales de fin 2015, a écrit dans un communiqué Mme Le Pen, qui est engagée depuis plusieurs années dans une entreprise de dédialisation de son parti. Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du FN et député européen, a défendu la mémoire du maréchal Philippe Pétain, artisan de la collaboration de la France avec l'Allemagne nazie, et critiqué la stratégie de sa fille à la tête du FN, dans un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite Riva-rol publié mardi. La semaine dernière il avait réitéré des déclarations sur les chambres à gaz, «détail» de l'Histoire, pour lesquelles il avait été condamné.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Deux policiers tués par balle à Ryad

Deux policiers ont été tués par balle lorsque leur patrouille a essuyé des tirs dans la capitale saoudienne Ryad, a annoncé mercredi la police, sans établir immédiatement de lien avec les raids aériens que mène l'Arabie saoudite au Yémen voisin. Des hommes armés à bord d'une voiture non identifiée ont ouvert le feu sur une patrouille après minuit dans l'est

de Ryad, a indiqué un porte-parole de la police, dans une déclaration relayée par l'agence officielle SPA. Le 6 avril dernier, un policier a été tué lors d'un échange de tirs «avec des terroristes» dans la localité à majorité chiite d'Al-Awamiyeh, dans l'est du royaume. Trois autres policiers, un Saoudien et un résident étranger, ont également été blessés par balle. Le 2

janvier, les autorités saoudiennes avaient annoncé l'arrestation d'un Saoudien impliqué dans des actes de violences à Al-Awamiyeh. L'homme figurait sur une liste de 23 Saoudiens recherchés pour leur implication dans des violences dans l'est du royaume, où quelque deux millions de chiites se plaignent de discriminations de la part du pouvoir sunnite.

La production saoudienne de pétrole au plus haut depuis 13 ans



La production de pétrole de l'Arabie saoudite a atteint 10,3 millions de barils par jour en mars, son plus haut niveau en plus de 13 ans, a annoncé mercredi le ministre saoudien du Pétrole Ali al-Naimi. «La production du royaume est stable avec une moyenne quotidienne de 10,3 millions de barils en mars», a déclaré le ministre, cité par l'agence officielle SPA. Ce niveau

est le plus haut depuis la mise en place en janvier 2002 d'un système de calcul de la production de brut mis en place par l'International Energy Forum, basé à Ryad. La production de mars de l'Arabie saoudite est supérieure de 500.000 barils par jour à celle du mois de février. Elle a été enregistrée au moment où l'Arabie saoudite cherche à préserver ses parts de mar-

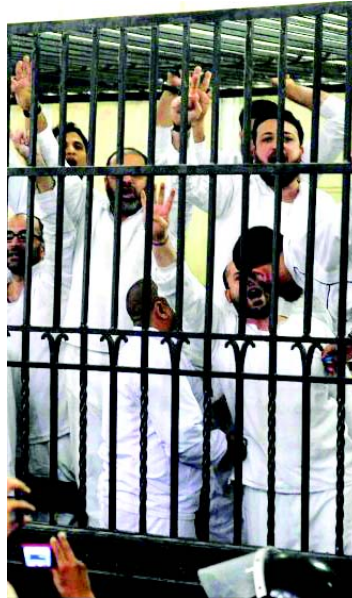
ché dans un contexte de chute des prix. Le déficit budgétaire de l'Arabie saoudite devrait plus que doubler et pour la première fois en quinze ans contraindre le royaume à emprunter afin de le financer, selon une étude de l'institut Jadwa Research. En raison de la baisse des prix du pétrole, le royaume devrait connaître en 2015 un déficit de 106 milliards de dollars.

11 arrestations dans une opération anti-djihadiste en Espagne

La police catalane a interpellé mercredi onze personnes soupçonnées d'appartenir à une cellule de recrutement de combattants du groupe Etat islamique (Daech), dont cinq Espagnols et un Paraguayen convertis à l'islam, a annoncé un responsable de cette région d'Espagne. Certains suspects avaient une «volonté explicite de commettre un attentat», a indiqué la police dans un communiqué, sans évoquer d'actes concrets. Toutefois, «à aucun moment l'existence de cette cellule n'a constitué un danger parce qu'elle était constamment contrôlée», a souligné Ramon Espadaler, conseiller de l'exécutif catalan en charge des affaires intérieures lors d'une conférence de presse. «Nous sommes face à une cellule clairement liée à Daech», a-t-il ajouté. Cette cellule «structurée» «recrutait des jeunes pour les radicaliser, envoyait une partie de ces jeunes en Syrie ou Irak, et s'était constituée une cellule opérationnelle avec la volonté d'attaquer la Catalogne», a-t-il expliqué. Les personnes arrêtées, dix hommes et une femme de 17 à 45 ans, sont cinq Espagnols et un Paraguayen convertis à l'islam, ainsi que cinq Marocains, a précisé Ramon Espadaler.



Près de 400 islamistes jugés en Egypte



Un nouveau groupe de près de 400 partisans de l'ex-président islamiste Mohamed Morsi seront jugés en Egypte pour des violences meurtrières, dont la mort de deux policiers en août 2013, a annoncé mercredi le parquet. Selon un communiqué du parquet, 379 «membres» de la confrérie des Frères musulmans de M. Morsi, classée organisation «terroriste», sont accusés d'avoir pris part à un sit-in «armé» sur la place Al-Nahda au Caire et d'avoir participé à des «défilés armés» durant lesquels ils ont «attaqué des civils et fait des victimes parmi les citoyens et la police». Ils seront jugés pour leur responsabilité présumée dans le meurtre de deux policiers durant la dispersion du sit-in des pro-Morsi en août 2013. Ce jour là, plus de 700 manifestants islamistes ont été tués dans l'opération des forces de l'ordre, «l'une des plus grandes tueries de manifestants en une seule journée dans l'histoire récente», selon l'organisation des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW).

Un jeune djihadiste suisse interpellé

Un jeune Suisse de 25 ans a été interpellé mardi par la police à l'aéroport de Zurich, juste avant son départ pour la zone de conflit syro-irakienne, selon un communiqué du Ministère public suisse (MPC) publié mercredi. Ce jeune, originaire de la région zurichoise, voulait se rendre par avion de Zurich à Istanbul, et de là vraisemblablement en Syrie ou en Irak, indique le MPC. L'arrestation s'est déroulée en étroite collaboration avec la Police judiciaire fédérale (PJF) et la police cantonale zurichoise. La justice suisse reproche au jeune homme, dont l'identité n'a pas été révélée, de s'être associé à un groupe interdit en Suisse.

De plus, il est accusé de soutien à une organisation criminelle. Cette arrestation «illustre la poursuite pénale systématique de toutes les personnes en Suisse qui tentent de participer au terrorisme djihadiste», indique le MPC. En 2014, deux personnes ont été condamnées en Suisse à des peines de prison pour soutien à une organisation criminelle et appels public à la violence (propagande sur Internet en faveur d'un réseau terroriste).

EDITORIAL

Par M. Abdou BENABBOU

TOURNER LE DOS AUX HUMEURS

les vagues généralités si le juste devenir de l'Algérien n'est pas sérieusement tracé. Une constitution sans une vision claire de ce que doit être une société ne serait qu'une procuration livrée aux humeurs que les circonstances temporelles bafoueraient. Une telle œuvre sacrée est bien plus haute que les desideratas des hommes. Il doit être question d'une auréole, legs essentiel transmissible de génération en génération avec un contenu réel et de franchises vérités de ce que l'on est et de ce que l'on sera.

Il est acquis que très peu d'Algériens liront et s'imprégneront de la nouvelle mouture pourtant promulguée pour régir leur destin et celui de leurs enfants. Loin d'expliquer la posture désintéres-

sée d'une population par un apolitisme immature, il faut bien se rendre compte qu'un texte de loi ne vêt sa sacralité que par le bien-fondé de l'usage que l'on en fait. Au moment où une fiche de paie a plus d'importance que tous les textes sacrés, il est ardu de projeter une population sur des décennies et des siècles futurs et très naturellement les pouvoirs ont tendance à ne s'en tenir qu'à la seule recherche de la sauce avec laquelle elle serait grugée.

Le pari incontournable de la nouvelle Constitution est de tourner le dos à la dictature des faux énoncés galvaudés et de se concilier avec celle de la paix et de l'équité.

Il n'est pas demandé de rédiger un nouveau Coran. Il est exigé des Algériens, en toute simplicité et en saine responsabilité, de se détourner des cupidités contemporaines pour installer définitivement leur pays dans le bonheur pour tous et une sérénité perpétuelle.